REVUE DES DEUX MONDES

Sommaire | AVRIL 2016

Littérature

Critiques

Notes de lecture

Éditorial

Sommes-nous bien protégés ?

La France continue à s'interroger sur le sens et la réponse à apporter aux attentats du 13 novembre 2015. Après la stupeur et l'émotion, après les polémiques sur l'état d'urgence et la déchéance de nationalité, voici le temps de la réflexion et des questions. Pour avoir soulevé celle de la responsabilité de la politique étrangère de la France dans la violence djihadiste qui frappe notre pays, Michel Onfray s'est pris une volée de bois vert médiatique. Quatre mois plus tard, le philosophe persiste et signe à l'occasion de la sortie de deux ouvrages, une autobiographie politique, *le Miroir aux alouettes* (1), et un recueil de textes et interviews, *Penser l'islam* (2). Dans l'entretien qu'il a accordé à la *Revue des Deux Mondes*, Michel Onfray n'en démord pas : « Si l'on devait se faire le gendarme du monde au nom des droits de l'homme, il y aurait cent pays dans lesquels il faudrait intervenir. *[...]* Toute guerre faite dans un pays nous transforme *de facto* en cible pour une riposte : c'est élémentaire mais inaudible… »

Le terrorisme n'est-il pas plutôt la déclaration de guerre mondiale de l'islam radical à l'Occident ? Dans tous les cas, il frappe durement et met le gouvernement face à une responsabilité écrasante : protéger ses citoyens.

En première ligne, les services de renseignement chargés de neutraliser ceux qui nous menacent avant qu'ils ne passent à l'action. Sont-ils à la hauteur des défis qui nous attendent ? Les attentats « nous

rappellent nos contradictions et nos incohérences », souligne Alain Chouet, ancien chef du renseignement de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) : « Il faut s'attaquer au problème de mutualisations des procédures à l'intérieur de l'espace Schengen » mais aussi « développer en liaison avec les gouvernements légaux des pays musulmans une coopération militaire, sécuritaire, judiciaire et policière. Certains de ces gouvernements sont peu fréquentables. C'est vrai. Mais il y a des priorités ».

Autre urgence, pour Sébastien-Yves Laurent, professeur à la faculté de droit et de science politique de l'université de Bordeaux: former les analystes à la compréhension des phénomènes de « radicalisation ou aux crises géopolitiques régionales en s'appuyant sur les sciences humaines et sociales », au moins aussi nécessaires « que les algorithmes et les données massives ».

Par ailleurs, comment faire face à une menace personnalisée par trois mille jeunes Français tentés par le djihad, « alors que pour surveiller un seul suspect à temps complet il faut une douzaine de personnes au bas mot ? », s'interroge le journaliste Jean Guisnel. Après la réorganisation des services en 2008, les Renseignements généraux ont été dissous et leurs effectifs redistribués. « Résultat, une exceptionnelle capacité de connaissance du terrain par des policiers formés au renseignement politique s'est trouvée disloquée. »

Le problème de la France, soulignent un bon nombre d'experts, c'est qu'elle n'aime pas ses services secrets. « Depuis leur création, ils sont frappés d'une triple malédiction : instrumentalisation politique, marginalisation et méfiance », explique le journaliste et écrivain Richard Labévière. « Il suffit de rappeler quelques-uns des moments les plus abracadabrantesques : les ratages accumulés jusqu'à la défaite de Sedan (1870) ; le Deuxième bureau dans l'affaire Dreyfus, l'OAS et les barbouzes, *[...]* et les dernières dénégations du financement pourtant aveuglant du terrorisme par les monarchies du Golfe. » Alors que les Anglo-Saxons, eux, sont terriblement fiers de leurs espions ! James Bond contre OSS 117 ? Marin de Viry nous livre une étude comparative des deux mythes à la conclusion étonnamment patriotique.

L'écrivain Marc Dugain, qui met en scène dans son œuvre le monde du renseignement, imagine l'agent du futur enfermé « dans son bureau, à partir duquel il peut écouter, surveiller n'importe qui en direct ». L'espionnage sera technologique : l'univers du *big data* apportera « la santé, la sécurité et la gratuité, qui sont les trois plus grandes attentes de l'individu moderne. En contrepartie, il nous dépouille de notre liberté et de notre vie privée. » Nos gouvernants goûteront-ils autant que Louis XIV le plaisir d'être informé ? Écoutons-le, sous la plume de l'historien Lucien Bély, prodiguer ses conseils à son arrière-petit-fils, le futur Louis XV, créateur du Secret du roi, premier service de renseignement français : « Tout ce qui est le plus nécessaire à ce métier est en même temps agréable ; *[...]* apprendre à toute heure les nouvelles de toutes les provinces et de toutes les nations, le secret de toutes les cours, l'humeur et le faible de tous les princes, *[...]* pénétrer parmi nos sujets ce qu'ils nous cachent avec le plus de soin. *[...]* Et je ne sais enfin quel autre plaisir nous ne quitterions point pour celui-là, si la seule curiosité nous le donnait. »

Valérie Toranian

1. Michel Onfray, *le Miroir aux alouettes. Principes d'athéisme social*, Plon, 2016.
2. Michel Onfray, *Penser l'islam*, Grasset, 2016.

Bande passante







MIX & REMIX







MIX & REMIX







MIX & REMIX

GRAND ENTRETIEN

MICHEL ONFRAY PERSISTE ET SIGNE

› Entretien réalisé par **Valérie Toranian**

Dans *Penser l'islam* (1) il accuse l'Occident belliqueux d'avoir en partie créé le terrorisme islamique. Et il imagine sous quelles conditions la République pourrait exiger et obtenir un islam compatible avec elle. Dans son autobiographie politique *le Miroir aux alouettes* (2), il retrace l'itinéraire d'un fils d'ouvrier agricole qui rêvait de vie monacale mais finira « athée intégral ». Michel Onfray reste fidèle à ses idéaux et répond avec force à ses détracteurs. Interview sans complexe.



Revue des Deux Mondes – Dans quel lignage, quel héritage personnel, s'inscrit votre engagement ? Quel est le personnage auquel vous devez le plus ?

Michel Onfray Je n'ai jamais pensé pouvoir prendre place dans une histoire et, donc, m'inscrire dans un lignage. Mes origines sociologiques modestes m'interdisaient d'imaginer pareille chose… J'ai publié un livre, puis deux, puis dix, et je m'achemine vers la centaine. Il se fait qu'au bout du compte des lectures ont été importantes pour moi, des lectures sans lesquelles je ne serais pas ce que je suis. Je songe, en philosophie, à Diogène et Épicure, Lucrèce et Marc-Aurèle, Montaigne et Spinoza, Schopenhauer et Nietzsche, Proudhon et Camus. Mais celui auquel je dois le plus, c'est mon père, ouvrier agricole, par

les valeurs et les vertus qu'il m'a enseignées. Il y a aussi mon vieux maître Lucien Jerphagnon, professeur de philosophie antique à l'université de Caen, qui m'a épargné les modes structuralistes et marxistes, althussériennes et foucaldiennes, lacaniennes et derridiennes et qui m'a enseigné ce qu'il nommait une « méthode érudite » et qui, loin des extravagances méthodologiques du moment, reposait sur la lecture patiente et le travail opiniâtre.

Revue des Deux Mondes – Quel rôle a joué le « religieux » dans votre engagement, dans votre vie ?

Michel Onfray Je suis un athée intégral. Adolescent, j'aurais aimé la vie de moine mais, le minimum pour ce faire, c'était d'avoir la foi ! Or je ne l'ai pas et, aussi loin qu'il m'en souvienne, je ne l'ai jamais eue. J'ai cru aux figures de l'Histoire sainte aussi longtemps que j'ai cru au Père Noël, mais tout cela a disparu en même temps à l'âge auquel, théoriquement, on congédie les fables. La vie vécue au plus près des idées, la philosophie entendue non pas comme une pensée mais comme une existence, la construction de soi par la méditation, la réflexion, les lectures et tous ces autres horizons que me faisait miroiter la vie monacale, je les ai finalement atteints dans, par et pour la philosophie.

Michel Onfray est docteur en philosophie. Il a créé l'Université populaire à Caen en 2002, puis l'Université populaire du goût en 2014. Derniers ouvrages parus : *Penser l'islam* (Grasset, 2016) et *le Miroir aux alouettes. Principes d'athéisme social* (Plon, 2016).
› m.onfray.pro@gmail.com

Revue des Deux Mondes – Quel est l'événement politique ou la personnalité politique qui vous a marqué dans votre jeunesse ?

Michel Onfray Ma rencontre avec Pierre Billaux, le coiffeur de mon village, qui avait été résistant et déporté à Neuengamme. C'est à lui que je dois la découverte de ce que les hommes peuvent faire de pire et de meilleur à leurs semblables. J'avais 11 ou 12 ans. Le meilleur : résister à l'oppression et défendre corps et âme la liberté. Le pire : humilier, avilir, détruire son prochain uniquement parce

qu'il est différent de soi. C'est également chez Pierre Billaux que j'ai découvert la presse à laquelle, à l'époque, je croyais (il y avait chez lui *Charlie Hebdo* et *la Gueule ouverte*, *le Nouvel Observateur* et *Ouest-France*) mais aussi les cahiers anarchistes *Noir & Rouge* dans lesquels ma gauche a trouvé sa formule. La gauche, c'était alors le souci des humbles et des faibles, des pauvres et des démunis, du peuple et des travailleurs, des victimes du capitalisme et de la religion de l'argent. C'est resté ma gauche.

Revue des Deux Mondes – En Syrie, en Libye, en Irak ou ailleurs, pensez-vous qu'on puisse faire la guerre pour des raisons morales ? Au nom des droits de l'homme ? Ou doit-on rester indifférent aux exactions des dictateurs, de peur de payer cher les conséquences de nos ingérences ?

Michel Onfray La guerre est la dernière des choses qu'il faut faire – et faire faire aux autres, car ceux qui la veulent la font rarement eux-mêmes et les font toujours faire aux autres. S'ils faisaient les guerres auxquelles ils invitent, ils auraient alors un peu plus de crédit. L'intellectuel est souvent généreux du sang d'autrui, rarement du sien. La guerre, c'est le pire auquel on doit recourir quand on a tout essayé : les négociations diplomatiques secrètes, le recours aux services spéciaux, les opérations commando ciblées… Être un pacifiste dans l'absolu n'a pas de sens. Il y a des guerres que, bien sûr, il faut faire : celles qui permettent, sur notre territoire, de recouvrer une souveraineté perdue, une liberté abolie. Mais le concept extravagant de guerre préventive est philosophiquement sidérant : je frappe celui dont j'estime que, sinon, il m'aurait frappé ! C'est le talion sans l'offense qui le justifie ! De même les guerres chez autrui au nom du droit d'ingérence qui permet de s'occuper des affaires de l'autre, pourvu qu'on y ait intérêt. Si l'on devait se faire le gendarme du monde au nom des droits de l'homme, il y aurait cent pays dans les-

“le concept extravagant de guerre préventive est philosophiquement sidérant”

quels il faudrait intervenir : de l'Iran à la Corée du Nord, en passant par l'Arabie saoudite ou la Russie, sans oublier la Chine et Cuba. Pourquoi n'intervient-on pas dans ces pays ? Pourquoi intervient-on dans d'autres pays, qui ont tous en commun de nous êtres militairement inférieurs ? Toute guerre faite dans un pays nous transforme *de facto* en cibles pour une riposte : c'est élémentaire, mais apparemment inaudible…

Les guerres menées par George Bush depuis 1991 ont occasionné quatre millions de morts musulmans. Se rend-on compte de ce que sont quatre millions de morts ? Mes sources ? Le politologue britannique Nafeez Ahmed, qui travaille à la BBC et au *Guardian*. Il dirige également l'Institute for Policy Research and Development de Brighton et enseigne à l'université du Sussex. Pas un islamo-gauchiste, donc. Imagine-t-on, en France, que nous, qui avons fait partie de toutes ces coalitions mortifères avec les Bush, sauf l'épisode Chirac-Villepin, nous ne soyons pas devenus des cibles en ayant choisi ce camp ? Les nouvelles croisades voulues par Bush et auxquelles la France a consenti nous ont installés dans une logique de guerre dont, côté islamique, le terrorisme est la formule.

Revue des Deux Mondes – L'islam radical fanatise des jeunes par le biais des réseaux sociaux partout dans le monde et le terrorisme sévit aussi dans des pays musulmans ou des pays qui ne sont pas en guerre avec l'État islamique. Faut-il lier le terrorisme à la politique de la France au Moyen-Orient alors que tout le monde semble visé ?

Michel Onfray Croyez-vous vraiment que tous les pays soient visés ? Combien de pays en Amérique du Sud, par exemple, doivent faire face à des actes de terrorisme islamique ? Au Brésil ? Rien. En Bolivie ? Rien. En Équateur ? Rien. En Argentine ? Rien. Au Paraguay ? Rien. En Uruguay ? Rien. Au Pérou ? Rien. Au Venezuela ? Rien. En Bolivie ? Rien. Même chose en Amérique centrale : Panama ? Costa Rica ? Nicaragua ? Guatemala ? Mexique ? Rien. Mais aussi : rien au Japon, rien en Chine, rien au Viêt Nam. Et en Europe ? Rien en Islande, en Suisse ou au Portugal. Etc. Nous ne sommes pas le monde. Le terrorisme est toujours une riposte.

Revue des Deux Mondes – Bachar al-Assad est-il autant notre ennemi que l'État islamique ?

Michel Onfray Un ennemi est celui qui fait savoir qu'il nous en veut et a décidé de nous rendre la vie impossible, de nous terroriser, de nous affaiblir, de nous humilier, de nous tuer. Bachar fut invité et reçu par le président Sarkozy et ses soldats ont défilé sur les Champs-Élysées en 2008. Je ne crois pas que les troupes de l'État islamique soient invitées aux mêmes réjouissances… Allez sur Internet, vous trouverez encore ceci, mais désormais sans date et sans images : « Sur *Paris Match*, suivez toute l'actualité de Bachar al-Assad : photos, vidéos et interviews exclusives. Découvrez sa biographie, ses amours et sa carrière. » Pas certain que la rédaction ait le même projet avec le calife Al-Baghdadi…

Revue des Deux Mondes – Notre société est de plus en plus nihiliste. Ce nihilisme conduit certains jeunes à devenir des ennemis de la République et à tuer des Français au nom d'Allah. Quelle est la cause de ce nihilisme ?

Michel Onfray Je travaille à un livre qui va vers les mille pages et qui s'intitulera « Décadence », pour expliquer ce que chacun sait : les civilisations sont mortelles. Nul besoin d'avoir lu Paul Valéry, il suffit d'avoir vu des reportages à la télévision, sinon d'y être allé, sur les pyramides égyptiennes, l'Agora athénienne ou le Forum romain, ou bien encore les alignements de Carnac ou le cercle de pierres de Stonehenge, les pyramides aztèques ou les statues de l'île de Pâques, pour le savoir. Mais, de même que nous vivons comme si nous ne devions jamais mourir et que la dénégation affecte chacun quant à son âge ou à son état, il en va de notre civilisation : nous ne voulons pas la voir mourir, or elle se meurt. Le judéo-christianisme est né avec l'empereur Constantin au début du IVe siècle, il s'effondre et nous vivons cet effondrement. La gauche le nie, la droite imagine pouvoir le conjurer, mais c'est un fait et un fait ne se conjure pas. Quand on constate une voie d'eau dans le *Titanic*, il est trop tard, c'est l'heure !

Revue des Deux Mondes – L'universel républicain est aujourd'hui battu en brèche par les particularismes, le relativisme culturel, le communautarisme, la revendication par chaque groupe de ses droits spécifiques. C'est une tendance de fond depuis trente ans. Faut-il revoir la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État ? Peut-on imaginer une France où les musulmans, par exemple, pourraient avoir un statut aménagé qui prenne en compte leur culte, leurs mœurs ?

Michel Onfray Trente ans, dites-vous… Pour être plus précis, disons depuis 1983, date à laquelle François Mitterrand renonce aux idées de gauche au profit d'un libéralisme dont l'idéal était la construction d'une Europe post-nationale ouverte à tous les vents au marché faisant la loi. La destruction de l'universel républicain a été le fait de ceux qui défendaient ce projet d'un président qui n'avait plus pour seule ambition que de rester le plus longtemps possible au pouvoir.

Pendant ces trente années, Jean-Pierre Chevènement, qui incarnait cet universel républicain devant lequel presque tout le monde s'agenouille désormais, a été copieusement insulté, méprisé, sali, injurié, outragé, vilipendé, par ceux-là mêmes qui pensaient que vouloir l'Europe libérale du marché libre obligeait à le traiter de pétainiste, de vichyste, de maurrassien, de rouge-brun, de Le Pen de gauche.

"Jean-Pierre Chevènement, qui incarnait cet universel républicain a été copieusement insulté, méprisé, sali"

La situation actuelle est le produit de ces partisans de l'Europe libérale qui règnent sans partage politiquement, à droite avec Valery Giscard d'Estaing, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, à gauche avec François Mitterrand et François Hollande, et qui ont médiatiquement dominé jusqu'à il y a peu, pendant le même temps.

Le temps est venu pour ceux qui ont vu triompher leurs visions du monde sur le terrain de la politique intérieure (qui a produit un Front national à 30 %) et sur le terrain de la politique étrangère (qui a généré le terrorisme que l'on sait) de se remettre un peu en cause, non ? Mais je n'y crois guère. Dès lors, une solution à la Pierre Manent

me paraît illusoire : elle déboucherait sur ce que Michel Houellebecq a superbement raconté dans *Soumission*.

Mais subvenir à tous les cultes me semblerait une bonne idée : ça éviterait que les mosquées qui, de toute façon, s'installent, le fassent avec des subventions de pays intégristes qui contrôlent le contenu des prêches. De même, nous éviterions ainsi l'hypocrisie qui consiste à contourner l'interdiction de financer les mosquées par le financement municipal, départemental ou régional de centres culturels musulmans qui sont *de facto* des mosquées… L'impôt de chacun pourrait prévoir, au choix, une affectation soit à une religion soit à des organismes culturels. Dès lors, la République pourrait exiger et obtenir un islam compatible avec elle.

Revue des Deux Mondes – La stricte laïcité suffit-elle dans un monde où le sacré, que l'on croyait disparu, réapparaît avec encore plus de force ? Où beaucoup, notamment dans la jeunesse, sont en quête de transcendance, de verticalité ?

Michel Onfray La jeunesse est moins en quête de sacré, de verticalité, de transcendance que de sens immanent, réel, concret, tangible. À défaut d'un sens philosophique et laïc, depuis qu'en 1983, à gauche, Bernard Tapie est présenté comme un idéal et les comiques troupiers médiatiques, sinon les footballeurs, les rappeurs ou les acteurs, comme l'horizon indépassable de notre civilisation au vu de leur compte en banque qui leur permet tout, les jeunes souscrivent au sens que proposent les vendeurs de sectes, pourvu que la violence leur permette de détruire ce système qu'ils chérissent dans l'absolu mais qu'ils détestent parce qu'il ne leur offre pas de place. Car on ne constate pas un afflux dans les monastères ou les séminaires. Le sacré n'est donc pas ce qui motive, mais le sens.

Revue des Deux Mondes – Quelle philosophie peut se substituer au religieux ?

Michel Onfray Toutes les spiritualités que j'analyse depuis 2002 dans mon séminaire de contre-histoire de la philosophie à l'Université populaire de Caen. Chaque semaine, près de mille personnes y viennent,

mais les journalistes estiment la chose sans intérêt… Des atomistes présocratiques à Robert Misrahi, qui est le dernier auteur abordé, en passant par les sagesses antiques stoïciennes, épicuriennes, cyniques, cyrénaïques, les libertins de la Renaissance et du Grand Siècle, les hédonistes du matérialisme français, les anarchistes et les socialistes non marxistes du XIX[e] siècle, les psychanalystes non freudiens, en passant par Albert Camus, Georges Politzer, Henry David Thoreau ou Günther Anders, il y a profusion ! Ce sont vingt-cinq siècles de pensée qui fournissent matière à réfléchir, donc à vivre et à agir.

Revue des Deux Mondes – Quelles sont les valeurs de notre civilisation dont vous vous réclamez ?

Michel Onfray La tolérance, la vraie, celle qui permet le débat, même rude, la confrontation, même sévère, l'échange même coriace, mais dans lequel des arguments et des idées s'opposent et non les insultes ou le mépris, le passage à tabac ou la perfidie, sinon l'attaque *ad hominem*. La France cultive une tradition de guerre civile, de la Saint-Barthélemy à la fausse opposition entre Nicolas Sarkozy et François Hollande, en passant par les jacobins et leurs guillotines, les Communards et leurs Versaillais, les pacifistes à la Jaurès et les bellicistes à la Déroulède. Le modèle reste pour moi Albert Camus, son trajet personnel et sa pensée, sa rectitude et sa gauche libertaire, sa fidélité aux sans-grade et son inscription dans l'universel. Il ne fut ni mièvre ni insipide tout en ne falsifiant jamais la pensée de ses adversaires quand il s'y opposait. Ce ne fut pas le cas de Jean-Paul Sartre…

Revue des Deux Mondes – A-t-on le droit d'être islamophobe, judéophobe, christianophobe ?

Michel Onfray Le suffixe « -phobe » suppose que l'on ait peur de l'islam, peur du judaïsme, peur du christianisme. Peur de quoi ? Avoir peur de l'islam intégriste qui annonce le pire pour la France, avoir peur des sourates qui, dans le Coran, justifient cet intégrisme, avoir peur de se trouver un jour dans un lieu où les terroristes pourraient

agir, ce peut être légitime. En revanche, avoir peur de musulmans qui ne sont pas solidaires de ce projet, qui récusent les sourates violentes, bellicistes, antisémites, homophobes, misogynes, phallocrates, et qui se réclament d'autres sourates qui interdisent le crime ou la contrainte en matière de religion, non, bien sûr ! Au contraire. Peur des juifs ? Pour quelle raison ? Leur religion est identitaire et non prosélyte, elle est parfaitement compatible avec les valeurs de la République. Quant au christianisme, depuis qu'il n'a plus les moyens d'être intolérant, il est devenu tolérant. À quoi bon désormais tirer sur une ambulance ?

Je demande juste le droit d'être athée, donc de refuser les monothéismes, sans passer pour autant pour un antisémite, un christianophobe ou un islamophobe.

Revue des Deux Mondes – Aujourd'hui, sur le sol français, des hommes et des femmes sont tués par des terroristes parce que juifs. L'antisémitisme est-il en recrudescence ? De quelle nature est-il ? L'islamophobie est-elle le nouvel antisémitisme ?

“Une partie de la gauche antilibérale a une fâcheuse tendance à assimiler le capitalisme, l'argent, les États-Unis, les juifs, l'État d'Israël, le sionisme”

Michel Onfray Oui, bien sûr, l'antisémitisme est en recrudescence. Le Coran regorge de sourates antisémites et notre époque si prompte à voir de l'antisémitisme partout (y compris chez moi quand j'écris un livre contre la version freudienne de la psychanalyse…) tolère très largement l'antisémitisme quand il vient de certains membres de la communauté musulmane.

Une partie de la gauche antilibérale a une fâcheuse tendance à assimiler le capitalisme, l'argent, les États-Unis, les juifs, l'État d'Israël, le sionisme et à les combattre dans un même mouvement. Tout ce qui permet la disparition du capitalisme, donc de l'argent, donc des États-Unis, etc., est considéré comme bon et défendable. L'antisionisme est la nouvelle forme de l'antisémitisme.

Par ailleurs, je refuse absolument cette idée, souvent venue de la gauche antilibérale, que l'islamophobie serait le nouvel antisémitisme : comparaison n'est pas raison, c'est même souvent déraison, car on ne pense jamais quand on dit d'une chose qu'elle est une autre chose – que Saddam Hussein est le nouvel Adolf Hitler, que Jean-Luc Mélenchon est Marine Le Pen, que Jean-Pierre Chevènement est Charles Maurras, etc. Rappelons aussi, pour éviter ce grand délire d'amalgame effectué par cette gauche-là, que le grand mufti de Jérusalem a effectué un voyage dans le Berlin nazi, qu'il a prêché dans la seule mosquée de la capitale, qu'il a souscrit à la « solution finale », qu'il a apprécié Hitler, et *vice versa*, qu'une division de soldats musulmans nazis a été créée à cette occasion… À l'époque, islamisme radical et nazisme antisémite font bon ménage. Le recyclage des anciens criminels de guerre nazis dans les régimes arabes témoigne que le compagnonnage n'est pas ce que l'on dit.

Revue des Deux Mondes – Des intellectuels juifs se demandent si la sacralisation de la Shoah et la systématisation du devoir de mémoire n'ont pas joué un rôle dans la montée de l'antisémitisme. Qu'en pensez-vous ?

Michel Onfray Le récent remplacement des mots « génocide » et « holocauste », qui comprenaient tous les ennemis du régime national-socialiste (juifs, certes, mais aussi Tziganes, communistes, résistants, homosexuels, francs-maçons, apatrides, Noirs, handicapés mentaux et physiques, opposants) par le seul mot hébreu *shoah* réduit la politique d'extermination nazie à sa seule dimension antisémite, ce qui ne permet pas d'en apprécier toute la dimension historique.

J'ai consacré plusieurs séminaires à l'analyse de cette substitution sémantique à l'aide de la pensée de Vladimir Jankélévitch. Nous sommes ici dans une logique quasi biblique d'écriture de l'histoire sur le mode vétérotestamentaire. Je crois qu'une extraterritorialité historique de la Shoah ne rend pas service à la mémoire juive. Ni à la mémoire tout court, ni à l'histoire, ni à la vérité. Sacraliser, c'est déshistoriciser, donc laisser place à tous les délires – du mythe au complot, du négationnisme au révisionnisme. La seule façon de lutter contre la lecture antisémite de l'histoire, c'est… de faire de l'histoire.

Revue des Deux Mondes – Certains intellectuels sont accusés de faire le jeu du Front national aujourd'hui en France. D'après vous, qui est responsable de l'importante progression du Front national ?

Michel Onfray Ces intellectuels, dont je fais partie, sont attaqués par ceux qui ont intérêt à ce qu'on ne regarde pas de trop près leurs responsabilités dans la montée du Front national. Je songe à Laurent Joffrin dans *Libération* ou au *Monde*, et à quelques journaux qui, depuis 1983, accompagnent le renoncement de la gauche gouvernementale au socialisme : éloge du grand marché libéral européen, éloge de Bernard Tapie comme d'un modèle, éloge de l'entreprenariat individuel pour régler le problème de la crise, éloge dans le *Libération* qui titra « Vive la crise ! », du Puy-du-Fou de Philippe de Villiers comme d'un exemple à suivre, éloge de l'argent et de la réussite sociale, éloge d'une immigration qui précarise les salaires et le marché de l'emploi, etc. Cette ligne politique libérale pratiquée à droite et à gauche depuis 1983 a précarisé la France, qui se jette depuis dans les bras de Marine Le Pen parce qu'elle prétend qu'elle réglerait le problème – alors qu'au pouvoir elle deviendrait une domestique de ce même monde habillée du même costume sans cravate qu'Alexis Tsipras…

Revue des Deux Mondes – Le Front national est-il un parti de droite populiste ou d'extrême droite ?

Michel Onfray L'extrême droite a une histoire, des auteurs et des penseurs, des thématiques et des organes de presse, des écrivains et des figures de proue. Elle refuse le jeu démocratique et les élections pour lui préférer le coup de poing dans la rue et le passage à tabac, sinon l'huile de ricin ; elle célèbre les valeurs héroïques de la guerre et fonctionne à la milice illégale armée ; elle est clairement antisémite et identifie les juifs à l'argent et au capitalisme ; elle voit partout le complot franc-maçon ; elle crache sur la démocratie et la République pour lui préférer le coup d'État ; elle lit Lucien Rebatet et Robert Brasillach, elle aime Pétain et Vichy, l'OAS et l'Algérie française ; elle est abonnée à *Rivarol* et à *Minute* qui détestent Marine Le Pen ; elle veut

que les femmes soient mères au foyer et méprise le Planning familial, la contraception et l'avortement ; elle n'aime pas les homosexuels ; elle fustige l'art contemporain.

Il y a dans le FN des gens d'extrême droite : Jean-Marie Le Pen et Marion Maréchal-Le Pen, entre autres. Certains de leurs militants et de leurs électeurs le sont. Mais Marine Le Pen et Florian Philippot relèvent d'une droite radicale, d'une droite populiste, d'une droite qu'on dirait républicaine aux États-Unis (le Tea Party). De l'économie à la politique étrangère en passant par l'Europe, nombre de leurs thèses sont d'ailleurs communes avec celles du Front de gauche. Cette tension travaille un même parti.

Marine Le Pen se présente aux élections, elle en accepte le verdict ; elle n'a jamais été prise en flagrant délit d'antisémitisme et a même fait de la Shoah la plus grande catastrophe du XXe siècle ; elle n'était pas à la manifestation contre le mariage homosexuel ; elle est entourée de conseillers homosexuels. Elle n'est pas par hasard en butte à son père. Ce Front national est un Janus bifrons.

Revue des Deux Mondes – Vous êtes un philosophe très présent dans les médias. Le rôle du philosophe est-il de commenter l'actualité ?

Michel Onfray Le rôle du philosophe est de penser le monde, et l'actualité en fait partie. Commenter l'actualité est une partie du travail philosophique, mais elle est celle qui prend le dessus dans l'univers médiatique. On m'invite hélas plus souvent pour commenter l'actualité du jour que pour parler d'un livre qui m'a demandé des centaines d'heures de travail personnel et de réflexion.

Revue des Deux Mondes – Pensez-vous être l'objet d'une cabale ?

Michel Onfray Je vous laisse juge…

Revue des Deux Mondes – Quelle est votre définition de la philosophie ?

Michel Onfray Penser sa vie et vivre ses idées avec le maximum de coïncidence entre ce que l'on croit et ce que l'on fait. Disons-le autrement : être performatif, de sorte qu'on puisse dire que chez le philosophe, dire c'est faire. Non pas se contenter de dire pour croire qu'on fait, mais lier la parole et l'action, l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité. C'est mettre ses idées à l'épreuve du réel et être capable de modifier sa pensée si le réel donne tort à sa pensée. C'est sortir de l'idéologie qui fait professer selon des principes sans aucun souci de ce que la mise en pratique de ces principes génère dans les faits.

C'est, par exemple, pouvoir dire qu'on a eu tort de vouloir une guerre quand elle a produit le contraire de ce qu'on annonçait qu'elle générerait. C'est reconnaître que vouloir une guerre selon les idées, c'est l'obtenir selon le champ de bataille, et assumer le champ de bataille que les idées auront généré. Ou dire qu'on a eu tort… C'est, pour le dire en un mot, être plus responsable qu'un autre de ce que l'on dit car, chez le philosophe, les mots peuvent tuer.

Ainsi, sur le terrain politique, ce principe oblige à mener une vie de gauche. Non pas se contenter de proclamer qu'on est de gauche, non pas croire qu'on est de gauche parce qu'on vote à gauche, non pas s'imaginer de gauche parce qu'on lit des journaux de gauche, parce qu'on sympathise ou milite pour un parti de gauche, parce qu'on soutient un candidat dit de gauche, parce qu'on défend le catéchisme de gauche et la vulgate de gauche, mais mener une vie de gauche. Autrement dit, dans sa vie, dans les faits, de manière visible, dans la pratique, dans l'action et le concret, incarner les idées de gauche – à savoir : solidarité, fraternité, partage, générosité, bénévolat. Désormais, quand j'entends quelqu'un parler à gauche, je me demande ce qu'il fait pour incarner ces idées. Souvent, la réponse est : rien… Je remarque parfois que ces valeurs de gauche peuvent être pratiquées par des gens dits de droite pendant que des gens dits de gauche pratiquent le contraire des vertus de gauche : égoïsme, individualisme, indifférence, cupidité, vénalité, pingrerie…

1. Michel Onfray, *Penser l'islam*, Grasset, 2016.
2. Michel Onfray, *le Miroir aux alouettes. Principes d'athéisme social*, Plon, 2016.

Dossier
LA FRANCE ET SES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

LE SECRET DU ROI

› **Lucien Bély**

Dans les *Mémoires* destinés à son fils et rédigés au début de son règne personnel dans les années 1660 et 1670, Louis XIV présente le métier de roi en insistant sur la nécessité et le plaisir d'être informé :

> « Tout ce qui est le plus nécessaire à ce travail est en même temps agréable ; car, c'est en un mot, mon fils, avoir les yeux ouverts sur toute la terre ; apprendre à toute heure les nouvelles de toutes les provinces et de toutes les nations, le secret de toutes les cours, l'humeur et le faible de tous les princes et de tous les ministres étrangers ; être informé d'un nombre infini de choses qu'on croit que nous ignorons ; pénétrer parmi nos sujets ce qu'ils nous cachent avec le plus de soin ; découvrir les vues les plus éloignées de nos propres courtisans, leurs intérêts les plus obscurs qui viennent à nous par des intérêts contraires. Et je ne sais enfin quel autre plaisir nous ne quitterions point pour celui-là, si la seule curiosité nous le donnait. (1) »

À travers cette jubilation, le monarque livre son rêve de contrôler l'information et de l'utiliser à son service. Le souverain compte avant tout sur ses ministres, surtout sur les secrétaires d'État chargés de la correspondance de la monarchie. Jean-Baptiste Colbert, contrôleur

général des finances, mais aussi responsable de la Marine et de la Maison du roi, montre un zèle infatigable pour demander des mémoires aux agents royaux et pour recueillir toute la documentation possible, en particulier après la conquête de nouveaux territoires, où il fait saisir toutes les archives, présentes aujourd'hui encore dans nos bibliothèques publiques. Comme les secrétaires d'État dirigent des départements spécialisés, ils ont le devoir de s'informer. Celui qui s'occupe de la Guerre entretient des correspondances avec les généraux mais aussi avec toute l'administration qui prépare les campagnes ; celui qui dirige les Affaires étrangères a des relations permanentes et régulières avec les diplomates français à l'étranger ; le responsable de la Marine s'informe auprès des consuls et des négociants qui lui transmettent des nouvelles venues du monde entier. En déléguant largement à ses ministres, le roi peut avoir plusieurs canaux d'information et plusieurs filières d'action, tout en gardant le pouvoir de désavouer l'un ou l'autre si nécessaire. Cela permet aussi d'avoir plusieurs fers au feu dans le domaine si mouvant des relations internationales et de profiter de toutes les occasions lorsqu'elles se présentent.

Lucien Bély est professeur d'histoire moderne à la Sorbonne. Il a notamment dirigé le *Dictionnaire Louis XIV* (Robert Laffont, 2015).
› Lucien.Bely@paris-sorbonne.fr

De leur côté, généraux, diplomates, consuls ou négociants ont le souci permanent d'entretenir leurs propres réseaux pour mener à bien leur tâche. Un bon général a l'obligation d'avoir des espions pour connaître la situation autour de son armée et pour préparer des opérations. Un ambassadeur prête l'oreille à toutes les nouvelles et les transmet aussitôt. Il suffit de parcourir les dépêches diplomatiques du temps de Louis XIV pour découvrir cette faim ardente d'information qui caractérise ce monde ancien.

Elle est difficile à satisfaire car des obstacles existent. Il faut d'abord tenir compte des techniques du temps : l'information circule au mieux à la vitesse d'un cheval au galop. Elle dépend de l'état des routes ou des liaisons maritimes. Elle s'entoure d'innombrables précautions, en particulier à travers des « chiffres » complexes pour coder les missives. Les gazettes se multiplient à partir du XVIIe siècle en Europe mais, dans de nombreux pays comme la France, elles restent soumises à une censure tatillonne et ne livrent aucun secret. L'État royal se heurte à un

autre obstacle, invisible : un monarque chrétien ne peut pas espionner ses frères et ses sœurs, les autres souverains d'Europe. Il défend l'honneur de son pays et il ne peut le sacrifier en se prêtant à des manœuvres jugées déloyales. De même, si les théoriciens de la politique désignent l'ambassadeur comme un honnête espion, un diplomate ne peut se compromettre en faisant ouvertement de l'espionnage ou en fomentant des troubles dans le pays où il réside.

Pourtant, certains États européens ont fondé une part de leur réputation sur leur capacité à rassembler une information de qualité. C'est le cas de la République de Venise mais, aux yeux des contemporains, cette ville marchande n'est pas un État comme les autres et doit surveiller l'Empire ottoman. En Angleterre, dans la seconde moitié du XVII[e] siècle, les secrétaires d'État créent une véritable agence de nouvelles qui leur permet de nourrir les gazettes, dont ils ont le monopole. Ils font également rédiger des lettres de nouvelles (*newsletters*), plus confidentielles, distribuées auprès des agents anglais à l'étranger, qui doivent en retour fournir des informations à Londres. Ce dispositif permet un utile quadrillage de l'Europe et de ses confins.

Des informateurs dans tous les milieux

Toutefois, la monarchie française utilise elle-même un ensemble d'agents plus ou moins secrets qui se mettent à son service en espérant quelque rétribution ou quelque récompense. L'État royal doit en effet se prémunir face aux éventuelles agressions de ses ennemis, connaître les forces des États voisins, envisager les changements d'alliances. Il n'hésite pas à préparer l'enlèvement à l'étranger d'individus gênants, à soudoyer des notables, à préparer des révoltes ou des conspirations. La monarchie profite des progrès du système postal, qui permet d'établir des correspondances dans une grande partie de l'Europe, même si l'on peut craindre l'ouverture des lettres dans certaines postes en territoire ennemi. En France même, la lecture de courriers suspects, surtout venus de l'étranger, permet de découvrir bien des mystères : c'est le « cabinet noir » installé au sein des Postes.

Dans cette quête d'information, l'important, c'est d'être en alerte et de pouvoir réagir à temps face à un événement inattendu. Il faut pour cela avoir des agents dans des lieux importants, là où parvient l'information et là où se prennent des décisions, en particulier dans les grandes capitales. La recherche de secrets renvoie aussi à une culture politique qui considère la dissimulation comme un instrument de pouvoir. C'est la leçon de Machiavel revue par les théoriciens catholiques de la raison d'État.

La monarchie se déclare prête à rémunérer quiconque dispose de nouvelles intéressantes. Les voyageurs issus de la noblesse peuvent accéder aux cours étrangères, voire passer à travers des armées en campagne et y glaner des informations utiles ou observer des préparatifs révélateurs. Les hommes d'Église, prélats ou moines, circulent aussi facilement de monastère en monastère malgré les guerres, et ils ne dédaignent pas de se mêler d'affaires politiques. Les missionnaires se révèlent de précieux informateurs sur les pays lointains avec lesquels la France n'a pas de relation politique, comme le Siam ou la Chine. Les marchands continuent leurs affaires malgré les conflits. Ils offrent donc d'excellentes couvertures pour faire parvenir des renseignements divers, et les négociateurs secrets dissimulent volontiers leurs dépêches derrière des échanges de négociants. De plus l'information économique devient aussi une préoccupation importante : au Mexique au début du XVIIIe siècle, Jean de Monségur, un voyageur français, observe les mœurs, les ressources et les besoins économiques du pays. Des femmes jouent un rôle important : Louise de Kéroualle sert d'agent à Louis XIV auprès de son amant Charles II d'Angleterre (1660-1685). Les savants font également partie de réseaux intellectuels présents dans toute l'Europe et ils font circuler l'information. Les grands artistes ont une clientèle européenne et ils peuvent travailler pour des affaires d'État. Roger de Piles, peintre et collectionneur, doit ainsi susciter un parti pacifiste en Hollande : il se fait repérer en 1693 et il est emprisonné. Certains médecins, ayant une réputation internationale, sont sollicités. Helvétius, qui a lancé la mode d'un vomitif, l'ipécacuanha, est appelé dans toute l'Europe

pour soigner des malades puissants ou riches : le gouvernement français lui demande de lancer une négociation en Hollande.

Un réseau français

Le ministre des Affaires étrangères à la fin du règne de Louis XIV, Jean-Baptiste Colbert de Torcy, constitue, pendant la guerre de la Succession d'Espagne (1701-1714), un réseau dans les pays étrangers qui peut être reconstitué en partie grâce à une liste des versements financiers. Vienne semble la cible privilégiée parce que la cour de Versailles cherche à connaître les intentions de l'empereur. Berlin apparaît aussi, l'Électeur de Brandebourg devenant un acteur important sur la scène internationale. Bâle semble une ville où l'on est bien informé des événements d'Allemagne. La Hollande est le lieu des négociations secrètes. Les agents sont très peu nombreux en Angleterre. Parmi tous ces informateurs, les Italiens constituent le groupe prédominant, sans doute parce qu'ils ne sont pas liés à un pays en guerre et peuvent mieux voyager.

Un diplomate français, Jean-Baptiste Poussin, a mis en place une grande partie de ce réseau. D'abord envoyé en Angleterre, il a gagné à ses vues le célèbre économiste Charles Davenant. Le roi Guillaume III fait chasser de Londres Poussin, qui gagne les pays du Nord et qui, depuis le Danemark, conçoit de nombreuses missions. Il emploie un espion à Berlin, qui avance l'argent, sa sœur étant remboursée par Versailles, et deux Danois en Hollande qui écrivent sous des noms d'emprunt. En 1706, une somme importante est destinée à la sœur de l'envoyé suédois à Londres. En 1714, Poussin se rend à Hambourg, où il travaille officieusement, avant de recevoir des lettres de créance lui donnant, à la fin de l'année, le caractère d'envoyé.

Les agents de Torcy se trouvent parfois face à ceux du secrétaire d'État de la Guerre et cette rivalité ne fait pas bon effet dans les pays étrangers, qui ont l'impression que Louis XIV ne dirige plus sa politique étrangère. Des pans entiers du réseau de Torcy sont aussi livrés aux puissances étrangères par les révélations d'un agent double qui a soudoyé un commis dans les bureaux de Versailles. Ainsi, si le roi souhaite avoir la meilleure information possible et en garder la primeur,

il préfère la rassembler à travers des réseaux multiples et divers, se gardant de donner une organisation unique et rationnelle à son système de renseignement.

L'initiative d'un monarque qui n'a qu'une confiance limitée en ses ministres

C'est sans doute la volonté contraire qui pousse Louis XV à organiser une correspondance diplomatique parallèle à la correspondance officielle. Ainsi naît ce « Secret du roi » qui a tant intrigué les historiens et dont les archives ont révélé la durée et la continuité. La nouveauté se trouve bien dans l'initiative personnelle du monarque. Louis XV, de tempérament timide et secret, n'a qu'une confiance limitée en ses ministres, sans parvenir néanmoins à les diriger véritablement. Il sent le besoin de s'appuyer sur un conseiller intime et un confident, et il se tourne vers son cousin, le prince de Conti. Le souverain veut également conserver des liens avec les pays traditionnellement amis de la France, puissances désormais très affaiblies, que la diplomatie française néglige un peu, à savoir l'Empire ottoman et la Suède, mais surtout la Pologne. L'idée est de doubler une mission officielle confiée par le ministère des Affaires étrangères par une autre, secrète, confiée par le roi. Ce « système » vise aussi à résister à la puissance émergente, la Russie, d'autant que celle-ci entretient des liens privilégiés avec l'Angleterre. Bien sûr, le roi cherche à disposer d'une information fiable mais aussi à contrôler et à vérifier celle qu'il reçoit de son ministre. Il s'agit même parfois d'engager une politique différente de celle prônée par le gouvernement, ce qui peut paraître plus surprenant si l'on oublie cette tradition d'avoir en permanence des pistes parallèles de négociation et d'alliance. Les ambassadeurs, les chargés d'affaires ou les secrétaires à Varsovie, Constantinople, Saint-Pétersbourg ou Stockholm sont ainsi initiés au Secret. C'est le cas de Charles Gravier de Vergennes, nommé ambassadeur à Constantinople. Un premier commis des Affaires étrangères, Tercier, organise cette correspondance secrète, tout en suivant par ailleurs la correspondance officielle.

Ainsi, en 1752, lorsque le comte de Broglie est envoyé comme ambassadeur en Pologne, il reçoit un billet du roi : « Le comte de Broglie adjoutera foy à ce que lui dira M. le prince de Conty et n'en parlera à âme qui vive. » Notons qu'au même moment Louis XV lance une négociation très secrète avec l'Autriche de Marie-Thérèse : il la confie à l'abbé de Bernis, ami de Mme de Pompadour, et cela aboutit au spectaculaire revirement des alliances de 1756. Alors que la Prusse se rapproche de l'Angleterre, la France signe une alliance avec l'Autriche, si longtemps son ennemie : il y a donc un second Secret du roi.

Conti, en butte à l'hostilité de Mme de Pompadour, renvoie à Tercier les papiers de l'affaire secrète à l'automne de 1756. Louis XV charge le comte de Broglie de diriger le réseau et il inaugure ainsi une correspondance qui dure vingt ans. Généralement, un agent reçoit un mot de Louis XV lui indiquant qu'il doit travailler avec Broglie, communiquer toutes les instructions officielles qu'il reçoit du ministre des Affaires étrangères et se garder de parler à celui-ci du Secret. Ce réseau s'efforce de conserver les bonnes relations de la France avec la Pologne et la Turquie, au moment où elle se rapproche de l'Autriche et de la Russie, son alliée. La situation se complique lorsque Tercier doit abandonner son emploi de premier commis à la suite d'une maladresse et que Broglie partage la disgrâce de son frère, le maréchal. Le Secret devient un réseau qui travaille hors de portée du duc de Choiseul, en parallèle et parfois en contradiction avec les choix de ce principal ministre. Il révèle aussi la rivalité entre deux factions à la cour de France, celle qui soutient Choiseul et celle autour des Broglie.

Après l'humiliant traité de Paris (1763), les hommes du Secret travaillent à une revanche française face à l'Angleterre. Le chevalier d'Éon est initié au Secret par une lettre autographe de Louis XV de 1763 et se charge en Angleterre d'aider un officier à inspecter les côtes anglaises en vue d'un débarquement. Il multiplie les provocations, en particulier à l'égard de l'ambassadeur de France, peut-être pour mieux cacher ses opérations secrètes, et il parvient à demeurer de 1763 à 1777 en Angleterre, où certains commencent à le considérer comme une femme. Pour se faire payer, d'Éon n'hésite pas à exercer une forme de chantage sur le roi avant d'accepter un accommodement. Lorsque

Tercier meurt, en 1767, Louis XV parvient à soustraire ses papiers à la curiosité de Choiseul. Ce dernier doit quitter le pouvoir en 1770 mais Louis XV, très occupé par les affaires intérieures, ne fait pas appel au comte de Broglie pour le remplacer. La France assiste, impuissante, au partage de la Pologne. Broglie propose Vergennes comme ambassadeur en Suède, où il aide le roi Gustave III à réussir un coup d'État renforçant son pouvoir. En revanche, Broglie se laisse entraîner dans une affaire compliquée où apparaît le nom de Dumouriez, le futur général de la Révolution. Il doit se retirer sur sa terre de Ruffec en 1773 même si Louis XV lui laisse la direction du Secret.

À la mort du roi en 1774, Broglie, toujours exilé, s'empresse d'informer Louis XVI de l'existence du Secret. Le roi l'autorise à rentrer à la Cour et à remettre ses papiers à Vergennes, le nouveau ministre des Affaires étrangères. Louis XVI rend hommage au travail accompli mais il met fin au Secret, dont l'un des membres éminents dirige désormais la diplomatie française. Vergennes ne tarde pas à engager le gouvernement français dans un soutien, d'abord secret, aux Américains en lutte contre l'Angleterre. De leur côté, Broglie et ses hommes encouragent et soutiennent le jeune marquis de La Fayette, qui part aider les révoltés.

S'il faut faire un bilan, il apparaît que le Secret du roi ne connut pas de succès mémorables mais il a permis à Louis XV de maintenir une présence de la France dans des zones où le gouvernement avait du mal à intervenir ou ne souhaitait pas le faire. Ce réseau a donné aussi l'occasion à des personnalités audacieuses de montrer leur talent alors que leur naissance sans relief social leur interdisait les hauts commandements militaires ou les grandes ambassades. Cela a offert enfin au souverain et à ses conseillers secrets le moyen de les jauger et de les employer, tantôt dans des fonctions officielles, tantôt dans des opérations secrètes. Le Secret apparaît bien comme un vivier de serviteurs de l'État capables d'accepter, surtout à l'étranger, des missions aventureuses.

1. Louis XIV, *Mémoires pour l'instruction du dauphin*, Imprimerie nationale, 1992, p. 52.

REGARDER LA TERREUR EN FACE

› **Alain Chouet**

La dissuasion nucléaire, la construction européenne et le pacte atlantique ont mis l'Union européenne à l'abri de la guerre sur son sol depuis soixante-dix ans. Trois générations ont maintenant bénéficié de cette période de paix sans précédent et notre perception collective des conflits armés s'en est trouvée profondément modifiée. Elle l'est d'autant plus que la chute du bloc de l'Est a conféré à nos yeux le monopole de la violence militaire légitime à l'hyperpuissance américaine et à ses alliés de l'Otan, au nom de la défense et de la promotion des valeurs communes partagées en Occident.

Toute initiative armée, la menace d'y recourir ou même sa simple évocation, dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans le cadre de ce monopole, est ressentie par nos opinions publiques comme illégitime, barbare, assimilable au terrorisme et produite par un « axe du mal ». Cette forme de ressenti est corroborée par le fait que toute entreprise armée entrant en confrontation avec la puissance de l'Occident et ses alliés se trouve mécaniquement contrainte à mettre en œuvre des stratégies du faible au fort dont la sauvagerie médiatisée et les violences disproportionnées sont des éléments de base.

C'est ainsi que l'étiquette « terroriste » est appliquée indistinctement aux mouvements subversifs violents se réclamant du salafisme, aux irrédentistes touaregs au Mali, corses en France ou russes en Ukraine, au régime cubain, aux militants du Hamas à Gaza et du Hezbollah au Liban, aux « passeurs » d'immigrés clandestins en Méditerranée, aux tueurs isolés en Occident mais seulement s'ils sont musulmans… Ainsi les frères Kouachi sont des terroristes tandis qu'Anders Breivik est un fou…

Il ne s'agit pas ici de discuter la légitimité ou l'illégitimité des uns et des autres de recourir à la violence mais de constater que les considérer sans nuance ni discrimination ne permet pas de se protéger de ces différents phénomènes ou de lutter contre eux, sauf à s'engager dans une inepte « guerre globale contre la terreur » comme l'a fait l'administration néoconservatrice américaine avec les résultats désastreux que l'on sait. Car on ne fait pas la guerre à un concept aussi vague que la « terreur ». On lutte contre des personnes en nombre limité qu'il faut identifier avec précision et dont il faut connaître les moyens, les méthodes et les motivations. La confusion entre la guerre et la lutte antiterroriste conduit inévitablement à l'extension et à l'aggravation du risque car dans cette confusion on ne considère pas l'ennemi tel qu'il est mais tel qu'on voudrait qu'il soit. On ne le combat pas pour ce qu'il a fait mais pour ce qu'on croit qu'il est.

Ancien chef du service de renseignement de sécurité de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), Alain Chouet est notamment l'auteur d'*Au cœur des services spéciaux. La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers. Entretiens avec Jean Guisnel* (La Découverte, 2013).
› http://alain.chouet.free.fr

Au lendemain du 11 septembre, George W. Bush s'est écrié au cours d'une réunion publique : « Mais pourquoi nous haïssent-ils tant ? » C'était la bonne question. Elle a été balayée d'un revers de main par toute la technostructure américaine au profit d'une autre : « Comment ont-ils fait ? » Question sans grand intérêt et finalement perverse car, comme il y a peu de chance que l'exploit soit réédité de la même façon, il faut alors envisager toutes les formes d'attaques possibles et donc multiplier à l'infini les mesures de précaution, de contrainte et de surveillance à l'égard de la planète entière. Autant de réactions qui sont précisément celles recherchées par les acteurs de la violence terroriste.

En effet, le terrorisme est une arme de guerre. Il vise à terroriser. Ce n'est pas une lapalissade. Le but du terrorisme est de sidérer un adversaire beaucoup plus puissant et de l'amener soit à se rendre sans combattre, soit à mettre en œuvre des ripostes inadéquates, disproportionnées, qui ne font qu'aggraver la situation. Dans une démocratie, où les décisions ne peuvent qu'être le fruit d'un certain consensus, il est vital que la réaction des responsables politiques, des médias et des relais d'opinion ne fasse pas le jeu des terroristes en amplifiant les phénomènes de sidération par l'étalage complaisant et rarement désintéressé de l'horreur, mais qu'ils contribuent au contraire à un nécessaire réflexe collectif de dignité, de solidarité et de vigilance. Faire de la surenchère à la dévastation, en décliner les images en boucle, traiter le phénomène sur le mode émotionnel ou compassionnel, c'est faire le jeu des terroristes.

La France contemporaine a connu trois grandes vagues de terrorisme. La première, dans les années soixante-dix, s'articulait autour de groupuscules gauchistes d'Europe, du Proche-Orient et d'Amérique du Sud. Elle était liée aux manœuvres de diversion inhérentes à la guerre froide et largement entretenue par les services de l'Union soviétique et des pays satellites. La deuxième, dans les années quatre-vingt, était le produit direct de terrorismes d'État mis en œuvre par les services spéciaux de l'Iran, de la Libye et de la Syrie qui avaient fait de la violence terroriste une arme ordinaire de leurs relations internationales avant d'y renoncer progressivement après en avoir tiré tous les bénéfices. La troisième, dans les années quatre-vingt-dix, était étroitement corrélée aux vicissitudes de la vie publique en Algérie et aux prétentions françaises de s'en mêler.

Et pendant que la France se débattait avec cette contradiction qui lui était propre, se développait à l'échelon mondial une nouvelle vague de violence politique liée aux errements de la politique occidentale de *containment* de l'Union soviétique puis de l'Iran par l'utilisation de mercenaires fondamentalistes djihadistes, transformés au fil des ans en « grandes compagnies » autonomes poursuivant leurs propres objectifs d'enrichissement, de prestige et de pouvoir.

Nous n'avons jamais tiré les leçons de ces différents épisodes, de leurs causes, des motivations de leurs auteurs, de leurs moyens et méthodes. Nos gouvernements successifs continuent de considérer tout acte terroriste comme une affreuse divine surprise et tous les épisodes terroristes se terminent de la même façon, selon les politiques et les médias :

- les auteurs de l'action violente étaient parfaitement connus de nos services ;

- c'est donc une faillite de nos services de justice, de police et de renseignement ;

- nous prenons immédiatement toutes les mesures nécessaires et cela ne se reproduira plus jamais…

Comprendre le terrorisme

Mais personne ne s'interroge sur la réalité du phénomène et sa signification. Car un poseur de bombe est d'abord un poseur de questions. Alors avant de comprendre la terreur, il faut comprendre le terroriste. Et là, on retrouve un problème de verbalisation. C'est ainsi qu'en créant le vide juridique lié à l'improbable statut d'« ennemi combattant », qui ne satisfait ni aux lois de la guerre ni à celles du maintien de la paix civile, les États-Unis ont renié leurs propres valeurs et multiplié à Guantanamo, à Abou-Ghraïb, dans des « prisons secrètes » sur leur territoire et ceux de leurs alliés les situations inextricables et les atteintes aux droits les plus élémentaires, suscitant partout la haine, le rejet et un désir de vengeance évidemment exploité par les pires idéologues du « conflit des civilisations ».

En 2002, le renversement du régime taliban par des moyens militaires était légitime et justifié. Le régime de Kaboul était un pouvoir d'État qui accordait asile et soutien à une organisation terroriste qui avait durement frappé les États-Unis. Cela dit, après l'anéantissement du noyau opérationnel d'al-Qaida et l'éviction des talibans, il aurait été avisé d'en rester là, quitte à revenir autant de fois qu'il fallait pour éviter toute « rechute » de collusion entre le pouvoir local et le terrorisme

international, qui n'a jamais compté un seul Afghan dans ses rangs. Vécue comme une intrusion étrangère illégitime par tout un peuple jaloux de son indépendance, l'occupation militaire du pays pendant douze ans n'a aucunement contribué à juguler le terrorisme, qui est allé s'exercer ailleurs, ni à instaurer un pouvoir efficace et respectable dans le pays où l'on pressent déjà le retour politique des fondamentalistes sur les ruines du régime fantoche adoubé par l'Otan. Sans revenir sur le cas de la seconde guerre d'Irak caricaturalement déclenchée sur la base de mensonges concernant la collusion du régime local avec le terrorisme, ses conséquences invitent à réfléchir sur les différences fondamentales qui existent entre les affrontements armés et la défense contre la criminalité terroriste.

Al-Qaida était un mouvement terroriste *stricto sensu*. C'était la scorie dégénérée de la guérilla qui avait opposé les moudjahidin islamistes internationaux soutenus par l'Occident et ses alliés locaux aux occupants soviétiques en Afghanistan. Le mouvement de Ben Laden était un groupe restreint ayant une stratégie globale déterritorialisée d'opposition à l'Amérique et ses alliés qui avaient abandonné les moudjahidin, mais n'avait pas de tactique définie. Elle mettait en œuvre des non-professionnels de la violence sacrifiables, introduits au cœur des sociétés adverses en vue d'y commettre des attentats aveugles comme ils pouvaient, où ils pouvaient, quand ils pouvaient, pourvu que la violence soit spectaculaire, médiatisée et porte la signature et le message de la mouvance.

Le groupe État islamique est au contraire une véritable armée de professionnels de la violence avec un chef, une mission, des moyens, des matériels lourds, des uniformes, un agenda et des objectifs précis dans un espace limité, dont ils entendent bien s'approprier le contrôle territorial pour s'y installer durablement. De fait, la seule véritable filiation d'al-Qaida se retrouve actuellement dans quelques groupes restreints dans le sud du Yémen et en Syrie. Ailleurs, Boko Haram, les chebab somaliens, les talibans afghans et pakistanais, al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) ou le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) au Sahel fonctionnent sur le même modèle que l'État islamique. Ils ont entrepris des opérations de gué-

rilla ou de guerre quasi conventionnelle de conquête territoriale contre les pouvoirs locaux et contre leurs alliés extérieurs venus en renfort.

Mais, malgré quelques menaces tonitruantes, ces groupes semblent jusqu'à une date récente n'avoir eu ni la volonté ni, surtout, la capacité opérationnelle de porter le fer au sein des sociétés occidentales. Ainsi les rodomontades d'Aqmi formulées contre la France à l'occasion de son intervention au Mali sont à ce jour restées sans effet. De même, si l'organisation État islamique ou les scories d'al-Qaida saluent avec enthousiasme les initiatives des tueurs isolés en Occident, ils n'en étaient jusqu'en 2015 ni les initiateurs ni les prescripteurs.

Le problème terroriste n'est pas évacué pour autant. On l'a vu le 13 novembre 2015. Il se pose avec acuité aussi bien en cas de défaite que de victoire de ces groupes sur le terrain. L'organisation de Ben Laden était le produit paroxystique de ce qui a été ressenti comme une trahison et une défaite. Al-Qaida a cristallisé la rancœur des volontaires djihadistes d'Afghanistan abandonnés par l'Occident et l'Arabie après 1990, transformant le djihad contre le communisme en djihad universel désespéré. Le recul actuel des armées djihadistes de l'État islamique produit inéluctablement les mêmes effets. Comme al-Qaida dans la période 1998-2001, le groupe État islamique, qui perd pied militairement sur le terrain, a commencé à opérer sa transition d'une violence militarisée et territorialisée vers une violence terroriste déterritorialisée pour conserver sa crédibilité, son influence et ses soutiens idéologiques et financiers. Cette transition s'est récemment matérialisée par une séquence terroriste qui a frappé un avion russe dans le Sinaï, le fief central du Hezbollah à Beyrouth, des fiefs chiites de Bagdad et enfin des cibles hautement symboliques en plein Paris. Et l'État islamique trouvera sans trop de peine parmi la vingtaine de millions de musulmans résidant en Europe ou parmi les volontaires européens passés par ses rangs, les quelques dizaines d'individus susceptibles, comme Mehdi Nemmouche, les frères Kouachi ou le gang d'Abaaoud, d'y semer la mort et la dévastation.

Mais une victoire de ces groupes ne serait pas davantage garante d'apaisement. Bénéficiant d'une implantation solide dans des « zones grises », installés dans une économie de rente par la prédation qu'ils exercent sur les populations et les ressources locales, ils ne pourront se

maintenir que par une fuite en avant permanente, une extension de leur zone de contrôle, des offensives sans cesse renouvelées, tout en tentant de se mettre à l'abri des ripostes extérieures par des pressions politiques et terroristes, au premier rang desquelles figurera la recherche incessante d'une rupture et de l'affrontement violent en Occident entre les communautés musulmanes et le reste de la population.

Si les mouvements salafistes violents se montrent aussi actifs et habiles sur Internet et les réseaux sociaux pour séduire des sympathisants au sein des communautés émigrées en Occident, leur objectif premier n'est pas d'y recruter des combattants mais d'abord de dresser un mur d'incompréhension et de haine entre communautés, de semer le trouble et le désordre en vue de dissuader les sociétés occidentales d'intervenir militairement contre eux ou de soutenir les régimes en place qui leur résistent. Les milices de l'État islamique, de Boko Haram, des chebab somaliens ou d'Aqmi disposent de suffisamment de volontaires aguerris et rompus aux rigueurs du terrain pour ne pas avoir besoin de s'encombrer de recrues inexpérimentées et inadaptées aux contraintes locales. Leur stratégie de séduction est strictement conforme à celle de la confrérie des Frères musulmans qui, depuis les années cinquante et suivant les préconisations de son théoricien de la subversion armée, Sayyid Qutb, a fait de la violence politique exercée contre les régimes en place et leurs alliés occidentaux un moyen privilégié d'accès à un pouvoir dont ils cherchent à s'emparer par tous les moyens depuis les années trente. Le temps, la clandestinité et l'exil auxquels ils ont été souvent contraints, les répressions qu'ils ont subies ont développé chez eux un réel talent pour le discours populiste et démagogique, pour les surenchères au fondamentalisme religieux et à la haine des autres, pour l'exploitation de toutes les failles culturelles, juridiques, politiques et sociales des sociétés qui les accueillent.

De fait, la synergie entre les intérêts de légitimation politique des monarchies wahhabites et la stratégie de conquête du pouvoir par les Frères musulmans constitue la matrice de la violence djihadiste. La propagande salafiste jointe au double langage des Frères musulmans a toutes les chances d'atteindre ses objectifs si les pays occidentaux n'ont à leur opposer que l'ignorance, la mollesse des concessions perma-

nentes, des arrangements raisonnables et des coups de canif dans nos contrats sociaux qui sont autant de capitulations en rase campagne face à la barbarie.

Il existe sans doute en Occident quelques centaines de jeunes gens *borderline*, en perte de repères familiaux, culturels et sociaux, prêts à passer à la violence aveugle au hasard d'une situation tendue, de rencontres malheureuses dans leur vie personnelle ou sur les réseaux sociaux. Ce type de dérive est à l'évidence d'une extrême gravité et requiert toute l'attention de nos sociétés et des mesures strictes de prévention et de répression. Cependant, il relève beaucoup plus de nos problématiques éducatives, culturelles, sécuritaires, politiques et sociales internes que d'une menace d'irréductible affrontement des civilisations.

« Ce n'est pas une armée étrangère qui nous a attaqués. Ce sont nos enfants, les rejetons de notre société »

Les autorités françaises ont longtemps fait une fixation monomaniaque sur les départs de jeunes en Syrie comme si cette seule question épuisait le problème. Et on a essayé d'imaginer des réglementations plus ou moins complexes et liberticides en vue de les empêcher de s'y rendre ou d'en revenir. Mais à aucun moment jusqu'à l'été 2015, il n'a été évoqué la mesure la plus évidente pour tenter d'endiguer le phénomène : enjoindre à nos alliés turcs de l'Otan de surveiller leurs frontières – comme ils le font très bien en ce qui concerne les Kurdes, les Iraniens ou les Arméniens – et de refouler ou d'expulser les candidats au djihad qui passent par leurs postes-frontières pour rejoindre la Syrie et l'Irak.

Jusqu'au 13 novembre, les principales attaques que nous avons connues en relation avec la violence salafiste n'étaient pas le fait de militants actifs des mouvements djihadistes formés sur le terrain spécifiquement pour nous attaquer. Elles étaient le fait de gens qui, justement, n'ont pas pu, pas su ou pas voulu se rendre sur le terrain et n'avaient aucune formation, au point de se tirer dans le pied comme Sid Ahmed Ghlam ou de mal engager son chargeur comme l'atta-

quant du Thalys. Comme le note avec justesse le juge Marc Trévidic : « Tous ces jeunes soi-disant terroristes qui sont passés dans mon bureau seraient de toute façon passés à la violence, djihadisme ou pas. »

Nous avons en effet affaire à des individus largement désocialisés qui passent à l'action violente parce qu'ils confondent le respect qu'ils réclament avec la peur qu'ils inspirent ou qui cherchent à donner une rationalité à leur pulsion de mort en puisant dans leurs références culturelles personnelles liées aux flamboyances du djihadisme tout comme Anders Breivik les cherchait dans son fonds culturel nazi ou Timothy McVeigh dans celui du Ku Klux Klan. Même si elle s'inscrit dans la toile de fond d'un problème plus général de violence, leur action relève manifestement du dérapage individuel et non de la mise en œuvre déterminée d'une stratégie collective et globale de combat. Pour autant, il serait inapproprié et contre-productif de « psychiatriser » ces dérapages en exonérant ainsi nos sociétés de leurs propres responsabilités éducatives, culturelles et sociales. À de très rares exceptions près, ces déviants vers la violence ne sont pas fous. Ils sont mal élevés.

Mais, à force de ne pas avoir eu la volonté politique de s'attaquer aux racines de ces déviances, nous nous retrouvons collectivement confrontés à leur instrumentalisation par une mouvance authentiquement violente et terroriste. Depuis longtemps déjà, de nombreux observateurs mettent en garde à juste titre contre une transition vers le terrorisme international du groupe État islamique si celui-ci perd pied militairement sur le terrain. Il y a tout lieu de redouter le retour vers leur pays d'origine des volontaires étrangers haineux et frustrés comme l'avait démontré il y a vingt ans le retour de ce que l'on appelait alors les « Afghans arabes ».

L'Occident ne se protégera pas du risque en se mettant la tête dans le sable et en conservant une prudente neutralité. Afin de ne pas reproduire les conséquences catastrophiques de la « guerre globale contre la terreur », l'Europe a tout intérêt à développer une stratégie sur trois niveaux.

En premier lieu, et malgré des gesticulations martiales de circonstance, il est fondamental que l'Europe ne se considère pas en guerre sur son propre sol. La chevauchée sauvage de neuf psychopathes dans les rues de Paris le 13 novembre dernier n'est pas un acte de guerre. C'est

un acte criminel. Il y en aura sans doute d'autres, qui doivent être traités comme tels avec toutes les ressources du renseignement intérieur, des techniques policières, du suivi judiciaire mais aussi éducatif, culturel et social. Car ce n'est pas une armée étrangère qui nous a attaqués. Ce sont nos enfants, les rejetons de notre société qui ont frappé Paris du 7 au 9 janvier et le 13 novembre 2015. Toutes les mesures de prévention et de répression gagneront sans doute à être harmonisées et mutualisées au niveau européen mais nous aurions tout à perdre à transformer ces mesures en système liberticide d'exception ou d'état de guerre. Ce serait faire exactement le jeu de la subversion salafiste.

Au-delà de l'horreur, les attentats du 13 novembre, comme ceux du mois de janvier 2015, nous rappellent nos contradictions et nos incohérences. En créant l'« espace Schengen », les Européens ont voulu se doter d'un espace juridique unique censé faciliter la libre circulation des personnes sans pour autant accepter de se doter de règles juridiques communes. Chaque État membre reste crispé sur sa propre conception des libertés publiques, du droit pénal, des instruments de procédure criminelle, des mesures de sûreté et de prévention. Dans un tel contexte collectif mais non collectivisé, il va de soi que le niveau de sécurité de l'ensemble s'aligne mécaniquement sur le niveau du plus faible ou du moins motivé.

Et, outre ces problèmes de mutualisation des procédures, se pose le problème de la volonté politique de les mettre en œuvre. Les « terroristes » de janvier et novembre en France avaient tous sans exception, comme Mohammed Merah avant eux, un passé criminel chargé, cumulant pour la plupart de nombreuses condamnations pour des crimes et délits divers allant du vol avec violence à l'homicide. Pour autant, très peu d'entre eux sont passés par la case prison et pour des séjours assez courts. Ceci peut s'expliquer par l'effet d'une politique pénale qui mise plus sur la réinsertion que sur la prison. Mais le problème est qu'aucun d'entre eux n'a fait l'objet de mesures de sûreté élémentaires (contrôle judicaire, assignation à résidence, interdiction de séjour dans certains lieux, bracelet électronique, suspension de passeport, etc.) ni, surtout, n'a fait l'objet d'un traitement post-judiciaire de surveillance, de suivi, de soutien psychologique, ou de réinsertion.

Dès le lendemain des attentats du 13 novembre, les services de sécurité intérieure ont profité de l'état d'urgence pour mener avec succès des centaines d'opérations fructueuses de perquisition, d'arrestation et de saisie d'armes. Ils n'ont pas découvert ces points sensibles en vingt-quatre heures. Ils les connaissaient depuis des mois, parfois des années. Il leur manquait cependant le cadre juridique et surtout un consensus politique les autorisant à intervenir. Consensus qui avait fait jusque-là défaut au nom d'un certain irénisme « bobo » et d'une volonté angélique de ne « stigmatiser » personne.

Une coopération est indispensable avec les gouvernements légaux des pays musulmans, même les peu fréquentables

En revanche, il est clair que nous sommes en guerre sur le terrain, au Moyen-Orient, en Afrique, au Sahel, contre des milices qui servent de base arrière et de centre de formation aux criminels terroristes. Il est donc du devoir et de l'intérêt de l'Europe d'engager collectivement ses forces armées – et pas seulement celles d'un ou deux de ses États membres – et ses services de renseignement extérieur contre les armées salafistes. Et il est indispensable de développer, en liaison avec les gouvernements légaux des pays musulmans qui – il faut le répéter sans cesse – sont les premières victimes du terrorisme djihadiste, une véritable coopération politique, militaire, sécuritaire, judiciaire et policière destinée à déceler le plus en amont possible et prévenir les dévastations de la propagande salafiste sur les citoyens les plus fragiles. Certains de ces gouvernements sont peu fréquentables, voire carrément exécrables. C'est vrai. Mais il y a des priorités. On fera le tri après, et de préférence dans le cadre institutionnel des Nations unies. La grandeur des politiques est de faire des choix difficiles. Pour les choix faciles, les peuples n'ont besoin de personne.

Enfin l'Europe doit prendre conscience qu'en s'attaquant aux criminels qui frappent sur son sol et aux bandes armées djihadistes qui dévastent des zones entières du monde musulman, nous ne faisons que nous attaquer aux effets du salafisme politique et non à ses causes. Et ces causes sont parfaitement connues même si, au nom du « pas d'amalgame », la nouvelle

bien-pensance veut imposer l'idée qu'il ne faut pas confondre la régression salafiste avec le djihadisme sous prétexte qu'il y a des salafistes quiétistes. C'est exact. Il y a aussi des nazis qui n'ont jamais tué personne et étaient sincèrement horrifiés par les camps d'extermination. Il n'empêche que le salafisme est l'héritage pervers et mortifère du jurisconsulte déviant Ibn Taymiyya, condamné au XIVe siècle par les plus hautes autorités de l'islam. Qu'il soit le fait des monarchies wahhabites ou de la confrérie des Frères musulmans, des revanchards déobandis ou des trafiquants d'Aqmi, le salafisme est la matrice sectaire et la vision du monde fantasmée qui conduisent irrémédiablement à l'exclusion et à la violence.

L'Occident en général et l'Europe en particulier ne peuvent donc s'obstiner à ignorer l'existence des instigateurs et des soutiens politiques, idéologiques et financiers qui alimentent et utilisent maladroitement depuis trente ans la violence salafiste pour tenter de préserver leur légitimité chancelante face à la concurrence de l'Iran islamique et aux évolutions démocratiques. Il est de notre intérêt de nous opposer politiquement et diplomatiquement avec vigueur à ces soutiens. Après de longues années d'errements, l'Égypte a donné l'exemple à l'été 2013 en criminalisant le djihadisme et la confrérie des Frères musulmans dont sont issus 90 % des idéologues et des militants de la violence. Nous ferions bien de nous en inspirer au lieu de nous obstiner à voir dans ce groupe subversif, populiste et totalitaire des sortes de chrétiens-démocrates à la sauce musulmane.

D'autant que si l'Occident a su se montrer intransigeant à l'égard des dictateurs arabes au point d'exiger leur tête au bout d'une pique, il sait se montrer d'une remarquable souplesse à l'égard de certains pétromonarques de la péninsule Arabique qui règnent aux antipodes de la démocratie, de la liberté et du respect des droits de l'homme les plus élémentaires. L'Europe devra faire face au risque terroriste sur son sol avec d'autant plus d'intensité que ce terrorisme disposera de bases arrière, de soutiens politiques, financiers et d'une matrice idéologique. Il faut en tirer les conséquences car la menace sera permanente aussi longtemps que la matrice qui l'engendre existera.

MAIS QUE FONT LES SERVICES ? La communication contre l'État

› **Richard Labévière**

C'est un grand classique qui ressort immanquablement après chaque attentat terroriste commis dans notre pays ou contre des intérêts français à l'étranger : mais que font les services ? Selon le tempo plus connu du « que fait la police ? », qui accompagne rituellement la chronique du fait divers, cet appel incantatoire aux pythies de Levallois-Perret (1) et du boulevard Mortier (2) fonctionne comme le bouc émissaire de René Girard : exorciser la peur et refonder la cohésion de la tribu… Pour déconstruire ce réflexe, qui n'évite pas le danger, qui n'éclaircit pas pour autant la menace et, surtout, qui n'aide pas à trouver les bonnes ripostes, il s'agit de tordre le cou à quelques paroles, formes et mythes récurrents.

Que font les services ? Spontanément scandée de façon incantatoire par les journalistes pressés dès la confirmation des attentats du 13 novembre, cette question contient déjà *la* réponse comme mythe rassembleur : la faille des services de renseignement. « Est-ce qu'on parle des failles chez les sapeurs-pompiers ou la police quand il y a un incendie criminel dans une forêt ? », se demande Alain Chouet, qui fut chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE (3). À la décharge des enquêteurs, la centaine de perquisitions fructueuses réalisées au len-

demain du 13 novembre montre qu'ils disposaient bien – en amont – des bonnes informations, mais qu'ils manquaient d'un cadre juridique approprié et d'une volonté politique suffisante pour agir.

La fameuse fiche S – comme sûreté de l'État – suscite elle aussi de nombreux malentendus. Cet outil marquant un individu qui apparaît sur les écrans radar par son mode de vie, ses fréquentations et ses voyages, doit permettre d'évaluer s'il doit faire l'objet de moyens opérationnels de surveillance lourds. La fiche a vocation à être actualisée par les services de l'État qui interviennent quotidiennement sur le territoire et aux passages des frontières. Elle peut s'enrichir mais aussi s'évanouir jusqu'à disparaître. On a pu en dénombrer jusqu'à 11 500, ce gonflement prouvant la mauvaise gestion du fichier. Par conséquent, la fiche S vit. Son efficacité dépend de son suivi, mais en aucun cas elle ne peut faire office de mandat d'amener et permettre d'enclencher des mesures judiciaires préventives.

Richard Labévière est écrivain, consultant international en questions de défense et de sécurité, rédacteur en chef du magazine en ligne prochetmoyen-orient.ch.
› richard.labeviere@gmail.com

La faille – si faille il y eut – renvoie d'abord au pouvoir politique, à sa volonté et à ses prises de décisions parfois défaillantes. C'est parce que la mythologie de la faille vide la question terroriste de son histoire spécifique pour en tirer des affirmations de nature, qu'il faut la retourner pour, justement, rattraper cette histoire qui nous a échappé ! « Nous devons nous occuper de cette histoire, puisque l'idéologie se réduit, soit à une conception erronée de cette histoire, soit à une abstraction complète de cette histoire », écrit Karl Marx dans *l'Idéologie allemande* (1846). Cet effort nécessite quelques relectures et plusieurs remontées aux causes.

Le chant des barbouzes

À peu près tout ce qui touche aux « services » relève d'emblée des assertions les plus fantasmatiques, puisant rumeurs et idées reçues au registre picaresque des aventures du chevalier d'Eon, de Mata Hari, des Pieds nickelés, de James Bond ou des affaires d'État les plus sombres. Ainsi, depuis leur création, les services français sont frappés d'une

triple malédiction : instrumentalisation politique, marginalisation et méfiance, sinon mépris. On se souvient de la réponse que François Mitterrand fit à son Premier ministre Michel Rocard se proposant d'engager une profonde réforme du renseignement français : « Faites-le si ça vous amuse… (4) » La boutade vient de très loin… En 53 avant Jésus-Christ, lors du siège d'Alésia, des éclaireurs gaulois espionnaient les légions de César, non pour préparer la résistance mais pour renseigner leurs chefs qui allaient trahir Vercingétorix avant d'avoir livré bataille.

Cette malédiction gauloise a ponctué l'histoire du renseignement français, ânonnant une confusion organique entretenue entre les objectifs opérationnels des missions et des calculs politiques, sinon politiciens à usage interne (5). Il suffit de rappeler quelques-uns des moments les plus abracadabrantesques : les ratages accumulés jusqu'à la défaite de Sedan (1er septembre 1870) ; les basses œuvres des Versaillais (mars 1871) ; le Deuxième Bureau dans l'affaire Dreyfus (1899) ; les luttes fratricides entre les agents de Vichy et ceux du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action de la France libre) ; l'Organisation armée secrète (OAS) et les barbouzes ; le Service d'action civique (SAC) et les soixante-huitards ; les micros au *Canard enchaîné* (1973) ; les tribulations de l'affaire du *Rainbow Warrior* (1985) ; le compte bancaire japonais de Jacques Chirac (2002) et les dernières dénégations du financement pourtant aveuglant du terrorisme par les monarchies du Golfe. La liste est loin d'être exhaustive et confirme à l'envi l'instrumentalisation historique des services à des fins de politique intérieure jusqu'à aujourd'hui encore, lorsqu'il est parfois recommandé à nos anges gardiens en poste à l'étranger de se planquer sous le lit de l'ambassadeur pour voir qui il fréquente…

Dans cette filiation de coups tordus, il est évidemment bien difficile de considérer les missions de nos services comme relevant de « métiers de seigneur », tels qu'ils sont qualifiés par nos amis anglo-saxons (6). En effet, les agents recruteurs des MI6 (7) et MI5 (8), ainsi que ceux des agences américaines, font la sortie des meilleures écoles et universités de leur pays pour enrôler les plus brillants sujets au service du drapeau, alors qu'on mutait encore récemment dans nos services les « pannes » et autres cas difficiles ne trouvant pas leur place dans nos

unités d'élite. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que l'appellation argotique « barbouze », ayant initialement servi à nommer les membres des différentes officines chargées de lutter contre l'OAS, se soit généralisée pour désigner les agents du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), puis par extension tout fonctionnaire affilié à l'un des services français.

L'une des autres pesanteurs de cette mauvaise réputation récurrente est plus excusable parce qu'elle relève des injures de l'histoire de la guerre froide. Durant ces longues années d'affrontement Est-Ouest, la France se trouvait insérée dans un territoire borné par la ligne de front du camp soviétique et un réduit « cinquième colonne » assimilé aux militants et électeurs communistes. La DST (9) et les RG (10) veillaient au grain. Puis les communistes français se « gallicanisèrent » avant de perdre beaucoup en influence. Les RG s'occupaient déjà moins des militants politiques et des journalistes. Le territoire national s'ouvrait sur l'Europe et la Méditerranée avec un rideau de fer vacillant et des actions d'espionnage aux nuisances limitées, d'où la fusion des deux services en une Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI, 2008-2014) (11).

La fusion inaboutie de la DST et des RG

La création de la DCRI en 2008 est « issue d'une réforme volontaire et sereine qui ne s'est pas faite sous la pression d'attentats ou de scandales », explique Bernard Squarcini (12). La fusion de la DST et des RG n'allait pas de soi. La première était historiquement un produit de la Seconde Guerre mondiale : un service de contre-espionnage secret et centralisé, doté d'une capacité judiciaire qui traitera le terrorisme à support étatique, en détectera les réseaux, anticipera leurs actions et les neutralisera de façon préventive. Les RG offrent une tout autre histoire : réactifs et protecteurs des institutions républicaines, avec une bonne connaissance des populations immigrées, un très bon maillage territorial et des supports opérationnels adaptés. Témoin : leur succès dans le suivi de l'ultragauche, de l'ETA militaire ou du réseau lillois Bensaïd.

Après les attentats de 1995 (13), les services ont assuré une neutralisation complète des réseaux sur l'ensemble du territoire en moins de trois mois. Forts de cette réussite, ils ont géré l'acquis. La création de structures spécialisées au sein des ministères de l'Intérieur et de la Justice (Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat), 14e section du Parquet et mise en place des systèmes juridiques antiterroristes préventifs) a répondu à un impératif catégorique : se donner les moyens d'agir avant le passage à l'acte. Parallèlement, la police judiciaire était de plus en plus accaparée par le terrorisme domestique, corse, basque et breton. Par ailleurs, la nécessité de coopérations internationales plus réactives a placé la DST et les RG en première ligne dans la lutte contre le terrorisme islamiste, en liaison constante avec le Parquet. Avant d'autres, notre pays a compris le danger de l'internationalisation et de la fragmentation de la menace terroriste. Pour citer la seule affaire du gang de Roubaix (1996), les services n'étaient plus seulement confrontés à des terroristes des GIA algériens, mais à des Français de souche convertis à l'islam radical et à des immigrés maghrébins de la deuxième génération, certains étant allés combattre en Bosnie, en Tchétchénie ou en Afghanistan.

Le *modus operandi* terroriste avait changé de nature. Le phénomène des convertis prêts à basculer dans le djihad avait déjà pris de l'ampleur. On constatait un développement du prosélytisme salafiste dans certains tissus associatifs et en milieu carcéral. L'évolution de la menace imposait une profonde adaptation du système. Mais, au lieu d'être véritablement intégrés, les RG ont été dispersés – une partie à la DCRI, une autre à la PJ et le reste dans les régions –, affaiblissant un maillage territorial qui demeurait pourtant vital. Influencés par la proximité entretenue avec leurs homologues américains, les services français ont trop misé sur le renseignement technologique, illusoire ligne Maginot numérique (écoute, observations satellitaires, vidéosurveillance et cybercontrôle), au détriment du renseignement humain.

Une « deuxième réforme » devait assurer le rapprochement de la DCRI avec la DGSE, ainsi que l'instauration d'un véritable *continuum* entre les cinq principaux services de la communauté française du renseignement (14). Suite à l'alternance politique de mai 2012, la DCRI se

transforma en Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), sans corriger les déchirures territoriales et, surtout, sans prendre en compte la principale recommandation du rapport Urvoas-Verchère (15) : la mise en chantier d'une loi-cadre pour l'ensemble des services. Des tueries de Toulouse et de Montauban, de *Charlie Hebdo* et de l'Hyper Casher à celles de Saint-Denis et du Bataclan, la machine à légiférer va s'emballer sans pour autant répondre aux vrais besoins.

Les fantasmes de la guerre

Les mêmes « zombies », pour reprendre le mot du démographe Emmanuel Todd (16), qui se proclamaient Charlie en janvier 2015 aux côtés de Benyamin Netanyahou, Viktor Orbán et Ali Bongo, vont s'insurger contre la nouvelle loi sur le renseignement du 24 juillet 2015. Celle-ci est jugée « liberticide » car elle recommande l'installation chez les opérateurs téléphoniques de « boîtes noires » permettant de détecter les comportements suspects à partir des connexions personnelles. L'utilisation de mécanismes d'écoute, de logiciels espions ou encore *IMSI-catchers*, pour détecter les personnes suspectées d'activités illégales est aussi brocardée.

Mais c'est surtout après les attentats de Saint-Denis, contre le Bataclan et des cafés du XI[e] arrondissement que les appareils d'État vont entrer en surchauffe et conjuguer tous les fantasmes de la guerre. La guerre… le recours à la force militaire est l'ultime moyen pour créer les conditions du règlement d'un différend entre des États, quand celui-ci n'a pas été obtenu par des moyens pacifiques. Or Daesh n'est ni un État ni une armée et aucune négociation n'est possible avec lui. Sans doute l'option militaire constitue-t-elle un pis-aller et peut-elle servir à gagner du temps, mais en l'occurrence le recours aux forces armées ne saurait mettre fin au phénomène terroriste, ni réussir à en éradiquer durablement les causes et les logiques. Peut-on faire la guerre au terrorisme ?

Le terrorisme n'est pas une substance définie, mais qualifie différents modes opératoires. On ne fait pas la guerre à un *modus operandi*, même s'il faut sans doute agir contre des ennemis clairement iden-

tifiés. En amont, c'est clairement la tâche des services spéciaux et de renseignement; en aval, des services de police et de justice. En amont et en aval, la diplomatie doit pouvoir jouer pleinement son rôle. On se rappelle les mots de Hubert Védrine, alors ministre des Affaires étrangères, devant l'Assemblée générale des Nations unies après les attentats du 11 septembre 2001 : « assécher le terreau du terrorisme en réglant diplomatiquement les crises des Proche et Moyen-Orient, à commencer par le conflit israélo-palestinien… »

Dire, c'est faire !

Malgré la succession des réformes et l'empilement de nouvelles mesures antiterroristes, le gouvernement a transmis au Conseil d'État, en janvier 2016, un nouveau projet de loi visant à durcir le Code pénal, en dehors du cadre temporaire de l'état d'urgence. Les principales mesures étendent les pouvoirs de police dans trois domaines : l'usage des armes de service ; les fouilles et perquisitions de nuit ; la surveillance et les écoutes. Le texte entend également donner au Parquet et aux juges d'instruction l'accès à de nouvelles mesures d'investigation en matière de communication électronique et téléphonique.

Et, pour faire bonne mesure, le président de la République confirme l'article 2 du projet de réforme constitutionnelle – la déchéance de nationalité pour les binationaux coupables d'actes terroristes –, annoncée le 16 novembre 2015, en pleine émotion post-attentat, devant le Congrès de Versailles. De l'art d'ouvrir des débats inutiles, cette décision alimente une cacophonie gouvernementale et parlementaire comme la France en a le secret, et d'autant que les experts sont unanimes : cette mesure n'aura aucun impact, ni en amont ni en aval, sur les nouvelles menaces terroristes ; et d'autant que les articles 18 et 23 du Code civil traitant de la déchéance de nationalité statuent justement sur le cas des personnes s'enrôlant dans des armées étrangères.

Là où il eût suffi d'appliquer les textes existants, le pouvoir exécutif continue à en faire des tonnes en matière législative et de commémoration. Un hommage aux victimes est rendu dans la cour des

Invalides, assimilant les amateurs de rock et de terrasses de bistrot aux soldats de la République morts au champ d'honneur… pêle-mêle, les inaugurations de plaques se succèdent pour rendre hommage aux dessinateurs, aux forces de l'ordre et aux dommages collatéraux, dans un méli-mélo sémantique qui répond moins à un marquage de mémoire qu'à un plan de communication pour l'élection présidentielle de 2017. Le rythme du quinquennat impose un état de campagne électorale permanente et une surévaluation de la communication politique. Dans ce nouvel état d'esprit (ou esprit d'État), le président doit parler encore et toujours… comme les chefs des sociétés primitives de Pierre Clastres (17). Les mots du chef guayaki importent plus que l'action, c'est sa parole qui assure la cohésion du groupe parce qu'ici, plus que partout ailleurs, dire c'est faire !

Plus que jamais, dans cette atmosphère de confusion sémantique, politique et opérationnelle, il convient de souligner qu'aucun système de renseignement n'est parfait, que l'anti- et le contre-terrorisme ne sont pas des sciences exactes. Que font les services ? Une fois déconstruite, la question en implique une autre, certainement tout aussi pertinente : que font les politiques, en matière de priorités budgétaires, de diplomatie et d'éducation ? La dimension pédagogique aurait une fonction essentielle – essayer de connaître et comprendre n'est pas excuser –, afin de remonter aux causes de la menace pour mieux y répondre. À ce jour, la seule riposte univoque consiste, dans le sillage du Patriot Act américain, selon les mêmes tares et les mêmes échecs, à généraliser de lourdes mesures de protection et de précaution contre un phénomène sans cesse renouvelé et jamais clairement défini.

On multiplie donc les gardes armés, les interdictions, les restrictions, les contrôles devant les églises, les synagogues, les mosquées, les écoles, les rédactions, les aéroports, les gares, les terrasses de café, les centres commerciaux, les bâtiments publics, au gré des événements passés mais au mépris de la capacité opérationnelle des forces de l'ordre qui atteint dangereusement ses limites. Ce faisant, on ne fait qu'essayer de répondre, par une fuite en avant indéfinie, au « comment » de l'activité terroriste, mais jamais à son « pourquoi ». Pourtant, ce « pourquoi » constitue la seule vraie clé de compréhension de la violence islamiste, de l'identifica-

tion et de la neutralisation ciblée de ses acteurs et de ses inspirateurs. Les services de sécurité intérieure s'épuiseront vite à tenter de faire face aux formes infinies du « comment ». Les services de renseignement sont en mesure de répondre au « pourquoi » et de proposer les mesures pour y faire face. Encore faut-il qu'existe la volonté politique de leur en donner l'ordre et, ensuite de les écouter, sinon de les entendre…

Traditionnellement, nos politiques demandent peu de choses aux services. En retour, ces derniers remplissent plutôt correctement leur rôle. Mais ils pourraient sans doute faire beaucoup mieux. Encore faudrait-il que nos dirigeants aient un minimum de considération pour les métiers du renseignement, qu'ils portent une vision stratégique claire et, surtout, qu'ils soient capables d'assigner à leurs espions des missions précises, parce qu'en définitive les services font ce que leur demandent les pouvoirs de la République.

1. Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), dont le siège est à Levallois-Perret (84, rue de Villiers).
2. Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), dont le siège est à Paris XXe (141, boulevard Mortier). Le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), créé le 28 décembre 1945, a été remplacé le 2 avril 1982 par la DGSE.
3. Un ex-directeur de la DGSE : « On a baissé la garde du renseignement humain », Médiapart, 20 novembre 2015.
4. Entretien de l'auteur avec Michel Rocard, 20 décembre 1990.
5. Éric Denécé, *Les services français sont-ils nuls ?*, préface de Michel Rocard, Éditions Ellipses, 2012.
6. Alain Chouet, *la Sagesse de l'espion*, Éditions Jean-Claude Béhar, 2010.
7. Le Secret Intelligence Service (SIS), également connu sous la dénomination de MI6 (pour Military Intelligence, section 6), est le service de renseignements extérieurs du Royaume-Uni. Son rôle est de produire des renseignements sur les sujets concernant les intérêts vitaux du Royaume-Uni en matière de sécurité, défense, politique étrangère et politique économique.
8. Le Security Service (MI5) est le service de renseignement de sécurité intérieure du Royaume-Uni.
9. Créée en 1944, la Direction de la surveillance du territoire (DST), chargée historiquement du contre-espionnage, dépendait du ministère de l'Intérieur, au sein de la Direction générale de la police nationale.
10. Créée en 1907, la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG), souvent appelée Renseignements généraux (RG), dépendait de la Direction générale de la police nationale (DGPN). Les RG avaient pour principale mission de renseigner le gouvernement sur tout mouvement pouvant porter atteinte à l'État.
11. Bernard Squarcini et Étienne Pellot, *Renseignement français, nouveaux enjeux*, Éditions Ellipses, 2013.
12. Bernard Squarcini dans le « Grand entretien » de la revue *Défense de l'IHEDN*, n° 137 (janvier-février 2009).
13. Entre juillet et octobre 1995, la France est touchée par huit attentats à la bombe qui feront huit morts et près de 200 blessés. Ceux-ci furent officiellement attribués aux Groupes islamiques armés (GIA), basés en Algérie, confrontée à une guerre civile qui fit quelque 200 000 victimes (1988-1998).
14. DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur), DGSE, DRM (Direction du renseignement militaire), DPSD (Direction de la protection et de la sécurité de la défense) et Tracfin (Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins).
15. Jean-Jacques Urvoas et Patrice Verchère, « Mission d'information sur l'évaluation du cadre juridique applicable aux services de renseignement », rapport d'information n° 1022, Assemblée nationale, Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, 14 mai 2013.
16. Emmanuel Todd, *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, Éditions du Seuil, 2015.
17. Pierre Clastres, *la Société contre l'État*, Éditions de Minuit, 1974.

ANTITERRORISME, UNE RÉORGANISATION EN QUESTION

› **Jean Guisnel**

Dans la litanie des désastres des services français de renseignement, le millésime 2015 restera marqué à jamais comme celui de l'*annus horribilis*. Les polémiques ont beau avoir été contenues, aussi bien dans la classe politique que dans la presse, force est de constater qu'un appareil de renseignement national coûtant chaque année environ un milliard d'euros au contribuable n'a pas eu les effets escomptés : il n'a pas su éviter deux actions terroristes majeures sur le sol métropolitain. Durant les quatorze années s'écoulant de septembre 2001 au 1er novembre 2015, 102 citoyens français sont morts, dans 34 actions différentes (3 en France et 31 à l'étranger) (1). Le même nombre de Français (102) a été tué dans les attentats du 13 novembre à Paris et à Saint-Denis, sans oublier 28 victimes étrangères.

Une menace inédite

En matière de renseignement, tous les services du monde sont confrontés aux mêmes défis : les futurs assassins sont peu visibles. Ils évoluent sans être distingués dans la masse de la population. Menant des vies ordinaires, circulant librement d'un pays à l'autre, soit avec

leurs vrais papiers d'identité, soit avec de faux documents. Ils massacrent avec des armes légères, voire avec des explosifs bricolés. Pour la première fois dans l'histoire avec une telle ampleur, les terroristes djihadistes envisagent le suicide comme un mode d'action « militaire » banal. Jusqu'alors, à la notable exception des kamikazes japonais de la Seconde Guerre mondiale, une opération violente devait systématiquement intégrer la protection de ses opérateurs, la préservation de leur liberté et de leur vie. Et pour les agents secrets conduisant des missions clandestines, la protection de leur identité, puis leur exfiltration à l'issue de l'opération, réussie ou ratée, ont toujours fait partie des questions essentielles, coûteuses en moyens humains et matériels. Rien de tout cela n'est plus de mise avec les djihadistes : avant de commettre leur forfait, ils évoluent dans la Cité comme si de rien n'était, utilisent tous les moyens modernes de communication, y compris les réseaux sociaux numériques. L'ampleur de la menace est inattendue, ce qui la rend d'autant plus inquiétante : selon les chiffres disponibles début 2016, 8 250 personnes avaient été signalées comme radicalisées sur l'ensemble du territoire français, contre 4 015 en mars 2015 (2). Le nombre considérable de ces personnes attirées par le djihadisme a été repéré par de nombreux observateurs, parmi lesquels la police, la gendarmerie, les familles, les élus locaux, les services sociaux, l'éducation nationale. Chez les personnes concernées, des comportements suspects ont été identifiés : « présumé repli identitaire, apologie du terrorisme ou encore hostilité aux institutions » (3). 1 800 personnes seraient passées à l'acte, se trouvant en Syrie, étant prêtes à y partir ou en étant revenues. Parmi elles, toutes ne commettront pas des attentats. Mais toutes ces personnes devraient être suivies et, soyons clairs, c'est impossible ! Un officier de renseignement nous confie : « Le nombre des cibles est énorme. Avec autant de radicalisés qu'il faudrait suivre, la saturation est un fait. Nous avons un vrai problème de capacité. »

Jean Guisnel est journaliste. Il vient de publier avec Bruno Tertrais *le Président et la bombe* (Odile Jacob, 2016).
› labousdeiz@orange.fr

En matière de renseignement, les succès comptent. Mais parle-t-on des trains qui arrivent à l'heure ? Rappelons néanmoins que, selon le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, onze attentats ont été

déjoués en France en 2015 avant que les djihadistes présumés puissent agir : « L'un d'entre eux menaçait de s'attaquer à un concert dans une salle de spectacles, l'autre menaçait de commettre des actes en tuant de façon massive des Français dans des rues ou dans des villes. (4) » Peu après cette déclaration, six jeunes ont été arrêtés dans la région lyonnaise : ils prévoyaient d'attaquer des clubs échangistes et des sex-shops, avant de rejoindre Daesh en Syrie. Un fonctionnaire estime qu'il n'y a rien là que de très normal : « Les attentats que la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a bloqués n'ont pas à recevoir de publicité. Cela s'est fait sans bruit, au jour le jour. »

« Un échec n'est pas synonyme de failles »

Mais au-delà de ces succès revendiqués par le ministre, sans autre précision, ce sont les échecs qu'il convient d'analyser. Pour ce cadre dirigeant du renseignement, évoquant les assassinats massifs du 13 novembre perpétrés dans les Xe et XIe arrondissements de Paris, tout autant que ceux qui n'ont pas provoqué les massacres escomptés à Saint-Denis, ce cadre du renseignement reconnaît qu'il s'agit bien d'un « échec. Nous n'avons pas discerné ce groupe important, comptant des Français, disposant de logisticiens, dont certains membres sont passés par la Syrie, où ces attentats ont été planifiés ». Malgré cet aveu de ratage, notre interlocuteur ne veut pourtant pas évoquer l'existence de « failles » : « Les éléments que nous possédions n'ont pas permis de les empêcher d'agir. » Traduction : nous n'avons rien vu venir… Mais alors ? Ces moyens techniques considérables, ces lois adaptées en urgence aux temps numériques, ces moyens humains – c'est-à-dire ces agents sur le terrain – qui ne sont pas inexistants, tout cela ne servirait-il à rien ? Notre interlocuteur poursuit : « Nous devons regarder cela avec lucidité. Qu'aurait-on pu faire ? Un échec n'est pas synonyme de failles. Dans ces affaires, nous n'avons pas connu de dysfonctionnements entre services. Entre les attentats de janvier et ceux de novembre, nous avons été mobilisés sans discontinuité, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Mais ces terroristes ont appris la clandestinité. Ils communiquent peu et on ne les a pas vus sortir de Syrie

dans les flots de réfugiés. » Il est vrai que l'organisation État islamique, ou Daesh, dispose de milliers de vrais passeports syriens récupérés dans les administrations du régime Assad.

Une réorganisation critiquée

L'un des problèmes de compréhension de l'échec par l'opinion publique tient bien sûr à la nature même du nouveau phénomène terroriste. Si nos sociétés demeurent sidérées par l'apparition de jeunes Français suicidaires, nés sur le sol de la République et formés dans ses écoles, jusqu'alors intégrés aux systèmes sociaux et familiaux avant de sauter le pas et de rompre violemment avec le monde qui les entourait, pourquoi les services de renseignement auraient-ils mieux compris ce phénomène que les autres ? Parce que c'est leur métier et qu'ils disposent des outils adaptés ? C'est vite dit… Des services comme la Direction générale du renseignement extérieur (DGSE) ou la Direction du renseignement militaire (DRM) observent ce qui se passe à l'extérieur des frontières. Quand à la DGSI, elle est chargée de suivre les atteintes à la sûreté du territoire national. Mais ses effectifs sont limités et ses 3 200 fonctionnaires sont moins nombreux que les employés municipaux des villes de Saint-Denis ou de Fort-de-France. Pour surveiller un seul suspect à temps complet, il faut une douzaine de personnes, au bas mot… Comment faire face à une menace personnalisée par 3 000 jeunes Français tentés par le djihad, dont 40 % de femmes ?

De toute éternité, notre pays s'est distingué par la possession d'outils de renseignement exceptionnels, s'agissant de garder un œil sur ce qu'on aime appeler la « France profonde ». L'un d'entre eux, la fameuse Direction centrale des renseignements généraux (DCRG), a été dissout en 2008, après un siècle d'existence, pour voir ses effectifs répartis entre la nouvelle Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) et le Service central du renseignement territorial (SCRT). Si le lecteur suit toujours, il doit aussi assimiler que la DCRI a été transformée en DGSI en mai 2014. Résultat des courses : une excep-

tionnelle capacité de connaissance du terrain, par des policiers formés au renseignement politique – il est vrai que c'est un sale mot ! –, s'est trouvée disloquée. Cette aptitude n'est sans doute pas irremplaçable, mais il faudra des années pour la reconstituer… L'inventaire n'est pas complet, puisqu'un autre outil de renseignement existe en France : la gendarmerie nationale, une quasi-armée de plus de cent mille hommes, disposant d'un maillage territorial exceptionnel. À l'heure du djihadisme suicidaire, dont un quart des adeptes français sont des convertis de fraîche date à l'islam, c'est un atout de poids. Si les RG étaient spécialisés dans les zones urbaines, les gendarmes demeurent présents dans les communes de moins de vingt mille habitants. Mais lors de son rapprochement avec la police en 2009, sous les auspices du président de la République Nicolas Sarkozy, la fonction « renseignement » de la gendarmerie s'est faite beaucoup moins visible.

En 2013, le *Journal officiel* a cependant annoncé la création d'une Sous-direction de l'anticipation opérationnelle (SDAO), redonnant à la gendarmerie un rôle dans ce domaine. Pour autant les policiers, qui tiennent le haut du pavé, en raison notamment de la puissance de leurs syndicats, estiment que la gendarmerie devrait se contenter du renseignement judiciaire et laisser aux services de police le renseignement administratif. C'est-à-dire celui qui permet souvent d'agir de façon anticipée, pas toujours sous le contrôle des magistrats. Les policiers démentent cette vision des choses, mais la très impartiale Cour des comptes la partage. Dans un avis remarqué, cette dernières estime en effet que la police veut se tailler la part du lion : « La police nationale revendique donc une répartition des saisines selon une logique de spécialisation qui lui attribuerait toutes les enquêtes sur la grande criminalité organisée (trafic international de stupéfiants, grand banditisme) et de terrorisme, laissant à la gendarmerie le traitement des cambriolages, les faits de délinquance itinérante, les vols de métaux et atteintes à l'environnement, commis dans sa zone géographique. Cependant, la gendarmerie a développé les moyens d'investigation de ses unités pour pouvoir être saisie de tous les crimes et délits commis dans sa zone. (5) »

Les défis de la fusion

L'antiterrorisme n'est pas exempt des rivalités humaines. La légitime volonté de gérer soi-même les renseignements que l'on a recueillis est une motivation forte pour les services et leurs chefs. Les bons tuyaux et leur exploitation sont des gages d'efficacité du service concerné, de fierté en cas de succès, d'honneurs et de promotions. Tous les échecs du renseignement conduisent pourtant à la même conclusion : il aurait été possible de découvrir les intentions criminelles, en apportant une attention plus soutenue à de petits détails, en partageant mieux ces indices qu'on appelle des « signaux faibles ». Ce qui fut vrai lors des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis (6) s'est répété en France à plusieurs reprises, avec des conséquences toutes plus calamiteuses les unes que les autres. Dans l'affaire Mohamed Merah, la DST avait dûment repéré les dérives du tueur, mais n'avait pas donné suite aux alertes. Alors même que le jeune Toulousain parcourait le monde et ses camps d'entraînement djihadistes. Dans l'affaire des attentats du 7 janvier 2015 contre *Charlie Hebdo*, la poursuite des écoutes demandées par les services sur l'entourage des frères Kouachi, avant qu'ils commettent leurs forfaits, n'avait pas été autorisée par le Premier ministre Manuel Valls… Il ne s'agit que de deux exemples, dans une longue liste que la presse a détaillée tout au long de l'année 2015. Que faire, dans ces conditions ?

Installé à l'Élysée auprès de François Hollande, le coordonnateur national du renseignement (CNR) Didier Le Bret avait annoncé lors d'une audition à l'Assemblée nationale le 8 décembre 2015 que « sur fond de failles dans l'organisation de la lutte antiterroriste qui n'a pas vu s'organiser – essentiellement par des citoyens français – les deux vagues de massacres de l'année 2015, il fallait bien proposer un premier train de mesures aux plus hautes autorités ». Une réunion du Conseil national du renseignement tenue le 13 janvier 2016 s'est donc conclue par la décision de François Hollande « d'approfondir l'intégration de l'action intérieure et extérieure des services de renseignement qui concourent à la prévention et à la lutte contre le terrorisme, aussi bien en France qu'à l'étranger ». Ce point fait écho à ces problèmes de coordination et de transfert d'informations entre les services de renseignement. D'abord,

entre ceux du ministère de l'intérieur (DGSI, SCRT et gendarmerie notamment). Mais pas seulement. Au ministère de la Défense, tout ne serait pas idyllique entre la DRM et la DGSE. L'Élysée évoque également sa décision de « renforcer la mutualisation des moyens dont *[les services de renseignement]* disposent, tout particulièrement grâce aux lois sur le renseignement des 24 juillet et 30 novembre 2015, dont un premier bilan de l'application a été dressé ». Cette évocation des « moyens » concerne les outils d'interception électronique à l'étranger (GSM (Global System for Mobile Communication), câbles sous-marins, VHF (Very High Frequency), etc.) dont la conduite demeure gérée par la DGSE, qualifiée selon la terminologie de « senior Sigint » (chef de file des interceptions électroniques). Des progrès ont été accomplis de ce point de vue depuis les attentats de janvier 2015. Les moyens d'interception technique à l'étranger de la DGSE peuvent désormais être pilotés depuis les locaux de la DGSI à Levallois – ce que les techniciens appellent l'« orientation des capteurs ». Mais les capacités d'analyse demeurent propres à chaque service.

Par ailleurs, le communiqué du CNR précise : « Le pilotage opérationnel quotidien de la stratégie de lutte contre le terrorisme visant le territoire national est placé sous l'autorité directe du ministre de l'Intérieur. » Cette formulation indique qu'en matière de lutte antiterroriste, le président de la République a donné la main au ministre de l'Intérieur en personne. Bernard Cazeneuve a mis en place un état-major opérationnel de lutte antiterroriste, justement pour pallier les difficultés de fonctionnement communes des différents services. Cela sera-t-il efficace ? Nous ne le saurions que si les attentats cessaient. Qui se risquerait à faire ce pronostic ?

1. Éric Denécé, « Les victimes françaises du terrorisme depuis 2001 », Centre français de recherche sur le renseignement, avril 2015.
2. Christophe Cornevin, « Islamisme : la radicalisation s'étend en France », *le Figaro*, 3 février 2016.
3. *Idem.*
4. France 5, 24 janvier 2016.
5. « La fonction de police judiciaire dans la police et la gendarmerie nationales », référé nº 71433, Cour des comptes, 22 décembre 2014.
6. Jean Guisnel, *la Citadelle endormie. Faillite de l'espionnage américain*, Fayard, 2002.

L'ANALYSE, LA RESSOURCE CACHÉE DU RENSEIGNEMENT

› **Sébastien-Yves Laurent**

Depuis une décennie, des publications professionnelles (1), des revues académiques publiant les résultats de la recherche universitaire (2), des revues d'idées (3) contribuent à une meilleure connaissance de ce qui est devenu communément « le renseignement ». On peut observer par ailleurs que les directeurs généraux (4) des services de renseignement ont eux-mêmes pris la parole dans certaines de ces publications. Ceci a contribué à mieux faire connaître les missions des services de renseignement, voire leurs moyens d'action. Dans le même temps, les effets de la mise en place d'un contrôle parlementaire du renseignement en 2007 se sont traduits par une prise de parole régulière des directeurs des six services de renseignement devant la commission parlementaire spécialisée, la Délégation parlementaire au renseignement, et devant les commissions de la Défense au Palais-Bourbon et au palais du Luxembourg. Ainsi, en contrepoint de la presse, une parole publique sur le renseignement a vu le jour, bien plus diverse et informative qu'elle ne l'est par exemple en Allemagne

Sébastien-Yves Laurent est professeur à la faculté de droit et de science politique de l'université de Bordeaux. Il vient de publier *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (avec Bertrand Warusfel, Presses universitaires de Bordeaux, 2016).
› sebastien.laurent@u-bordeaux.fr

ou au Royaume-Uni. Au-delà de l'information des parlementaires et des citoyens, elle fournit un matériau de travail ayant favorisé l'apparition de premiers travaux d'expertise sur le renseignement (5), documentation également utile pour les premières recherches doctorales portant sur les services de renseignement français dans l'après-guerre froide (6). On observe néanmoins que jusqu'en novembre 2015 cette production profuse n'a pas abordé la caractéristique centrale qui est l'originalité de ce que les services spécialisés de renseignement produisent et que l'on peut caractériser d'un mot simple en apparence : l'analyse. C'est ce véritable angle mort de la réflexion sur le renseignement, dimension mal comprise et superficiellement connue que l'on aborde dans les pages qui suivent.

2015, l'achèvement de l'ample mutation technocratique du renseignement

La « publicisation » croissante a eu lieu sur fond d'une transformation très profonde des services de renseignement en moins d'une dizaine d'années. Ils ont été transformés entre 2008 et 2015 comme jamais ils ne l'avaient été depuis leur création… à la Libération (7). Les Livres blancs sur la défense et la sécurité nationale de 2008 et 2013, ainsi que les lois de programmation militaire subséquentes ont promu le renseignement comme moyen singulier de connaissance et de coercition de l'exécutif. Au cours de cette phase, leurs moyens financiers ont fortement crû, entre 20 et 30 %, ce qui est considérable dans un contexte de limitation drastique des dépenses publiques, permettant notamment l'embauche de centaines de personnels (principalement à la DGSE) et la réalisation d'investissements lourds et de moyen terme dans divers capteurs (satellites, stations hertziennes, calculateurs, programmes de traitement des données massives). Le « dispositif de renseignement » qui assure la charnière entre les services et les autorités politiques de tutelle a été transformé par la création auprès du chef de l'État en 2009 d'un Conseil national du renseignement (formation spécialisée du Conseil de défense) ainsi que de la fonction de

coordonnateur national du renseignement, rôle majeur dont l'une des missions est de faire naître une « communauté du renseignement » par l'encouragement des coopérations entre les six services de renseignement. Une Académie du renseignement a été créée en 2010 pour la formation des cadres supérieurs des services et les statuts des personnels de la DGSE ont été transformés la même année. Enfin, l'Inspection générale des services de renseignement a vu le jour deux ans plus tard. Couronnant cet impressionnant édifice, l'intense activité parlementaire depuis 2012 dont le résultat a été rendu tangible par des rapports parlementaires très documentés, a débouché sur le vote de la loi sur le renseignement au printemps 2015 donnant – entre autres – une base légale aux moyens spéciaux d'investigation et transformant les modalités de contrôle externe. Cette forte et bénéfique mutation technocratique lancée et appuyée politiquement en plus haut lieu a commencé à produire des effets, notamment en permettant à la France de dialoguer avec les grandes puissances du renseignement et de coopérer avec elles.

Quand la connaissance l'emporte sur la coercition

Il reste que la littérature professionnelle sur le renseignement n'a pas répondu à ce jour à une question essentielle : à quoi sert pratiquement le renseignement dont dispose le gouvernement ? On ne peut en fait répondre à cette question si l'on ne comprend que les services de renseignement, qu'ils opèrent sur le territoire français ou à l'extérieur, s'inscrivent dans un double registre : apporter des éléments de connaissance originaux grâce à la légitimité de leur accès au domaine « fermé » (ce qui les singularise par rapport à d'autres administrations, notamment les Affaires étrangères), ensuite employer – ou non – une partie de ces éléments à des fins coercitives inscrites dans un registre qui peut être policier, judiciaire ou militaire. L'ordre connaissance-coercition n'est pas rhétorique : il renvoie au fait que les « services » sont avant tout des structures organisées autour de l'information et de la connaissance. Fondamentalement ils s'inscrivent dans un registre informationnel et leur contribution à la coercition d'État, appelée

dans un registre savant la « violence physique légitime », n'en représente que la portion congrue. La légitimité des services – y compris la légalisation de leur capacité de recourir à des moyens communément non légaux – est fondée sur le fait qu'ils fournissent au pouvoir exécutif des informations analysées et enrichies par de la connaissance, c'est-à-dire du renseignement. Finalement, au cœur des services se trouvent ceux qui, quotidiennement, « produisent » le renseignement et qui sont appelés « analystes » ou « traitants », issus du monde civil, des armées ou de la police. Ce sont eux qui permettent à l'exécutif de conserver sa liberté d'action, sa capacité d'initiative, en un mot une certaine autonomie, ce qui, en termes politiques et juridiques, s'appelle la souveraineté.

La nécessité d'engager la mutation culturelle du renseignement français

La question posée dans le paragraphe précédent a été relancée par les attentats de janvier et novembre 2015, d'aucuns mettant en cause à cette occasion l'efficacité de certains services. Ce jugement rapide témoigne d'une compréhension très imparfaite de la mission des services. Ceux-ci, en France comme ailleurs, ne peuvent prévoir le passage à l'acte violent de très court terme. C'est une attente chimérique de la part de nos concitoyens et de plusieurs de nos responsables politiques. Il faut relever que les services de renseignement contribuent à la lutte antiterroriste mais il ne s'agit que d'une de leurs missions, aujourd'hui dominante mais non exclusive d'autres menaces ou atteintes. Les services s'inscrivent en fait dans une démarche d'anticipation en vue de détecter des contextes de vulnérabilité ou de déstabilisation d'une région, d'un pays ou d'une composante de la société sur des échelles de temps variées. Ceci a été clairement écrit par le directeur de la DGSE en 2014 à propos des missions de son service : « éviter à notre pays toute surprise stratégique, fournir à nos autorités une expertise de long terme » (8). À la différence d'autres organismes d'État en charge de la prospective sur des enjeux macroéconomiques, technologiques

ou énergétiques, certains des six services ont des objectifs transversaux et décloisonnés, relevant d'une approche réellement « stratégique ». D'autre part, ils n'effectuent pas de la prospective générale, mais de l'anticipation concrète et opérationnelle (9) sur des sujets très divers qui ne ressortent pas seulement au terrorisme. C'est là que réside l'intelligence du renseignement et le défi considérable dont il est structurellement porteur. L'importance et la difficulté de leur mission de « renseignement » sont donc telles qu'il est parfaitement compréhensible que leurs budgets aient fortement augmenté.

Évaluer des menaces à venir, anticiper sur des phénomènes stratégiques inscrits dans la durée suppose donc une capacité permanente à prendre de la distance avec le présent. Le renseignement est fondamentalement une réflexion très concrète sur le temps. Afin d'améliorer en permanence ce qu'ils doivent interpréter, il est nécessaire que les services consacrent du… temps à la réflexion sur leurs pratiques afin de mieux identifier les savoirs et connaissances dont ils ont besoin pour rendre l'analyse plus rigoureuse encore. Une fois qu'une information a été évaluée sur sa fiabilité et sa véracité (10), les analystes peuvent passer à son utilisation. Recoupée, corroborée ou infirmée, mise en perspective avec d'autres informations, elle représente un ensemble auquel il faut donner du sens afin, éventuellement, de pouvoir l'insérer dans un raisonnement analytique. L'analyse en profondeur des phénomènes observés doit l'emporter sur leur description : il faut faire apparaître les dynamiques d'évolutions temporelles, les structures causales et les arborescences de corrélation. Or, pour ce faire, les services ont à leur disposition les ressources considérables offertes par les sciences humaines et sociales (SHS), sous-utilisées à ce jour. Que ce soit, par exemple, pour comprendre des faits dits aujourd'hui de « radicalisation » dans des franges de la population française ou, plus classiquement, interpréter des crises géopolitiques régionales sous d'autres latitudes, les SHS qui sont des savoirs académiques, objets de formation et de recherche (11), ne sont pas seulement nécessaires mais indispensables. Ces savoirs empiriques basés sur l'histoire et la géographie, complétés par la sociologie, l'anthropologie, la science politique et la psychologie sociale sont d'un apport considérable pour l'analyste car ils permettent d'appréhender l'altérité

sur une base objective et non plus seulement intuitive et facilitent le décryptage du monde social qui n'est pas transparent pour l'observateur. Ces disciplines sont très empiriques car elles résultent de travaux liées à ce qu'elles appellent leur « terrain ». Ce sont en effet des « savoirs de terrain ». Les disciplines sont constituées de méthodes authentiques tout en demeurant souples d'utilisation et pouvant être agencées entre elles. Ajoutés à la connaissance des langues et à des séjours de terrain, les SHS peuvent ainsi permettre à l'analyse d'effectuer un saut qualitatif. C'est la raison pour laquelle la prise en compte des SHS dans la formation initiale et continue des analystes, puis dans leur pratique professionnelle quotidienne, est très importante. Dans le prolongement de la mutation technocratique des services, une mutation culturelle peut être engagée sans qu'il n'en coûte rien au budget de l'État. Ce changement de paradigme nécessite de comprendre que nos élites ne doivent pas être seulement formées par des écoles, fussent-elles « grandes ». Les sciences humaines et sociales organisées depuis leur naissance au sein des universités peuvent très utilement contribuer à la réalisation de certaines missions régaliennes. Cela suppose – dans des conditions de sécurité et de confidentialité indispensables – de tisser des liens avec les structures de formation universitaires et les centres de recherche académiques et d'encourager les analystes à une mise à niveau permanente sur leur zone ou spécialité. Cela peut également leur permettre de confronter leurs approches et raisonnements aux acquis de la recherche académique, qui sont en renouvellement permanent (12).

L'avenir du renseignement, c'est-à-dire de notre sécurité, n'est pas (seulement) dans les algorithmes et les données massives, mais dans une démarche analytique authentique fondée sur les sciences humaines et sociales.

1. Cf. récemment : « Le renseignement », *la Tribune du commissaire*, n° 129, décembre 2013 ; « Renseignement et Intelligence », *Revue Défense nationale*, décembre 2014, n° 775 et « Lutte contre le terrorisme : état des lieux et perspectives », *la Tribune du commissaire*, n° 133, décembre 2014-janvier 2015.
2. Cf. quelques exemples : « Renseignement et intelligence géographique », *Hérodote. Revue de géographie et de géopolitique*, n° 140, 1er trimestre 2011 ; « Espionnage », *le Temps des médias. Revue d'histoire*, n° 16, printemps 2011, p. 1-175 ; « Stratégie et renseignement », *Stratégique*, n° 105, 2014. Notons toutefois qu'il n'existe pas en France de revue académique spécialisée sur le renseignement, à la différence de l'anglosphère : *Intelligence and National Security* (depuis 1986), *International Journal of Intelligence and Counter-Intelligence* (depuis 1986), *The Journal of Intelligence History* (depuis 2001), de l'Espagne (*Inteligencia y Seguridad: Revista de Análisis y Prospectiva*, depuis 2006) ou encore de la Belgique (*Cahiers d'études du renseignement/Cahiers Inlichtingen Studies*, depuis 2012).

3. « Gérard de Villiers : enquête sur un phénomène français », *Revue des Deux Mondes*, nº 7-8, juillet-août 2014, p. 5-97.
4. Cf. notamment : Bernard Squarcini (alors directeur de la jeune DCRI), « Les mutations du renseignement intérieur français », *Questions internationales*, nº 35, janvier-février 2009, p. 45-50 ; Erard Corbin de Mangoux (alors directeur général de la DGSE), « Les mutations du renseignement extérieur français », *Questions internationales*, nº 35, janvier-février 2009, p. 29-33 ; « Entretien avec le général Gomart. Le renseignement militaire aujourd'hui », *Stratégique*, janvier 2014, nº 105, p. 177-188 ; Bernard Bajolet (alors directeur général de la DGSE), « La DGSE, outil de réduction de l'incertitude ? », *Revue Défense nationale*, janvier 2014, nº 766, p. 27-34.
5. Cf. Jean-Jacques Urvoas et Floran Vadillo, *Réformer les services de renseignement français*, Fondation Jean-Jaurès, 2011 ; Floran Vadillo, « Une loi relative aux services de renseignement : l'utopie d'une démocratie adulte ? », Fondation Jean-Jaurès, note nº 130, 17 avril 2012 ; Sébastien-Yves Laurent, « Pour une véritable politique publique du renseignement », Institut Montaigne, 2014.
6. Le fichier national des thèses (de doctorat) permet d'en faire une instructive recension dans toutes les disciplines et savoirs. Pour la première fois, un colloque co-organisé par les universités Paris-Sorbonne, de Bordeaux et par les Archives nationales les 4 et 5 mars 2016 à Paris permettra de faire le point des avancées de la recherche universitaire sur le renseignement.
7. En novembre 1944 avait été créée la Direction de la surveillance du territoire (DST), rattachée au ministère de l'Intérieur et en décembre 1945 le « Service extérieur de documentation et de contre-espionnage » (SDECE), rattaché à la présidence du Conseil.
8. Cf. Bernard Bajolet, « La DGSE, outil de réduction de l'incertitude ? », *Revue Défense nationale*, janvier 2014, nº 766, p. 27.
9. Cf. Sébastien-Yves Laurent, « Plaidoyer pour un tournant analytique du renseignement et de la prospective », *Revue Défense nationale*, décembre 2014, nº 775, p. 15-22.
10. Cf. Philippe Capet et Thomas Delavallade, « La cotation de l'information : approches conceptuelles et méthodologiques pour un usage stratégique », *in* Philippe Capet et Thomas Delavallade (dir.), *l'Évaluation de l'information : confiance et défiance*, Lavoisier, 2012.
11. À l'université, au CNRS, à l'EHESS et à la FMSH, mais aussi dans les 27 instituts français à l'étranger (IFRE) présents dans 34 pays.
12. Cf. Sébastien-Yves Laurent, « Promouvoir une authentique communauté épistémique d'analystes du renseignement (CEDAR) : étude comparée (États-Unis, France, Grande-Bretagne) », consultance au profit de la Délégation aux affaires stratégiques (DAS), ministère de la Défense, 2014, étude disponible en ligne sur le site de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), qui a succédé à la DAS.

AGENTES SECRÈTES : DES FEMMES DANS UN MONDE D'HOMMES ?

› **Rémi Kauffer**

Le nom de Lawrence d'Arabie est familier à nos oreilles. Mais qui connaît Gertrude Bell ? En tant que voyageuse, qu'archéologue, qu'aventurière, cette femme d'exception se révéla l'égale de Lawrence. Et comme alpiniste, comme arabisante ou, pour ce qui nous concerne, comme officier britannique de renseignement, elle se montra bien supérieure à lui. Son jeune collègue du Bureau arabe, le service secret britannique du Caire, la dépassa certes comme guérillero. Mais « faiseuse de roi » accomplie, Miss Bell réussit au début des années vingt là où Lawrence avait échoué à la fin des années dix : donner un trône, celui d'Irak sinon celui de Syrie, au prince Fayçal, membre de la prestigieuse famille des Hachémites, descendants du Prophète et fondateurs de l'actuel royaume de Jordanie.

Rémi Kauffer, historien et journaliste, est l'auteur d'*Histoire mondiale des services secrets* (Perrin, 2015).

Autant dire que cette fille d'un maître de forges née dans le comté de Durham le 14 juillet 1868, vingt ans avant Lawrence, et morte à Bagdad, peut-être par suicide, le 11 juillet 1926, aura largement contribué à la défense des intérêts impérialistes britanniques au Proche-Orient. Et ce faisant, à modeler pour longtemps cette région

particulièrement sensible de notre globe. Sa stratégie en trois points : 1) confiner à tout prix les Kurdes dans les zones montagneuses pour qu'ils servent de tampon face aux Turcs ; 2) s'appuyer quasi exclusivement sur la minorité sunnite, plus proche du gouvernement central ; 3) réprimer les dignitaires chiites de Kerbala ou de Nadjaf et, au besoin, les expulser vers l'Iran, méthode qui sera celle de tous les dirigeants irakiens jusqu'à la fin du régime de Saddam Hussein.

Cet équilibre précaire de huit décennies a succombé à la chute du dictateur baasiste, bouleversement qui entraîna des conséquences géostratégiques encore palpables de nos jours où, pour paraphraser le général de Gaulle, l'Orient est plus compliqué que jamais.

Gageons que la leçon n'aurait guère surpris Gertrude Bell : dès 1886, n'appartenait-elle pas à la génération des premières étudiantes à forcer les portes du temple machiste de l'université d'Oxford, dont elle allait sortir créditée d'une mention « très bien » en histoire ? À la différence de tant de nos dirigeants politiques, cette jeune fille de 18 ans comprenait déjà la valeur et l'intérêt d'une discipline que d'aucuns s'emploient aujourd'hui, avec un acharnement digne de meilleures causes, à réduire à moins que rien.

En dépit de cette envergure si peu commune, Miss Bell, la « mère de l'Irak », reste quasi inconnue hors du Royaume-Uni. Son destin contrasté – omniprésence sur le terrain mais peu sur les tablettes – illustre un point qui m'est apparu au fur et à mesure d'une exploration de trois décennies des arcanes des services secrets : il existe plus secret encore que l'officier ou l'agent de renseignement masculin, ce sont leurs homologues féminines.

Pourquoi ? Parce que l'histoire des services secrets, y compris celle que je viens de publier, est écrite par des hommes, direz-vous. Bien sûr, mais pas seulement. Prenez Margaretha Zelle, dite Mata Hari. Hommes ou femmes, beaucoup voient en elle la quintessence de l'espionne, vocable vague et assez dévalorisant auquel je préfère les termes plus adaptés et plus précis d'officier et d'agent. Son surnom à prétentions orientales s'est même transformé en nom commun. Sauf qu'en tant qu'agente triple (allemande, française et russe) connue de tout le monde, sa valeur professionnelle avoisinait le zéro pointé. Ceux qui la

manipulaient – tous des hommes – s'en servirent essentiellement pour intoxiquer les services adverses, voire amis. Elle ne fut donc pas sacrifiée comme dangereuse pour la France par son officier traitant, le commandant de réserve Georges Ladoux, journaliste radical-socialiste dans le civil, mais parce qu'en tuant cette danseuse de « mauvaise vie », l'état-major démontrait sa capacité à faire régner la morale à l'arrière. À entretenir, autrement dit, le moral des poilus, inquiets des rumeurs courant les tranchées qui mettaient en cause la vertu de leurs épouses, de leurs mères, de leurs sœurs, de leurs fiancées, vues comme des proies rêvées pour les « planqués » des bureaux. D'où cette transgression suprême : la photo, largement diffusée, de la suppliciée hollandaise (pas française, ouf!) devant le peloton d'exécution le 15 octobre 1917.

Deux ans auparavant, la presse française traitait de barbares les Allemands, qui venaient de passer par les armes une chef de réseau autrement plus efficace du MI6, le service de renseignement britannique, Edith Cavell ! Car voici un autre secret dans le secret : en Belgique, terrain d'action de Miss Cavell, et dans la partie de la France alors occupée par les armées du Kaiser (deux tiers du département du Nord, et un tiers du Pas-de-Calais), les réseaux d'exfiltration et de renseignement de la Première Guerre mondiale furent principalement actionnés par des femmes.

Les hommes appelés massivement sous l'uniforme, celles-ci restaient en effet disponibles sur le terrain pour recueillir des informations ou faire passer les frontières aux soldats évadés. Émergèrent ainsi des Françaises, des Belges ou des Luxembourgeoises chefs de réseau appartenant à des couches sociales très diverses comme Louise de Bettignies (« the Queen of Spies » selon les Anglais), la princesse Marie de Croÿ, la comtesse Jeanne de Belleville, Louise Thuliez, Marthe Cnockaert, Marie-Léonie Vanhoutte ou Gabrielle Petit, fusillée en avril 1916. Et pour les contrer, des officiers de renseignement allemands comme Elsbeth Schragmüller ou Annemarie Lesser.

L'occupant considérait les résistantes engagées dans la guerre de l'ombre comme des « francs-tireurs », catégorie qu'il abhorrait comme tout ce qui relevait du combat non conventionnel mais sans distinction de sexe excédant les préjugés communs à l'époque. Dans la propagande alliée, au contraire, les agentes amies allaient garder un

côté virginal, leurs adversaires allemandes apparaissant par contraste comme des sadiques perverses. D'où le mythe très répandu à l'époque de « Fräulein Doktor », cette tortionnaire germanique aux bas noirs, aux cheveux blonds, au fume-cigarette opposée aux figures lumineuses des héroïnes de la bonne cause.

Elsbeth Schragmüller ne s'était pourtant pas engagée dans la section IIIb, les services secrets du Kaiser, par sadisme mais pour venger son amant victime de l'artillerie alliée. Ce qui n'empêcha pas le maître propagandiste du IIIe Reich, Josef Goebbels, de la présenter dans l'entre-deux-guerres comme la « vraie » Fräulein Doktor. Inversé, le mythe noir pouvait toujours servir la croix brune…

Agentes de renseignement, résistantes : les femmes sont très actives face aux nazis

Après 1918, les services des pays belligérants vont démobiliser la plus grande part de leur personnel de renseignement non professionnel. On n'a presque plus besoin de lui. Et en particulier, plus du tout besoin des femmes dans les services – sauf « bien entendu » en qualité de secrétaire ou de dactylo. Première guerre froide contre la toute jeune URSS oblige, la seule exception notable à cette règle de retour au foyer sera Janet Archer, grande spécialiste des affaires soviétiques au MI5, l'équivalent britannique de notre actuelle Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Mais rassurez-vous : en 1940, le nouveau patron du service, le très borné Jasper Harper, aura l'idée d'empoisonner tant et si bien l'existence de cette femme de tête qu'elle passera dans les rangs du MI6, équivalent de notre Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ! Avec son immense connaissance du communisme, elle en fera les beaux jours jusque dans les années soixante. Et, pour la petite histoire, car il y en a toujours une, inspirera à John Le Carré le personnage de Connie Sachs dans *la Taupe*.

Dans l'entre-deux-guerres côté français, la portion féminine est encore plus congrue. Parmi les « honorables correspondants » (agents opérant à titre bénévole, le plus souvent pour motif patriotique) du

Service de renseignement, le SR, citons Marie-Jeanne Bellon. Fausse homonyme de Gertrude sous son nom d'artiste de Marie Bell, cette sociétaire de la Comédie-Française va mettre à profit ses tournées théâtrales à l'étranger pour recueillir des informations. Plus tard, Joséphine Baker utilisera la même technique. Toutes deux seront décorées par le général de Gaulle pour leurs bons mais discrets services.

1940, c'est de nouveau l'époque où le service secret « messieurs seulement » ne suffit plus. Les nazis occupent la majeure partie de l'Europe, des centaines de milliers de soldats alliés sont prisonniers, bref, on a de nouveau besoin de ces dames. Prenez le cas de la France : non seulement un million huit cent mille de ses soldats ont été capturés à l'issue de l'attaque éclair de la Wehrmacht en mai-juin, mais c'est le lieu que les alliés anglo-américains vont ensuite choisir pour leur débarquement sur le continent.

Qui dit débarquement dit renseignement tous azimuts : les plages, les ports, les routes, les voies ferrées ou fluviales, les terrains d'aviation, les casernes, l'ordre de bataille de l'armée ennemie, etc. Ces renseignements, des hommes peuvent les recueillir bien sûr, mais des femmes le font souvent mieux. L'occupant se méfie moins des « petites Françaises » qu'il croit, bien à tort, inoffensives. Par exemple dans les zones littorales interdites, où elles peuvent s'introduire plus facilement, arguant qu'elles n'ont pas vu ou pas compris les panneaux d'interdiction.

Leur action secrète ne se limite pas obligatoirement au travail d'agent de base. Cofondatrice du réseau Alliance, d'abord rattaché au MI6 anglais avant de passer sous la coupe du BCRA (Bureau central de renseignement et d'action, le service secret du général de Gaulle), Marie-Madeleine Fourcade sera, entre juillet 1941 et juin 1942, la seule femme patronne d'un grand réseau spécialisé dans le renseignement dans toute l'Europe occupée : 2405 membres homologués au titre des Forces françaises combattantes, dont 438 mort(e)s pour la France. Mais comme chefs de réseau, on peut aussi citer Denise Lamirault, qui a succédé à son mari fin 1943 jusqu'à sa propre arrestation le 22 avril 1944 à la tête de Jade-Fitzroy (671 membres homologués) ; Alice Gorge, patronne de Georges-France (224 membres) ; ou encore Gabrielle Martinez-Picabia, celle de Gloria SMH

(203 membres). Sans compter les dirigeantes de réseaux non homologués pour diverses raisons administratives comme Marcelle Massignon (réseau Dominique) ou Marie-Rose Carli-Sérandour (réseau Mabro).

Certaines de ces femmes sont parfois d'anciennes de la Grande Guerre comme Emilienne Moreau (« the Lady of Loos »). Chez les Anglais, le MI6 reste, exception faite de l'indispensable Janet Archer, une citadelle machiste. Moins le Special Operations Executive, service secret britannique d'action créé spécialement pour la Seconde Guerre mondiale. Le bras droit du chef de sa très importante section française, Maurice Buckmaster, sera une Roumaine anglaise jusqu'au bout des ongles, Vera Atkins. Et ses agentes, à concurrence d'un petit tiers, des héroïnes venues de pays très divers. Pour ne citer qu'elles – la liste serait trop longue – la princesse américano-indienne Noor-Un-Nisa Inayat Khan ; les comtesses anglaise ou polonaise Mary Lindell et Krystyna Skarbek ; la danseuse de ballet ukrainienne Sonia Olschanezky ; l'Irlandaise de Belgique Maureen Patricia O'Sullivan ; l'infirmière française Andrée Borrel, ses compatriotes la comtesse de la Rochefoucauld ou les sœurs Tambour ; la fille d'un camionneur londonien et d'une mère française Violette Szabo ; ou encore la très cosmopolite Américaine Virginia Hall, qui sera plus tard une des rares femmes aux postes de responsabilités dans la CIA naissante.

Le KGB et le Mossad, les services de renseignement les moins machistes

Notons à propos de machisme que de tels préjugés, s'ils n'en sont pas absents, loin de là, affectent moins les services soviétiques, habitués de longue date à mobiliser des agentes féminines. Retenons en particulier les noms d'officiers de renseignement chevronnés comme la « comtesse rouge » allemande et commandante soviétique Ruth von Mayenburg ; comme Maria Poliakova, qui finira, elle, sa carrière comme colonelle après avoir fondé, un peu avant la guerre, le réseau suisse des services secrets de l'Armée rouge qui rendra d'immenses services jusqu'en 1944 ; Rachel Dübendorfer, qui l'a épaulée sur place,

sera moins chanceuse et finira sa vie dans un hôpital psychiatrique en Allemagne de l'Est, victime des purges staliniennes ; Ursula Kuczinsky, fille d'un professeur de la London School of Economics en poste en Pologne, en Chine puis en Suisse, très impliquée dans les réseaux d'espionnage nucléaire, où elle retrouvera Elizaveta Zaroubina, ancienne de Chine elle aussi et future colonelle. Sans oublier « l'Orchestre rouge », réseau légendaire travaillant à Berlin au cœur de la bête nazie et qui comprenait presque une moitié d'agentes à l'image des compagnes de deux de ses principaux dirigeants : l'Américaine Mildred Harnack née Fish et l'aristocrate allemande Libertas Haas-Haye, comtesse Eulenburg, épouse Schulze-Boysen.

Beaucoup d'aristocrates, remarquera le lecteur attentif au vu des divers titres nobiliaires évoqués. C'est en effet une autre constante des services secrets que de mobiliser des agents appartenant à des sphères élevées de la société. Mais l'exemple de la Résistance montre que la guerre de l'ombre fut le fait de femmes de toutes les couches sociales. Marie-Madeleine Fourcade m'a raconté comment, le conflit terminé, il lui sera beaucoup plus difficile de faire valoir les droits des femmes de son réseau, souvent de condition modeste, que ceux des hommes. Et pourtant, elle ne manquait pas d'énergie !

Là encore, on observe après la guerre un fort recul de la « condition féminine secrète », le retour à la normale impliquant dans une large mesure… le retour des femmes à des tâches auxiliaires. Sauf peut-être dans les agences de cryptage-décryptage anglaises ou américaines, où elles vont rester plus nombreuses. Après avoir joué un rôle-clé entre 1939 et 1945, elles allaient en jouer un tout aussi stratégique lors de la guerre froide. Pendant la crise des fusées de Cuba qui met le monde au bord de l'holocauste atomique fin 1962, c'est une d'entre elles, Juanita Moody, qui va diriger la cellule de crise de la National Security Agency (NSA), les « grandes oreilles » des États-Unis aujourd'hui connues du grand public depuis l'affaire Snowden.

Les femmes sont reconnues de longue date au sein du Mossad israélien. Une des plus importantes personnalités politiques féminines de l'État hébreu, Tzipi Livni, plusieurs fois ministre, en a d'ailleurs fait partie. Quant aux Américaines, leur importance au sein de la CIA

est croissante comme l'ont démontré, mais en deux sens inverses, le dévoilement en 2003 de l'identité d'une femme officier de l'Agence de renseignement, Valerie Plame, par des proches de la Maison-Blanche (l'affaire sera portée en 2010 à l'écran dans *Fair Game*, où Naomi Watts interprète Valerie), puis la mise en cause d'Alfreda Bikowski, la directrice de l'unité antiterroriste Global Jihad, dans les tortures de suspects postérieures au 11 septembre 2001 (Jessica Chastain en 2012 dans le film de Katryn Bigelow *Zero Dark Thirty*).

En France, ce processus de féminisation a été retardé par les guerres coloniales d'Indochine et du Maghreb, où les militaires hommes du service Action jouaient les premiers rôles. Mais dans les années soixante-dix, c'est une femme, Marie Murat, qui, assistée d'une adjointe féminine, pilotera avec beaucoup de clairvoyance le *desk* soviétique du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece), l'ancêtre de la DGSE.

Cette dernière étant désormais composée beaucoup plus largement de civils, les femmes y sont présentes dans une proportion d'environ un tiers, et de moins en moins à des grades subalternes. Au Royaume-Uni enfin, une femme, Stella Rimington, a dirigé le contre-espionnage, le British Security Service (BSS), dès 1992 et pour trois ans. Ce n'est sans doute pas un hasard si Judi Dench incarne pour la première fois à l'écran « M », la patronne de Daniel Craig *alias* James Bond. Une fois retraitée, l'ancienne directrice du BSS se fera à nouveau un nom comme… auteur de romans d'espionnage, cette fois !

Est-ce à dire que dans ce domaine particulier du renseignement, les femmes auraient d'ores et déjà acquis un statut équivalent à celui des hommes ? Certainement pas, mais les choses bougent. Je note toutefois pour conclure qu'aucun travail de fond, pourtant nécessaire, n'a été entrepris pour préciser l'apport spécifiquement féminin à l'activité passée, présente et à venir des services secrets.

« L'HOMME SANS SECRET VA ÉMERGER DE CETTE CIVILISATION »

› Entretien avec **Marc Dugain** réalisé par **Marie-Laure Delorme**

Le romancier et réalisateur Marc Dugain a mis le monde du renseignement au centre de son œuvre. Il clôt avec *Ultime partie* sa passionnante trilogie sur la politique française. Passions, scandales, corruption. Un tableau sombre des coulisses du pouvoir.



Revue des Deux Mondes – Le secret est l'un de vos grands thèmes. Pourquoi ?

Marc Dugain La raison est probablement à chercher dans mon enfance. Mon père était physicien nucléaire, il est mort jeune mais je crois savoir qu'il a été lié au monde du renseignement à l'époque de la guerre froide. Mon oncle maternel et parrain était agent de renseignement pour le compte des Britanniques pendant la guerre. Eamon O'Dugain était le premier chef des services secrets de l'IRA. Je suis toujours très intrigué par ce qui se passe dans l'ombre et par ce qui nous en est restitué ensuite. J'ai passé mon enfance à apprendre l'histoire officielle, je passe mon âge adulte à reconstituer l'histoire officieuse, souvent plus proche de la réalité.

Marc Dugain est écrivain et réalisateur. Dernier ouvrage publié : *Ultime partie*, Gallimard, 2016.

Revue des Deux Mondes – L'ambivalence, le trouble, l'ambiguïté sont-ils la matière première de tout écrivain ?

Marc Dugain Dès le moment où l'on s'intéresse à la complexité humaine, que l'on s'attache à la fouiller, ces trois caractères croisent notre chemin d'écrivain. L'homme est une matière instable, parfois imprévisible, parfois trop prévisible, où se mélange un conditionnement forcené à des pulsions incontrôlables. Il n'y a pas d'être humain sans exercice du pouvoir et c'est une formidable matière romanesque.

Revue des Deux Mondes – *La Malédiction d'Edgar* (1) est sur la vie de John Edgar Hoover, chef du FBI ; *Une exécution ordinaire* (2) met en scène Staline ; *Avenue des géants* (3) est inspiré du tueur en série américain Edmund Kemper. Comment arrivez-vous à trouver de la lumière dans l'ombre pour dépeindre vos personnages ?

Marc Dugain Probablement parce qu'ils restent humains malgré une certaine monstruosité. En tout cas, ils sont ce que nous sommes et ce que nous les avons laissé devenir. Staline n'aurait pas réussi une telle carrière de dictateur exterminateur si les Russes n'avaient pas une véritable fascination pour ce type d'autorité. D'ailleurs, dès la chute du Mur, ils se sont remis entre les mains d'un nouveau « dictateur élu », Poutine. Hoover n'aurait pas tenu cinquante ans à la tête du FBI s'il ne s'était pas appuyé sur le puritanisme et l'hypocrisie morale de la société américaine. Pour Kemper, jeune homme d'une intelligence remarquable, son basculement dans le meurtre en série ne se serait pas fait si sa mère ne l'avait pas détruit. Sans les excuser, je les remets en perspective et c'est peut-être une façon de les éclairer.

Revue des Deux Mondes – Quels sont vos maîtres en littérature ?

Marc Dugain Fedor Dostoïevski, pour la puissance de *Crime et Châtiment*; Julien Gracq, pour le style d'*Un balcon en forêt*; Anton Tchekov, pour son humanité; Honoré de Balzac, pour la critique sociale; James

Joyce, pour son génie; Franz Kafka, pour son univers; Richard Ford, pour sa façon de dérouler une histoire; Raymond Carver, pour son minimalisme. Et bien d'autres, évidemment, comme Albert Camus, le Jim Harrison des débuts, Philip Roth, Thomas Hardy, Joris-Karl Huysmans, Stendhal, Imre Kertész, Witold Gombrowicz et W.G. Sebald, bien sûr.

Revue des Deux Mondes – Êtes-vous un lecteur de romans d'espionnage ?

Marc Dugain Assez peu, parce que ce n'est pas l'espionnage en lui-même qui m'intéresse mais la façon dont il est lié à l'exercice du pouvoir.

Revue des Deux Mondes – Pourquoi la figure de l'espion nous fascine-t-elle autant ?

Marc Dugain L'espion est à la fois un homme terriblement enfermé dans son rôle, dans sa clandestinité, dans ses objectifs et en même temps on a le sentiment qu'il jouit d'une incroyable liberté qui tient à son opacité et à sa position privilégiée au-dessus des lois.

Revue des Deux Mondes – L'espion n'est-il pas l'homme seul par excellence ?

Marc Dugain L'espion est seul face à ses responsabilités et face à ses souvenirs. Il défend sa nation et des intérêts parfois contestables qui le conduisent à s'affranchir de la morale commune, ce qui conduit à une marginalité dont il a beaucoup de difficultés à se remettre, une fois sa carrière terminée. Il n'a pas le droit de se confier et, en même temps, peu d'êtres humains peuvent garder un grand secret pour eux seuls, c'est la raison pour laquelle on en voit se précipiter pour écrire des livres dès qu'ils sont à la retraite. Certains ont des destins extraordinaires qu'ils ne méritent pas, d'autres rêvaient de destinées exceptionnelles qu'ils n'ont

pas eues, enfermés dans la bureaucratie. La solitude, c'est aussi le peu de reconnaissance qu'ils obtiennent pour de grands risques et de grands sacrifices.

Revue des Deux Mondes – Quelle est, pour vous, la figure absolue de l'espion ?

Marc Dugain Probablement Allen Dulles, espion puis patron de la CIA, très compromis dans l'assassinat de John F. Kennedy. Alexandre Kojève aussi, qui fut conseiller de Raymond Barre pour élaborer sa doctrine libérale et en même temps espion au service du bloc communiste, est un exemple intéressant de taupe profondément intégrée au cœur d'un système qu'il donne l'illusion de servir brillamment alors qu'il lui est complètement opposé.

Revue des Deux Mondes – Quels sont les ressorts psychologiques de l'espion ?

Marc Dugain Une terrifiante schizophrénie, des qualités exceptionnelles pour la duplicité, une fascination pour l'ombre et pour le pouvoir occulte. Les espions ont rarement des psychologies simples ou même équilibrées.

Revue des Deux Mondes – Y a-t-il des similitudes entre le travail de l'espion et le travail de l'écrivain, comme se glisser dans la peau d'un autre et vivre plusieurs vies ?

Marc Dugain Certainement. Plus dans le renseignement que dans l'action proprement dite. En tout cas, pour une grande partie de mes livres, la comparaison est pertinente. L'écrivain cherche de la même façon à savoir et à influencer, à remodeler ce qui lui est *a priori* dissimulé. On peut retrouver la fascination pour une même forme d'instabilité, d'incrédulité.

Revue des Deux Mondes – Vous travaillez sur la réalité. Quelle utilisation faites-vous des sources et des témoignages ?

Marc Dugain Je fais un gros travail sur les sources. Par exemple, je viens d'entreprendre un roman autour de Robert Kennedy et les sources sont des travaux de recherche et des biographies. Beaucoup se recoupent ou se complètent. Ensuite, il faut parler des sources plus directes comme celles des journalistes d'investigation. Là encore, il faut savoir choisir les personnes avec lesquelles on travaille. Ensuite, ces sources, ces informateurs ou les témoignages directs, il faut les transformer pour revenir à la fiction mais une fiction qui, même si elle s'affranchit du réel, le respecte. C'est un jeu très complexe que celui de la fiction, du réel, de la vérité. Mais, finalement, la fiction de l'écrivain s'oppose surtout à celle de l'histoire officielle souvent influencée par l'idéologie.

Revue des Deux Mondes – Les séries télévisées ont-elles une influence sur votre travail ?

Marc Dugain Dans le cas de la trilogie de *l'Emprise* (4), l'influence est réelle et volontaire. Je l'ai même résolument écrite dans l'esprit d'une série, qui à mon sens faisait défaut en France, alors que des pays comme le Danemark, le Royaume-Uni ou les États-Unis ont fait des séries politiques. J'étais étonné, dans un pays qui se veut celui de la liberté d'expression, de cette déférence qu'il y a envers le pouvoir politique, qui est rarement traité, et quand il l'est, c'est souvent sous forme de caricature. Je travaille d'ailleurs maintenant à l'adaptation de cette trilogie sous forme de série télévisée pour Arte. En dehors de ce cas précis, même si je suis un grand amateur de séries, je ne peux pas dire qu'elles influencent mon travail.

Revue des Deux Mondes – Votre trilogie s'inspire-t-elle de faits et de personnes réels ?

Marc Dugain Elle s'inspire de personnes transfigurées et de faits maquillés. Ce qui est intéressant, c'est que plus les faits sont proches de la réalité plus les lecteurs pensent que j'invente. Mais les individus et les vraies affaires importent moins que les dérives qui ont motivé cette trilogie, qui sont l'affairisme, la sous-représentativité, le manque de convictions et l'impuissance croissante du politique dans une société complexe.

Revue des Deux Mondes – Dans votre œuvre romanesque, le monde du renseignement est tout-puissant. Est-ce que cela correspond à la réalité ?

Marc Dugain L'évolution technologique récente en matière d'informatique, de communication et de téléphonie donne une puissance considérable aux services de renseignement. C'est le cas dans tous les pays développés mais, aujourd'hui, les États-Unis ont pris une telle avance technologique que les autres pays sont avec eux dans un rapport de vassalité. Je ne suis pas le seul que cela inquiète, on s'en inquiète aussi au sommet de l'État.

Revue des Deux Mondes – Comment voyez-vous l'espion du futur ?

Marc Dugain Dans son bureau, à partir duquel il peut écouter, surveiller n'importe qui en direct, tout savoir sur n'importe quel individu.

Revue des Deux Mondes – Êtes-vous d'accord avec les propos d'Edward Snowden sur les programmes de surveillance de masse : « Ces programmes n'ont jamais été conçus en réaction au terrorisme : il s'agit d'espionnage économique, de contrôle social, et de manipulation diplomatique. C'est une question de pouvoir » ?

Marc Dugain Je partage son point de vue. Le terrorisme, qui est certes une réalité, est un alibi pour tendre un filet sur tous les citoyens du monde. La collusion entre ceux qui collectent et qui traitent les

données avec le monde du renseignement crée un pouvoir qui dépasse celui des dirigeants politiques. Je viens d'écrire un essai sur ce sujet avec mon ami Christophe Labbé, spécialiste des questions de sécurité au *Point*, *l'Homme nu* (5). La liberté, au sens où nous l'entendons depuis les Grecs, est sur le point de devenir une antiquité et la vie privée est graduellement déchue de ses droits.

Revue des Deux Mondes – Le facteur humain n'a-t-il pas de moins en moins d'importance dans le monde de l'espionnage ?

Marc Dugain Le facteur humain va disparaître dans la mesure où la façon dont procède la National Security Agency (NSA), par exemple, est de tout collecter sur tout le monde et ensuite d'affiner en fonction de ses suspicions. Il est donc clair que l'espionnage va désormais être essentiellement technologique.

Revue des Deux Mondes – Le citoyen peut-il maîtriser l'univers du *big data* ?

Marc Dugain Non, c'est un univers positif en termes de communication, de connaissance de l'individu et de la masse. Il joue sur la santé, la sécurité et la gratuité, qui sont les trois plus grandes attentes de l'individu moderne. En contrepartie, il nous dépouille de notre liberté et de notre vie privée. Nous sommes asservis définitivement au *big data* et je ne vois pas de retour en arrière possible.

Revue des Deux Mondes – Peut-on vivre sans secret ?

Marc Dugain Un individu est un mélange subtil de choses révélées et de choses cachées. Les *big datas* ont décidé que l'on doit tout savoir à tout moment sur un individu pour être capable d'anticiper ses réactions et un éventuel passage à l'acte. C'est donc un homme sans secret qui doit émerger de cette civilisation, ce qui

rend suspect toute personne qui dissimule quelque chose. La perte du secret, c'est aussi la perte de l'intimité et cela me paraît très inquiétant.

Revue des Deux Mondes – La sécurité ne vaut-elle pas que nous abandonnions notre liberté ?

Marc Dugain La réponse à cette question, devenue centrale aujourd'hui, exige de poser la question de l'insécurité. L'insécurité a été créée par les mêmes qui aujourd'hui nous imposent cet échange. L'insécurité est essentiellement le résultat d'un partage insuffisant et de l'humiliation qui en résulte. Al-Qaïda est une création américaine au moment de la guerre des Soviétiques en Afghanistan. Daesh s'est développé sur l'humiliation des sunnites après l'invasion injustifiée de l'Irak par la coalition entre les deux hommes politiques les plus regrettables de l'ère moderne, George W. Bush et Tony Blair. Ces formations sont encouragées par des alliés peu fréquentables comme l'Arabie saoudite. Maintenant cette insécurité est là, et il n'est pas question de mollir pour la réprimer, mais il faut reconnaître qu'elle est avant tout le fruit de politiques énergétiques, donc d'un système de production et de consommation qui donne lieu à une réaction effrayante de violence venant de personnes qui s'en sentent exclus. Et ceux qui vendent des armes sont les mêmes qui vendent des systèmes de surveillance pour lutter contre le terrorisme. La liberté va mourir du cynisme d'une minorité, celle de l'avidité sans partage et de ses complices qui sont les entreprises terroristes.

Revue des Deux Mondes – La Prix Nobel de la paix biélorusse Svetlana Alexievitch pense que l'homme ne veut malheureusement pas de la liberté. Êtes-vous d'accord ?

Marc Dugain Je crois que l'individu cherche d'abord à être rassuré sur ses peurs, ses inquiétudes, ses angoisses entretenues par un système qui en profite largement. La liberté, on ne l'acquiert que par une vie

matérielle minimum et un véritable effort de spiritualité en dehors des idéologies religieuses qui ne sont là que pour asservir les individus à un mode de domination. Entre l'asservissement au consumérisme et son alternative, l'asservissement à un islam dévoyé, il reste un gigantesque espace de liberté auquel l'individu a renoncé. Son conformisme et son fétichisme dépassent aujourd'hui largement son besoin de liberté.

Revue des Deux Mondes – Que pensez-vous de la fascination qu'exerce Poutine sur le monde ?

Marc Dugain C'est une fascination morbide pour un prédateur cynique qui se donne des airs nationalistes.

Revue des Deux Mondes – Les attentats de janvier et de novembre 2015 ont-ils changé votre regard sur les services de renseignement français ?

Marc Dugain Non, ils ont probablement trop misé sur la technologie en sacrifiant le renseignement humain, dont l'utilité est toujours fondamentale. Et ils ont probablement sous-estimé le problème social du développement de la radicalité comme alternative à l'échec social et le degré de violence que cela représente. Mais ils ne sont pas les seuls.

Revue des Deux Mondes – Les journalistes français font-ils leur travail pour informer les citoyens ?

Marc Dugain Les journalistes font leur travail en fonction des moyens qu'on leur alloue. Il est clair que pour beaucoup de médias, dont les propriétaires évoluent souvent dans une franche collusion avec des intérêts économiques ou politiques, l'investigation n'est pas forcément la priorité. Parfois on préférerait aussi plus de rigueur et d'approfondissement que de bons sentiments.

Revue des Deux Mondes – La paranoïa n'est-elle pas la maladie du siècle ?

Marc Dugain C'est son pendant, le complotisme, qui est une maladie. Avec Internet, le complotisme s'exprime sans limite. Mais les abus du complotisme ne doivent pas conduire à renoncer à questionner systématiquement les faits.

Revue des Deux Mondes – En vous lisant, on se dit : les politiques sont dans la fiction et les écrivains sont dans la réalité…

Marc Dugain L'écrivain répond à une fiction par une autre fiction. Laquelle est la plus proche de la réalité ? Celle de l'écrivain, certainement.

Revue des Deux Mondes – Êtes-vous un écrivain engagé ?

Marc Dugain Je le suis au sens où je n'aime pas qu'on m'infantilise, qu'on me manipule, qu'on essaye de m'endormir avec des fables mais je ne peux pas me laisser enfermer dans un mouvement, un système de pensée. J'ai de l'empathie pour mes semblables mais pas assez de confiance pour croire à des solutions miracles les concernant. Je suis modéré et réaliste.

Revue des Deux Mondes – Qu'est-ce qui mène le monde ?

Marc Dugain L'intérêt, avant tout. Les idéologies et les religions lui permettent d'avancer masqué, mais l'intérêt est le seul moteur réel de l'homme. Heureusement, il reste encore un peu de place pour les sentiments et la spiritualité pour ceux qui veulent s'en donner la peine.

1. Marc Dugain, *la Malédiction d'Edgar*, Gallimard, 2005.
2. Marc Dugain, *Une exécution ordinaire*, Gallimard, 2007.
3. Marc Dugain, *Avenue des géants*, Gallimard, 2012.
4. Marc Dugain, *l'Emprise*, *Quinquennat*, *Ultime partie*, trilogie, Gallimard, 2009, 2015 et 2016.
5. Marc Dugain et Christophe Labbé, *l'Homme nu. Le livre noir d'un monde numérique*, Robert Laffont-Plon, 2016.

UNE AGENCE DE RENSEIGNEMENT EUROPÉENNE EST-ELLE POSSIBLE ?

› **Jose Manuel Lamarque**

Il est bien difficile de parler d'une défense européenne, véritable serpent de mer depuis le projet de la Communauté européenne de défense de 1952. À chaque sommet européen la concernant, nul besoin d'être grand clerc pour en connaître le résultat. Même si certains États la réclament à cor et à cri, une agence européenne de renseignement à l'image de la CIA n'est pas près de voir le jour. Pourquoi ?

Une défense européenne doit être composée d'éléments bien distincts, en totale coordination, soit :

- une politique de défense ;
- la défense par elle-même, hommes, moyens, budgets ;
- une agence de renseignement ;
- une agence d'armement.

Chaque État membre de l'Union européenne possède un ou des services de renseignement au service de leur État. Il s'agirait ainsi de créer une agence de supranationalité, autrement dit de faire travailler ensemble les services de renseignement des vingt-huit États membres sous une autorité européenne. Malgré la guerre et les risques terroristes, les chefs d'État et de gouvernement européens ne sont guère à l'unisson aujourd'hui, chacun voulant préserver son pré carré. La création d'une structure telle qu'en possèdent les États-Unis d'Amérique reste une loin-

taine perspective. À la différence du grand frère américain, de la Russie et de la Chine, l'Union européenne n'est toujours pas une puissance : aucune politique étrangère commune n'est mise en place, aucune politique de défense et de renseignement n'existe.

Dans la pratique, toutefois, les services de renseignement des États membres ont pour habitude de travailler en bilatéral. Si l'échange d'information n'est pas systématique, il est néanmoins entré dans les mœurs ; l'expérience de l'histoire nous le rappelle : en tant que pays « alliés », il est préférable de communiquer ce qui est « communicable » pour éviter le pire.

En lieu et place d'une agence de renseignement européenne, on pourrait imaginer, et au plus vite, une agence du renseignement européen. Les informations transmises par les services de renseignement des vingt-huit États membres seraient collectées puis transférées aux mêmes services. Ce serait un ersatz d'agence, un embryon, qui ferait oublier l'expression « nous ne savions pas… », surtout quand le loup vient d'entrer dans la bergerie. Cette agence aurait le mérite d'exister ; elle faciliterait la transmission d'informations et de données à des pays partenaires de l'Union européenne. Le seul écueil concernerait des pays « amis » de certains États de l'Union, qui ne le sont pas pour d'autres. La diffusion et la communication risqueraient de pâtir de certaines postures des chefs d'État et de gouvernement de l'Union.

Jose Manuel Lamarque est journaliste et écrivain. Dernier ouvrage publié : *Objection. Manifeste pour en finir avec la pensée unique* (Jacques-Marie Laffont, 2016).

Pour l'heure, les seules questions qui vaillent quant à la création d'une dite agence sont : quand, comment, par qui ?

Quand : combien de sommets européens faudrait-il attendre avant que le Conseil ne se décide ? Comment : qui voudrait bien y mettre quoi, avec quels moyens et quelle régularité ? Par qui : qui prendrait le commandement, sous quelle forme juridique, et avec quels mandats ?

Malgré l'urgence réelle, ce projet reste bien utopique. Toute action, tout acte doit provenir d'une volonté politique. Pour l'instant, nous n'en sommes, hélas, qu'au vœu pieu.

CONTRE-ESPIONNAGE : DU BON USAGE DE LA ROUILLE SOVIÉTIQUE

› **Jean-Jacques Cécile**

James Bond utilise à profusion une foultitude de gadgets mais qu'en est-il dans la réalité ? Parfois, le rideau s'ouvre juste assez pour que l'on puisse entrapercevoir le contenu de la boîte à outils très spéciale dans laquelle les barbouzes piochent allègrement. Parfois aussi, la vie des espions ne tient qu'à la qualité de quelques agrafes…

Qu'on se le dise : l'espionnage ne dédaigne pas côtoyer le sordide, ainsi qu'en témoigne l'existence même d'un ustensile poétiquement dénommé « suppositoire d'évasion et de fuite MK.1 », en fait un « kit d'évasion rectal » pour agents de la CIA conçu pour être caché dans le rectum. Il comprend un jeu de diverses lames, pinces coupantes, limes, mèches de perçage utiles en cas d'évasion (1). Le KGB soviétique a utilisé la même voie pour dissimuler un pistolet miniaturisé capable de tirer des balles, souvent empoisonnées, au calibre de 4,5 mm.

Après le rectum, les excréments : « pour surveiller la piste Hô Chi Minh pendant la guerre du Vietnam, la CIA avait conçu des capteurs sismiques qu'elle avait dissimulés dans des crottes de chien factices. » Funeste erreur ! Car « des milliers de crottes ont été placées le long de la route avant qu'un rapport secret ne tire la sonnette d'alarme et précise qu'il n'y avait pas de chien à cet endroit. Les capteurs sont restés, mais on les a alors cachés dans de

fausses crottes… de singe » (2), précise Jacques Baud, ancien officier des services de renseignement helvétiques, dont la collection personnelle fait référence.

La panoplie des agents secrets comprend fort heureusement moult objets nettement plus policés. Tels ces écrous ou pièces de monnaie servant à dissimuler des messages ou encore cette arbalète démontable concoctée dans les années soixante-dix par les services britanniques en vue d'éliminer silencieusement sentinelles et chiens de garde ; elle sera rapidement supplantée par les avancées technologiques en matière de modérateurs de son conçus pour les armes à feu. Dans ce domaine, les méthodes sont parfois empiriques ; prenons l'exemple du Mossad israélien. Afin de « neutraliser » discrètement leurs cibles, ses agents ont occasionnellement utilisé un pistolet-mitrailleur Ingram M-11 dont le canon était prolongé d'un « silencieux » bricolé sur la base d'une simple bouteille d'eau minérale en plastique préalablement vidée de son contenu. Pour ce qui est des postes de transmission, citons cet équipement radio soviétique BR-3U enterré le 15 mai 1966 par le KGB à Belfaux en Suisse ; la mallette étanche ne sera finalement redécouverte qu'en décembre 1998 grâce aux indications contenues dans les mémoires de Vassili Mitrokhin, ancien agent du KGB. Lors de la guerre froide, cette contrée suisse revêtait une importance stratégique indéniable, on y trouvait en particulier une base aérienne ainsi qu'une base de missiles antiaériens « contre lesquelles il était prévu de mener des opérations de sabotage » (3). Mais venons-en à cette intrigante affaire d'agrafes communistes.

Ancien membre d'une unité de forces spéciales et des services de renseignement militaire, Jean-Jacques Cécile est journaliste et écrivain. Dernier ouvrage publié : *Un espion français à l'Est. 1962-2004* (Éditions du Rocher, 2014).
› jjcecile@laposte.net

Sous le verre d'une vitrine, deux documents administratifs superposés, tous deux ouverts en page centrale. Le livret de droite placé au premier plan a tous les attributs du passeport soviétique : en filigrane, le papier de bonne qualité arbore fort ostensiblement étoile, faucille et marteau. Quelques caractères cyrilliques, un numéro, c'est propret, net, neuf, sans doute un tantinet trop pour être honnête. Au second plan, l'autre pièce est très différente. Matière tellement rugueuse qu'on la croirait abrasée, courtes phrases balte et soviétique de mauvaise impression,

papier jauni. Pourquoi a-t-on ainsi apparié la dissemblance de ces sauf-conduits ? Justement pour mettre en relief une de leurs différences : à droite, les agrafes sont nickel tandis qu'à gauche, la rouille les a rongées en souillant au passage le support de médiocre qualité. Que signifie cette mise en scène au cœur d'une exposition helvète ?

Immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, alors que la guerre froide étend son voile noir sur l'Europe, l'Office of Policy Coordination américain puis la Central Intelligence Agency (CIA) mettent en place un programme clandestin destiné à endiguer les ambitions soviétiques, lequel programme comporte un volet paramilitaire. But : instrumentaliser les mouvements de résistance anticommunistes sévissant alors sur le territoire de l'URSS ainsi que dans les pays satellites. La méthode consiste à « recruter un nombre limité de réfugiés, à les entraîner pour en faire des agents puis à les insérer clandestinement sur le sol de leur terre natale respective en leur donnant pour mission de dénicher tout élément de résistance embryonnaire qui pourrait exister » (4). Dès lors fleurissent outre-Atlantique des noms de code abscons tels que Redsox (plan d'ensemble), Aecob (volet letton de Redsox), Aegean/Aechamp (Lituanie), Aequor (Biélorussie), Aerodynamic (Ukraine), Aeroot/Aebassin (Estonie) ou encore Aesaurus/Aenoble (Russie).

Entre 1949 et 1954, 85 volontaires rejoignent ainsi les terres de leurs ancêtres le plus souvent en périphérie de l'Union soviétique ; ils sont pour la plupart discrètement parachutés depuis des appareils de transport C-47 ou C-54, le premier vol transfrontalier clandestin remontant au 5 septembre 1949. Le taux d'échec atteint cependant des niveaux inusités, 75 % voire carrément 100 % ! Pourquoi un tel désastre ? Parmi les nombreuses raisons avancées plusieurs décennies après, celle-ci : lorsqu'ils étaient contrôlés par des services de contre-espionnage soviétique aux abois, les agents exhibaient des documents administratifs munis d'agrafes immaculées et étaient de ce seul fait immédiatement arrêtés. Car « les papiers réalisés par les services techniques de la CIA étaient presque parfaits, mais utilisaient des agrafes en acier inox, alors que les agrafes utilisées en URSS étaient en fer et s'oxydaient presque immédiatement. Il suffisait d'ouvrir le livret militaire à la page centrale pour découvrir l'espion ! » (5).

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les services secrets nazis avaient fait la même erreur. Rien de plus normal, donc, à ce que la CIA ait suivi : « les papiers d'identité sont à la base du système soviétique de contrôle des citoyens. Chaque personne doit être en permanence munie d'une carte d'identité, ou passeport interne, lequel est valable pour cinq ans et varie d'une République soviétique à l'autre. Les autres documents nécessaires sont un livret de travail, où sont énumérés tous les emplois passés et actuels, chacun étant contresigné par le chef du personnel de l'usine, un livret militaire et, le cas échéant, un livret du Parti ou un livret d'identité d'officier » ; or, « notre principal stock de passeports internes pour les diverses Républiques soviétiques provenait des archives allemandes capturées, et ils étaient tous de fabrication allemande. La CIA n'apprit qu'en 1951 le procédé par lequel sont imprimés les passeports soviétiques » (6), précise Harry Rositzke, un ancien de la CIA.

Curieusement, une mise en scène analogue existe sous les ors d'un autre musée, celui du KGB soviétique logé entre les murs de la Lubyanka à Moscou. Là officie Valery, le guide expressément appointé par le FSB, l'un des services ayant prospéré sur les cendres du KGB dissous. Ouverte en 1984, l'exposition rassemble désormais environ deux mille objets répartis dans quatre pièces ; parmi eux, deux documents administratifs qu'oppose la même divergence de vues entre agrafes ennemies de classe. Alors qu'il visite le saint des saints en 1996, Peter Galuszka, correspondant local de *Business Week*, interpelle Valery à ce sujet : la CIA a-t-elle ensuite persévéré dans l'erreur ? À ces mots, l'ancien barbouze se retourne d'un bloc et, dans un silence de mort, fusille longuement le visiteur impudent de ses yeux froids. Puis, avec un haussement d'épaules, l'homme finit par rétorquer : « Non, mais des erreurs, ils en ont fait d'autres. (7) »

1. Catalogue en langue française de l'exposition « Services secrets », Château de Morges et ses musées, 2014, p. 61.
2. « Morges. Le quotidien des espions enfin dévoilé », *24 Heures*, 24 mai 2013.
3. Dimitry Queloz, « Exposition sur les services secrets », blogdefense.overblog.com, 20 août 2013.
4. Peter Grose, *Operation Rollback. America's secret war behind the Iron Curtain*, Houghton Mifflin Company, New York, 2000, p. 152.
5. Catalogue de l'exposition « Services secrets », *op. cit.*, p. 76.
6. Harry Rositzke, *CIA, 25 ans au sein de l'agence américaine d'espionnage*, éditions Elsevier Séquoia, Bruxelles, 1978, p. 42.
7. Peter Galuszka, « Ukraine Secret Ops: A Virginia Spy Story », *Bacon's Rebellion*, 29 mars 2014.

OSS 117-JAMES BOND : LA *BATTLE*

› **Marin de Viry**

Physique

James, depuis l'aube des temps, a un physique d'exportation. Plus exactement, il incarne le concept de l'Anglo-Saxon mâle post-impérialiste resté dominateur. Il est équipé de quelques marqueurs du mâle alpha, qui ont évolué avec le temps : Roger Moore avait des tempes argentées, un zeste de ventre, et de l'humour « *understatement* » à deux balles. Le prestige de la Couronne était tel à cette époque qu'il n'avait pas besoin de soigner ses abdominaux pour passer la rampe. À travers lui, les femmes voyaient le prince Charles, et ça suffisait pour qu'elles se jettent sur son corps. Le tenant actuel du rôle-titre a bien compris que nous étions entrés dans un monde de performance et non de prestige : deux heures d'abdo-fessiers par jour sinon rien. Avec le temps, James ne sourit plus, ses mâchoires se sont crispées, son torse laisse apparaître un nombre et une variété de muscles insoupçonnés. Dur et pileux, silhouette de bouledogue et surface de hérisson, ramassé, agressif, tonique, il est paré pour affronter un monde multipolaire de chiens enragés. C'est un peu comme ce qui arrive aux écrivains ces temps-ci : ils doivent être beaux et rendre coup pour coup.

OSS 117 a aussi un physique avantageux mais avec, dans le langage du corps, quelque chose de plus amène, de plus urbain, de plus plastique. On tend vers la *dolce vita*, le petit vin blanc sous la tonnelle, le

relâchement charnel, une lascivité sous-jacente. Tel Jack Lang, il danserait le sirtaki avec Melina Mercouri à Hydra au cours d'une de ses missions qu'on trouverait ça assez naturel. Ce demi-centimètre de couche de graisse en plus, par rapport à son rival anglais, n'atteint pas l'intégrité de sa silhouette mais permet qu'il y ait quelque chose à pincer entre le pouce et l'index manucurés d'une créature affolante. Derme souple et mœurs relâchées : c'est cohérent. Son corps est davantage dans le registre comestible que noueux, élastique que dur, proie du désir féminin que prédateur sexuel. On sent qu'il va falloir un jour élargir son pantalon d'une taille, et qu'il finira comme son patron, celui avec lequel il s'envoie des navarins d'agneau sous le portrait de René Coty tout en recevant de lui des instructions loufoques pour sa prochaine mission : les yeux globuleux, et avec une demi-douzaine de pneus entre les omoplates et le nombril. James, quant à lui, périra sec comme une trique. Ça lui apprendra à être performant.

Marin de Viry est critique littéraire, enseignant en littérature à Sciences Po, directeur du développement de PlaNet Finance. Il a publié *Pour en finir avec les hebdomadaires* (Gallimard, 1996), *le Matin des abrutis* (Lattès, 2008), *Tous touristes* (Flammarion, 2010) et *Mémoires d'un snobé* (Pierre-Guillaume de Roux, 2012).
› marininparis@yahoo.fr

Capacités intellectuelles

James est une flèche, sous le rapport intellectuel : hypermnésique, doté d'une architecture parallèle capable de concevoir un baratin de dragueur de plage tout en calculant les modalités et le nombre de secondes nécessaires à l'élimination des dix tueurs qui l'attendent derrière le rideau, et en tenant en plus un discours géopolitique stéréotypé mais classieux. Il a une pensée « horizontale agitée » qui est très en phase avec son public d'utilisateurs de Facebook. Sexe, mission, baston : un processeur multitâche avec un drapeau anglais dans le derrière.

À côté, OSS 117 a l'air crétin, en première analyse. Surviennent une foule d'accidents logiques dans sa pauvre tête quand il tente de remonter des conséquences aux causes, sa culture générale est faite de chocs incongrus entre des notions disparates, et ses intuitions sont cultes : « Ne pourrait-on imaginer à long terme une réconciliation entre les nazis et les juifs ? » en étant une bonne illustration.

Positions respectives par rapport à la question féminine

Ces deux personnages contrastés ont un seul point commun : ils ont lu Jüng. Ou, en tout cas, ils ont compris sa phrase célèbre : « En trente ans de psychanalyse, je n'ai forgé qu'une certitude : les femmes veulent se marier et avoir des enfants. » Ils l'ont tellement bien comprise que foutre le camp à toutes jambes est leur réponse. On voit toujours James et OSS courir sus à l'ennemi. Mais on oublie de noter qu'ils s'enfuient au plus vite du lit de leurs maîtresses, et qu'ils ne laissent jamais la moindre brosse à dents, chaussette, ou esquisse de témoignage de l'ombre d'un début d'une mise en couple dans leur salle de bains. Ils courent dans les deux sens. À l'aller, vers la bastos. Au retour, hors du lit. Leur inconséquence en matière amoureuse fait d'eux une variante du mythe de dom Juan. Dom Juan, c'est la tangente, l'évitement à tout prix de la malédiction monogamique. Pour autant, ils ne sont pas non plus adeptes du communisme sexuel sadien. Ils font la synthèse entre la monogamie et le communisme : ils se réservent les plus chouettes, tout simplement.

Quand même, on sent qu'OSS 117 finira marié à une hôtesse de l'air d'Air France impressionnée par son nom à rallonge et le récit de ses missions, dont il n'aura toujours pas compris ni l'objet, ni l'enjeu, ni les résultats. James, célibataire, se suicidera à l'âge de 100 ans à Zürich après avoir constaté que le Viagra ne pouvait plus rien pour lui. Il se mettra hors service, en commandant lui-même l'injection du liquide létal.

Métaphysique

Extrayons un peu les âmes de nos deux héros de leur enveloppe charnelle.

James fait tout ça pour quoi ? La réponse est nette : pour que les Windsor aient de quoi remplir la gamelle de leurs corgis jusqu'à la fin des temps. C'est une raison de vivre et de mourir. On veut le tuer, il tue, il se fait mal partout, il expérimente l'ambivalence des passions, les trahisons, les retournements, la torture, la faim, le froid, l'asphyxie, les radiations, et il court le risque de faire un bébé à une splendeur qui aurait oublié de prendre sa pilule : pour quoi, pour qui ? Pour la reine, bon sang.

OSS fait tout ça pour quoi ? Il ne sait pas vraiment, il a été recruté par un mélange très français de hasard et de piston. L'absence de but ultime, de cause sacrificielle, d'abnégation sont sa marque de fabrique. Il a un surmoi très pépère, qui se résume à se mettre au garde-à-vous sous le portrait officiel du président de la IVe République, un brave ectoplasme décoré, un impuissant dans les plis du drapeau.

Mais il y a plus : même s'ils sont tous deux sans conviction religieuse affirmée ni horizon eschatologique bien défini, on peut tenter l'hypothèse que James incarne le protestantisme à ses limites et OSS un catholicisme avachi.

Un protestantisme à ses limites, car on voit bien que James va finir par devenir terriblement ennuyeux, y compris à ses propres yeux, avec son perfectionnisme professionnel, lui-même issu d'un sentiment de culpabilité trop longtemps sollicité, au bord de la rupture. Logiquement, il devrait devenir libertin, poivrot, et complètement nul sur le plan professionnel.

Un catholicisme avachi, côté OSS, car sa capacité d'auto-absolution pour ses bêtises, mauvaises manières, péchés véniels et mortels, mufleries et goujateries diverses semble avoir atteint un sommet : on n'a jamais atteint une telle facilité à s'accorder un pardon complaisant. De là en à oublier le sens du péché, il n'y a qu'un pas.

James l'hypermoral finira nihiliste. OSS l'hypercomplaisant finira tout à fait idiot.

Charme

Tel que je comprends l'évolution des choses, dans deux épisodes, James ne sera plus capable de coucher qu'avec des féministes militantes, tous les autres types de femmes étant interdits par le scénario. Cela donnera ce dialogue :

« James – Adulte femme, consens-tu à ce que nous ayons des rapports sexuels là tout de suite maintenant ?

Azaléa – *Yessss* James, en me réservant d'agir par toutes voies légales pour le cas où ton comportement serait incorrect.

James – OK c'est *fair*, mais merci de prononcer clairement la phrase entière “oui je le consens” face caméra s'il te plaît, nous sommes filmés. Le fichier part chez mon avocat.

Azaléa (s'exécutant) – C'est *fair*.

James – Et pour le cas où tu souhaiterais interrompre ce rapport, quel est le signe par lequel tu me donnerais l'instruction d'y mettre un terme immédiat ? Réponds toujours face caméra s'il te plaît.

Azaléa – Je dirai simplement "Casse-toi, cloporte".

James – OK. Bon ben on y va, j'ai reçu l'accusé de réception de mon *lawyer*. »

Ça risque de compliquer un peu la tâche du scénariste.

James n'aura plus de charme, il n'aura qu'une addition de marqueurs masculins du désir féminin dont la liste officielle sera négociée entre des ONG féministes et des grandes marques de cosmétiques, de parfumerie et de prêt-à-porter.

En revanche, la nullité d'OSS lui garantit un charme éternel : car avoir du charme, c'est promettre plus qu'on ne peut tenir. OSS déçoit immanquablement, donc les femmes se disent qu'il y a quelque chose qu'elles n'ont pas su capter. La stupéfaction de ses maîtresses face à sa bêtise relance leur désir. Et ce désir fait qu'il se croit irrésistible, à juste titre. Un homme qui se croit irrésistible alors qu'il est nul tient le secret de la séduction.

C'est sur ce constat amer que je déclare le match gagné par OSS 117, haut la main.

ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

SOYONS PRAGMATIQUES EN LIBYE !

› **Renaud Girard**

Le chef de l'organisation État islamique pour la ville de Sabratha, située à 70 kilomètres à l'ouest de Tripoli le long de la route côtière menant à la frontière tunisienne, a été capturé avec deux de ses compagnons, le jeudi 25 février 2016. Les auteurs de ce beau coup de filet sont les « forces spéciales de dissuasion », dépendant du ministère de l'Intérieur du gouvernement de Tripoli, non reconnu par la communauté internationale.

Le même jour, Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères de la République française, s'entretenait, au Quai d'Orsay, avec le Premier ministre désigné de Libye, Fayez Sarraj, ainsi qu'avec le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Martin Kobler. Il leur a rappelé « le soutien de la France au processus politique mené par les Nations unies et au gouvernement d'unité nationale formé par M. Sarraj ». Le problème est que M. Sarraj n'a toujours pas le feu vert des forces armées contrôlant Tripoli pour s'installer dans la capitale. Il « gouverne » depuis Tunis…

Les autorités de Tripoli ne sont pas reconnues par la communauté internationale, mais elles maintiennent la loi et l'ordre dans la capitale et elles sont entrées dans une lutte implacable contre l'organisation État islamique depuis neuf mois.

C'était le dimanche 31 mai 2015 en fin d'après-midi. Les programmes de la télévision d'État libyenne furent soudain interrompus par un communiqué officiel du gouvernement de Tripoli. Côte à côte, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur et le chef d'état-major déclarèrent solennellement une guerre sans merci à l'organisation État islamique. Daesh (son acronyme en arabe) avait en effet le matin même envoyé une voiture piégée contre l'un des deux barrages de police contrôlant les entrées routières vers le grand port de Misrata (à 200 kilomètres à l'est de Tripoli). L'explosion fut si violente que le véhicule se désintégra entièrement, projetant tout autour d'innombrables éclats, tranchants comme des rasoirs, tuant cinq hommes sur-le-champ. La population de cette ville, qui avait su résister à tous les assauts de l'armée de Kadhafi lors de la révolution du printemps 2011, se mobilisa aussitôt pour nettoyer le lieu, comme si rien ne s'était passé. « Ils ne parviendront jamais à nous intimider. Ces djihadistes sont le mal absolu, mais nous finirons par les vaincre », me confiait sur place un jeune commerçant, parlant un anglais fort correct. « Leur but est évidemment de nous déconnecter du reste du monde méditerranéen », s'inquiétait ce citoyen d'une ville musulmane conservatrice, mais ayant pratiqué le négoce maritime depuis des temps immémoriaux.

Normalien, énarque, Renaud Girard est correspondant de guerre depuis 1984. Tous les mardis, il tient la chronique internationale du *Figaro*. En 2014, il a reçu le Grand Prix de la Presse Internationale pour l'ensemble de sa carrière. Derniers ouvrages parus : *Retour à Peshawar* (Grasset, 2009) et *le Monde en guerre. 50 clés pour le comprendre* (Éditions du Montparnasse 2016).

L'intérêt de cette déclaration solennelle du gouvernement de Tripoli réside dans son appel à l'union sacrée de tous les Libyens dans la lutte contre Daesh. Car, depuis février 2014, le pays a perdu le peu d'unité nationale qui lui restait après le renversement de la dictature de Kadhafi à la fin du mois d'août 2011. Invoquant la lutte contre le djihadisme, un ancien général du régime déchu, du nom de Belkacem Haftar, se livra, le 14 février 2014, à un *pronunciamiento* contre

le Congrès général national, organisme législatif élu en juillet 2012 pour remplacer le Conseil national de transition (CNT) issu de la révolution commencée par l'insurrection de Benghazi de février 2011. Le général Haftar prit bientôt le contrôle de toute la Cyrénaïque. À l'été 2014, le divorce était consommé entre la Tripolitaine (ouest du pays) et la Cyrénaïque (est), tandis que le Fezzan (sud) tombait sous la coupe de ses tribus toubous. Des élections eurent lieu, mais la majorité des membres du nouveau Congrès refusa de se réunir à Tripoli, pour se réfugier à Tobrouk, ville portuaire proche de la frontière égyptienne. Géopolitiquement, le gouvernement de Tripoli penche vers la Turquie et le Qatar, tandis que le gouvernement de Tobrouk, appuyé sur le bras armé du général Haftar, reste très proche du maréchal al-Sissi, président de l'Égypte. Le gouvernement de Tobrouk est le seul à être reconnu par la communauté internationale. Conduite par un diplomate espagnol, puis par un diplomate allemand, la médiation de l'Organisation des Nations unies ne parvient toujours pas à réconcilier pleinement les rivaux de Tripoli et de Tobrouk. À côté de l'embrouillamini libyen, la France des Armagnacs et des Bourguignons paraît d'une limpidité cristalline.

Est-ce à dire que nous ne devrions plus nous intéresser à ce pays compliqué et tumultueux ? Non. Nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'une confortable indifférence, après avoir fait preuve, en 2011, d'une ingérence insuffisamment réfléchie. Les côtes libyennes sont trop proches des nôtres pour se permettre une politique de l'autruche. Nous ne réussirons à gagner notre combat contre ces deux cancers que représentent le djihadisme islamique et le trafic d'êtres humains – dont le territoire libyen est devenu le grand réceptacle – qu'en nouant le maximum d'alliances locales.

Nous n'entretenons aucune relation avec le gouvernement de Tripoli, alors qu'il réclame notre coopération technique (notamment sur le plan des images satellitaires) dans la chasse qu'il fait aux trafiquants d'êtres humains et aux katibas islamistes. Ce sont nos forces armées qui ont, au printemps 2011 dans notre guerre d'ingérence contre Kadhafi, détruit le réseau de radars disposés le long de la côte pour traquer les trafiquants (réseau qui avait été financé par l'Union

européenne…). Nous ignorons un partenaire potentiellement utile, par fétichisme de la démocratie. En tant que Français, il est ridicule de prendre parti dans les querelles politiques libyennes opposant la Cyrénaïque à la Tripolitaine. En attendant le jour où la Libye pourrait retrouver son unité, il nous faut travailler avec tous les responsables de bonne volonté, quelle que soit leur idéologie, quelle que soit leur origine ethnique, pourvu qu'ils se déclarent prêts à coopérer avec nous dans nos combats contre le fanatisme djihadiste et contre l'indigne trafic des Africains pauvres.

Face au problème libyen, sachons être pragmatiques ! Travaillons à la fois avec le général Haftar et avec le gouvernement de Tripoli ! Essayons inlassablement de les réconcilier ! Il en va de notre intérêt à long terme. Tous les voisins de la Libye (la Tunisie, l'Algérie, l'Égypte, le Soudan, le Niger, le Tchad) sont actuellement des amis et des partenaires stratégiques de notre pays. *Last but not least*, notre ingérence militaire de 2011 nous oblige moralement à redonner à la population libyenne un minimum de tranquillité.

La Libye, nouveau sanctuaire des djihadistes internationalistes

Pourquoi les autorités françaises commencent-elles à s'inquiéter sérieusement de la situation en Libye ? Le lundi 14 décembre 2015, le ministre français de la Défense a sonné l'alarme. Le groupe État islamique, déjà bien ancré sur les côtes libyennes (dans les ports de Syrte et de Derna), commence à progresser « vers l'intérieur » du territoire, a déclaré Jean-Yves Le Drian. Le problème est qu'il n'y a pas actuellement de force locale organisée capable, sur ce territoire grand comme trois fois la France, d'arrêter la progression de Daesh vers les puits de pétrole, situés pour la plupart dans la région du golfe de Syrte.

Quelle est au juste la menace pour la France que font peser les quelque trois mille militants de Daesh en Libye ? Les Français redoutent la mise en place d'une stratégie de vases communicants du Levant vers la Libye. La coalition de fait existant entre les Occidentaux

et les Russes pour anéantir le nouveau califat d'Ibrahim s'étendant sur l'est de la Syrie et l'ouest de l'Irak fait réfléchir les djihadistes internationalistes. La vie est devenue infernale à Rakka, et Mossoul risque un jour d'être assiégée. Depuis qu'à l'initiative de la France les convois de pétrole en provenance du territoire de Daesh sont systématiquement bombardés, les caisses du califat se tarissent. Il n'est plus le pays de cocagne d'antan. Sermonnés par les Américains, les services secrets turcs et les riches Saoudiens ont diminué leur aide aux combattants du calife Ibrahim. Ces derniers doivent, en plus, affronter au sol ces adversaires déterminés que sont les Kurdes, les Yézidis, les combattants chiites libanais du Hezbollah, l'armée syrienne, les Gardiens de la révolution iraniens et, parfois, les forces spéciales américaines. Cela fait beaucoup d'ennemis.

Pour les islamistes internationalistes, la Libye se présente désormais comme un sanctuaire beaucoup plus attirant que la Mésopotamie ou que le désert syrien. Il est plus vaste et plus riche. Ses immenses côtes méditerranéennes et frontières sahariennes rendent possibles toutes les infiltrations et, si nécessaire, le jour venu, toutes les exfiltrations. De retour de Syrie, nombreux sont les djihadistes libyens ou soudanais à avoir posé leur sac dans le bastion islamiste de Syrte. Qui les empêchera de faire des allers et retours vers Sabratha, ville située entre la frontière tunisienne et Tripoli ? L'antique cité punique, qui compte aujourd'hui cent mille habitants, a été prise en décembre 2014 par les katibas de l'État islamique. C'est là que se sont entraînés les commandos islamistes responsables des attaques terroristes en Tunisie, au musée du Bardo en mars 2015 puis sur la plage touristique de Sousse en juin.

Les autorités de Tripoli et de Tobrouk parviendront-elles à s'entendre une fois pour toutes pour détruire le cancer Daesh, qui commence à projeter ses métastases sur l'ensemble du territoire libyen ? C'est trop tôt pour le dire. Et les Occidentaux ne peuvent et ne doivent s'ingérer dans ces querelles politiques orientales. Mais si les Libyens, quels qu'ils soient, demandent l'aide militaire des Occidentaux contre l'organisation État islamique, ces derniers ne devront pas se défiler. Le 31 mars 2011, l'Otan avait, non sans emphase, choisi

le nom de « Protecteur unifié » pour son intervention militaire anti-Kadhafi. La protection véritable de la population libyenne n'aura pas duré très longtemps…

Lorsque le président Sarkozy ordonna – avec l'appui de son opposition socialiste – l'intervention militaire de la France contre l'armée de Kadhafi, il ne pensait viser qu'un tyran ; c'est malheureusement tout un État qui s'écroula avec lui. Le problème posé aujourd'hui à la France est que reconstruire un État est toujours beaucoup plus difficile et long que le détruire.

LÉVI-STRAUSS TEL QU'EN LUI-MÊME

› **Robert Kopp**

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, Paul Valéry avait diagnostiqué la plus grave des « crises de l'esprit » qu'avait jamais connue l'Europe :

> « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. Nous avions entendu parler de mondes disparus tout entiers, d'empires coulés à pic avec tous leurs hommes et tous leurs engins ; descendus au fond inexplorable des siècles avec leurs dieux et leurs lois, leurs académies et leurs sciences pures et appliquées, avec leurs grammaires, leurs dictionnaires, leurs classiques, leurs romantiques et leurs symbolistes, leurs critiques et les critiques de leurs critiques. (1) »

Il se demandait si l'Europe serait capable d'arrêter son évolution vers toujours plus de désordre ou si son déclin était inévitable et la condamnait à devenir ce qu'elle était en réalité : « un petit cap du continent asiatique ».

Recourant à la même métaphore de l'entropie, Claude Lévi-Strauss, dix ans après une nouvelle conflagration, encore plus meurtrière, pronostiquait, dans *Tristes tropiques*, non seulement la disparition de la civilisation européenne, mais de toutes les civilisations quelles qu'elle soient :

> « Le monde a commencé sans l'homme et il s'achèvera sans lui. Les institutions, les mœurs et les coutumes, que j'aurai passé ma vie à inventorier et à comprendre, sont une efflorescence passagère d'une création par rapport à laquelle elles ne possèdent aucun sens, sinon peut-être celui de permettre à l'humanité d'y jouer son rôle. (2) »

En effet, peu d'auteurs ont exprimé aussi radicalement leur « malaise dans la civilisation » que Lévi-Strauss, lecteur attentif de Freud dès ses années de lycée. Mais son pessimisme n'a point éteint sa *libido sciendi*, car « chercher à comprendre, c'est le seul moyen de moins s'ennuyer dans l'existence. C'est la meilleure, peut-être notre seule justification » (3). Et que cherche-t-il à comprendre ? Les forces qui sont à l'œuvre dans l'évolution des espèces et des civilisations, la dynamique profonde présidant à leur structuration, au moyen d'oppositions paradigmatiques comparables à celle du langage. Ce sera, mais bien plus tard, le programme des monumentales *Mythologiques*, publiées entre 1964 et 1971.

C'est bien cette volonté de comprendre qui semble avoir été son aiguillon durant toute une existence fort longue (1908-2009) et plus mouvementée que ne laisserait le supposer une carrière de chercheur, de savant, de professeur au Collège de France, d'académicien. Une vie d'aventurier de l'esprit et même, dans sa première partie, d'aventurier tout court, que retrace par le menu Emmanuelle Loyer, dans un volume de plus de neuf cents pages et qui a bénéficié des abondants fonds d'archives déposés par l'impétrant à la Bibliothèque nationale de France ou au Laboratoire d'anthropologie sociale du Collège de France, sans parler d'innombrables fonds privés, à commencer par celui de Monique Lévi-Strauss, sa troisième épouse, qui vient de

Robert Kopp est professeur de littérature française moderne à l'université de Bâle. Dernières publications : *Baudelaire, le soleil noir de la modernité* (Gallimard, 2004), *Album André Breton* (Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 2008), *Un siècle de Goncourt* (Gallimard, 2012).
› robert.kopp@unibas.ch

publier un témoignage inestimable de précision, comme de vivacité et de drôlerie, un véritable journal de bord: 271 lettres de Claude Lévi-Strauss adressées à ses parents, de 1931, durant son service militaire à Strasbourg, jusqu'à son exil américain, en 1942 (4).

L'intérêt de cette biographie est au moins triple. Elle fait d'abord connaître la vie d'un homme et de son milieu, familial et professionnel, mais elle retrace également l'histoire de l'établissement et de l'épanouissement d'une des disciplines les plus marquantes pour les sciences humaines au XX[e] siècle, l'anthropologie sociale, telle que la définissait Lévi-Strauss, distincte, par son caractère comparatif, de l'ethnographie (axée sur la collecte des données) et de l'ethnologie (dévolue à l'analyse de celles-ci). Enfin, ce maître-livre nous offre un tableau haut en couleur de la vie intellectuelle et artistique française, du surréalisme à l'existentialisme et du structuralisme au postmodernisme, le tout sur fond de Grande Dépression et de Front populaire, de montée des périls et de défaite, de lois antijuives et d'exil américain, de Libération et de guerres d'Indochine et d'Algérie, de Mai 68 et de génération Mitterrand (5). Rarement les débats intellectuels auront été plus vifs et plus fructueux que dans cette période des années trente aux années soixante.

Au fil des chapitres, le lecteur découvre donc un homme dans toute sa complexité, oscillant entre l'observation passionnée des faits en apparence insignifiants et la volonté de les comprendre au travers de généralisations toujours plus poussées, hésitant entre le désir de s'inscrire dans une carrière universitaire classique et la tentation de prendre le large, balançant entre l'action militante sur le terrain et la réflexion distancée.

Élevé dans une famille d'artistes, mais que le respect de la tradition avait considérablement appauvrie, le jeune Claude Lévi-Strauss, grâce à son milieu, et en partie contre lui, développe très tôt une sensibilité littéraire et artistique qui lui fait apprécier à la fois la poésie surréaliste et le cubisme, Wagner et Debussy, Stravinsky et le jazz, les charmes de la nature et la vie mystérieuse des chats. Bien qu'il soit tenté par la création artistique, l'exemple de son père peintre lui fait comprendre assez vite qu'il n'est lui-même pas du côté du pouvoir de la création et qu'il vaut mieux se consacrer à l'étude de la création.

Essayant de compenser le déclassement de sa famille par l'excellence scolaire, il passe son bac à 16 ans et demi et s'inscrit en khâgne à Condorcet. Mais il renonce à présenter le concours, les filières traditionnelles d'excellence lui paraissant trop sclérosantes. Il fait ainsi, pour la première fois, un de ces pas de côté qui caractériseront toute sa carrière.

Il se rabat donc sur la Sorbonne et, après un mémoire sur Marx sous la direction de Célestin Bouglé, un disciple de Durkheim, finit par décrocher son agrégation de philosophie. Il se marie avec une de ses condisciples, Dina Dreyfus, et une fois liquidé son service militaire, prend un premier poste à Mont-de-Marsan.

Toutefois c'est à la SFIO qu'il reçoit sa véritable formation, auprès d'Arthur Wauters et d'Henri de Man, et comme secrétaire de la Fédération nationale des étudiants socialistes. Il rêve d'allier la pensée à l'action, croit que révolution intellectuelle et politique vont de pair. Il est même un temps assistant parlementaire de Georges Monnet, qui lui présente André Chamson et Marcel Déat.

Mais les satisfactions qu'il retire de son militantisme sont minces et il fait de nouveau un pas de côté, de la philosophie cette fois vers l'ethnographie. Un saut, plutôt qu'un pas, qui a déterminé le reste de sa vie et qu'il a raconté dans *Tristes tropiques* :

> « Ma carrière s'est jouée un dimanche d'automne de 1934, à 9 heures du matin, sur un coup de téléphone. C'était Célestin Bouglé, alors directeur de l'École normale supérieure ; il m'accordait depuis quelques années une bienveillance un peu lointaine et réticente : d'abord parce que je n'étais pas un ancien normalien, ensuite et surtout parce que, même si je l'avais été, je n'appartenais pas à son écurie, pour laquelle il manifestait des sentiments très exclusifs. (6) »

Et de s'enquérir de son intérêt pour l'ethnographie et de lui proposer un poste d'enseignant de sociologie à la jeune université de São Paulo.

Et le voilà faisant partie, mais à la marge, de cette deuxième grande génération des ethnologues français que sont les disciples de Marcel Mauss, de Paul Rivet, de Lucien Lévy-Bruhl, de Georges Henri

Rivière, les fondateurs de l'Institut d'ethnologie et du musée de l'Homme, remplaçant en 1937 le musée du Trocadéro. Ils s'appellent Alfred Métraux, Marcel Griaule, Michel Leiris, André Schaeffner, Jacques Soustelle, Louis Dumont, Georges Condominas, partis en Afrique, au Mexique, en Inde, sur l'île de Pâques, en Asie du Sud-Est. C'est une ethnologie qui, pour une large partie, assume encore l'idée d'empire, sinon pourquoi les pouvoirs publics auraient-ils financé tant de missions, dont la plus connue est celle de Dakar-Djibouti ? Et Emmanuelle Loyer montre pertinemment qu'il n'y a pas lieu de construire une opposition factice entre l'Exposition coloniale de 1931 et la création du musée de l'Homme en 1938 :

> « Il faut reconnaître à l'ethnologie qu'elle est non une science auxiliaire du colonialisme, mais une des émanations de ce colonialisme réformateur dont elle accompagne les efforts, en y trouvant son propre profit scientifique. (7) »

Choix générationnel et choix personnel, l'ethnographie aura offert à Lévi-Strauss une porte de sortie, comparable à celle qu'offrait la philosophie à Jean-Paul Sartre ou la politique révolutionnaire à Paul Nizan. Son séjour lui permet de réunir les matériaux de ce qui deviendra sa thèse, rédigée aux États-Unis pendant la guerre, « Les structures élémentaires de la parenté ». Retenant l'attention des spécialistes, mais saluée également par Simone de Beauvoir et par Georges Bataille, elle devait lui ouvrir les portes de l'institution universitaire. Or ce n'est qu'en 1959, après deux échecs humiliants, que Lévi-Strauss fut élu au Collège de France. Sa déception, voire sa rage, ne sont pas pour rien dans la confession d'une poésie amère que représente son livre devenu culte, *Tristes tropiques* (8).

Son séjour au Brésil avait fourni à Lévi-Strauss l'occasion de caresser son vieux rêve d'une compréhension sensible et non seulement intellectuelle du monde. Réunir ce que la tradition européenne avait séparé depuis Descartes.

Inventorier l'infini diversité du monde et aller progressivement du désordre dans lequel se présente l'univers vers un ordre significatif, telle est la démarche épistémologique décrite par Lévi-Strauss

dans *Tristes tropiques*. Plus fructueux que le marxisme et la psychanalyse, sciences humaines à perspective sociale, collective ou individuelle, lui paraît l'enseignement de la géologie, la science de la Terre. Elle permet d'inscrire l'histoire du monde dans la longue durée et fait coïncider, telle la madeleine de Proust, des moments infiniment éloignés.

> « Que le miracle se produise, comme il arrive parfois ; que, de part et d'autre de la secrète fêlure, surgissent côte à côte deux vertes plantes d'espèces différentes, dont chacune a choisi le sol le plus propice ; et qu'au même moment se devinent dans la roche deux ammonites aux involutions inégalement compliquées, attestant à leur manière un écart de quelques dizaines de millénaires : soudain, l'espace et le temps se confondent ; la diversité vivante de l'instant juxtapose et perpétue les âges. (9) »

Livre proustien de la remémoration, *Tristes tropiques* sonne comme un adieu de l'ethnologue à tous ces mondes premiers qu'il a visités sans pouvoir les pénétrer et qui sont voués à une disparition inéluctable. L'altérité se dérobe à l'ethnologue, il n'y accède que dans la recomposition par l'écriture. D'autant que l'humanité sera désormais la même partout, marchant à grand pas vers le « menu à plat unique », tant le monde occidental impose toujours plus impérativement à toute la planète sa modernité dévorante.

Le livre a créé un choc, suscitant des réactions violentes, à la fois de rejet et d'enthousiasme. C'est que le relativisme culturel, que Lévi-Strauss avait déjà affiché dans *Race et histoire*, paraissait inacceptable pour beaucoup. Roger Caillois avait alors accusé l'auteur – comme il avait accusé Paul Valéry et Oswald Spengler, mais aussi Michel Leiris – de céder trop vite à la rancœur contre une société occidentale discréditée par son histoire. Pour Caillois, qui ne veut pas renoncer au progressisme hérité des Lumières et d'Auguste Comte, l'évolution de l'humanité est un puzzle, bientôt achevé, dont l'Occident serait l'image parfaite. Pour Lévi-Strauss, il s'agit d'un jeu de dés, voire de roulette, dont les parties sont toujours inachevées.

Au cours des années suivantes, Lévi-Strauss a précisé et durci sa position à travers les textes réunis dans *Anthropologie structurale*, qui, dans les années soixante et soixante-dix, a fait figure de *Discours de la méthode* pour ses disciples. Grâce au travail minutieux d'Emmanuelle Loyer, il nous est donné de revivre les discussions intenses qu'ont suscitées ses affirmations auprès des historiens des Annales, des philosophes comme Jean-François Revel ou Paul Ricœur, des sociologues comme Raymond Aron ou Pierre Bourdieu. Rarement les échanges intellectuels auront été plus féconds en France que durant ces années-là.

Contrairement à ce que pourraient faire penser la stature et la posture de grand sage, voire de pape de l'anthropologie structurale qui furent les siennes dans les dernières décennies du siècle, et auxquelles, au fil de nombreux interviews, il travaillait sciemment et savamment, les polémiques que suscitait l'œuvre de Lévi-Strauss ne se sont jamais tues et l'auteur n'a rien fait pour les arrêter. À preuve, les discussions extrêmement vives qu'avait déclenchées un de ses derniers livres, *Regarder, lire, écouter*, consacré à Poussin, Diderot, Rameau, à l'analyse structurale d'œuvres picturales et musicales, ou encore celles qui accompagnèrent la naissance du musée du quai Branly. Elles illustrent à quel point l'anthropologue, loin d'être un savant enfermé dans sa tour d'ivoire, est un homme engagé dans son siècle.

1. Paul Valéry, « La crise de l'esprit », première publication en anglais dans la revue londonienne *The Athenaeum*, avril-mai 1919, puis dans *la Nouvelle Revue française*, 1er août 1919, repris dans *Variété I* (1924), cité d'après *Œuvres*, tome I, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1957, p. 988.
2. Claude Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*, in *Œuvres*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 2008, p. 443.
3. « L'Express va plus loin avec Claude Lévi-Strauss », *l'Express*, 15-21 mars 1971.
4. Claude Lévi-Strauss, *« Chers tous deux ». Lettres à ses parents, 1931-1942*, Seuil, 2015.
5. Emmanuelle Loyer, *Lévi-Strauss*, Flammarion, 2015. Spécialiste d'histoire culturelle et professeure à Science Po, Emmanuelle Loyer est aussi l'auteure d'une monographie sur Jean Vilar (*le Théâtre citoyen de Jean Vilar. Une utopie d'après-guerre*, Presses universitaires de France, 2005) et d'une *Histoire du Festival d'Avignon* (Gallimard, 2007).
6. Claude Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*, *op. cit.*, p. 34.
7. Emmanuelle Loyer, *Lévi-Strauss*, *op. cit.*, p. 115.
8. Il occupe la vingtième place dans le palmarès des cent livres les plus importants du XXe siècle établi par une enquête de la FNAC et du journal *le Monde* en 1999. Les cinquante premiers titres ont fourni à Frédéric Beigbeder la matière pour son *Dernier inventaire avant liquidation*, Grasset, 1999.
9. Claude Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*, *op. cit.*, p. 45.

LA DÉMAGOGIE À L'ANCIENNE

› Jean-Yves Boriaud

À Athènes, où l'on avait expérimenté bien des régimes politiques, on haïssait la tyrannie, et les politologues cherchaient à en débusquer, pour l'éradiquer ou, au moins, en éviter le retour, les origines. On l'avait en effet éprouvée à plusieurs reprises : dans la seconde moitié du VIe siècle avant Jésus-Christ avec l'aristocrate Pisistrate puis, en 404-403 avant Jésus-Christ, avec une étrange tyrannie pluricéphale, les « Trente Tyrans » imposés par les Spartiates vainqueurs d'Athènes à l'issue de la désastreuse guerre dite du Péloponnèse. Si le premier, qui fit poursuivre les oisifs et équipa l'Acropole de ses premiers monuments significatifs, ne laissa pas, en dépit d'un exercice ô combien solitaire du pouvoir, que de mauvais souvenirs dans les mémoires, les derniers, en usant et en abusant de la ciguë contre leurs ennemis et en confisquant les biens des citoyens « aisés », firent définitivement détester leur mode de gouvernement. Or le plus sûr (?) vecteur de la tyrannie, à leurs yeux de connaisseurs, c'était la « démagogie ». Ils n'étaient d'ailleurs pas tous d'accord sur la question : pour Aristote, la tyrannie, c'était la perversion de la monarchie, alors que pour Platon, elle était l'aboutissement du renoncement au principe d'autorité.

Les Grecs de la grande époque (V^e^-IVe siècles avant notre ère), celle de Périclès et du Parthénon, concevaient en effet plusieurs types de gouvernements. La démocratie, d'abord, où le pouvoir revenait au « peuple » (*dêmos*) entendu comme l'ensemble des hommes admis au rang – enviable – de citoyens : elle était fondée sur la toute-puissance de la loi, par opposition à la tyrannie, où un homme seul exerçait un pouvoir discrétionnaire, et à l'oligarchie, où ce pouvoir était accaparé par l'aristocratie locale. À Athènes, mère de toutes les démocraties, on savait que ce système politique se manie avec précaution, comme l'explique dans sa *Politique* Aristote, le premier des politologues qu'ait connu l'Occident. Cette démocratie pouvait certes connaître, selon lui, plusieurs formes : directe, quand elle impliquait la totalité du peuple, ou bien censitaire, lorsque l'on ne pouvait voter en deçà d'un certain degré de fortune… Mais il fallait se défier par-dessus tout d'un accident de la démocratie que l'on dénommait « démagogie », un régime où « l'on délègue la souveraineté à la multitude, qui remplace la loi », système arbitraire où « ce sont les décrets populaires, et non plus la loi, qui décident. Et cela résulte de l'influence des démagogues. En effet, dans les démocraties où la loi gouverne, il n'y a point de démagogues ; et les citoyens les plus respectés ont la direction des affaires » (1). Il n'en avait pas toujours été ainsi et le mot « démagogie » n'avait pas toujours été entaché de cette marque péjorative qu'il conserve aujourd'hui encore. Le « démagogue », c'était en effet, étymologiquement, « celui qui conduit (*agôgos*) le peuple (*dêmos*) », tâche noble, digne de l'intérêt des meilleurs citoyens. Historiquement, ce fut après la mort du grand leader démocrate Périclès que le terme commença à perdre de son lustre. « Avec Périclès, dit l'historien Thucydide (2), sous le nom de démocratie, c'était le premier des citoyens qui gouvernait. » Après la disparition du grand homme, rien ne fut plus pareil, et pour atteindre à la première place dans la Cité, ses suivants « cherchèrent le plaisir du peuple, dont ils firent dépendre la conduite des affaires publiques ». La démagogie apparaissait en effet comme un régime démocratique vicié où l'orateur politique s'adressait non à la raison de l'individu mais à ses passions. Le discours du démagogue s'apparentait alors à l'art de la flatterie, d'autant

Jean-Yves Boriaud est professeur de littérature latine à l'université de Nantes. Dernier ouvrage publié : *Machiavel* (Perrin, 2015).
› jeanyboriaud@hotmail.com

plus dangereux que les hommes, comme l'explique Socrate dans le *Gorgias*, ont une fâcheuse tendance à préférer, tels des enfants malades, les mets délicats du cuisinier à l'amertume salvatrice des remèdes médicaux.

Dans la pratique, la démagogie, cet art de flatter et de corrompre le peuple, pouvait revêtir une forme économique (que vilipende Aristote) quand, en temps d'opulence, on redistribuait au « peuple » tous les excédents sans investir pour l'avenir. Mais l'une de ses formes les plus perverses était le militarisme outrancier, que dénonce dans *les Cavaliers*, en 424 avant Jésus-Christ, le poète comique Aristophane. Dans cette savoureuse pièce satyrique, il s'en prend aux va-t-en-guerre qui veulent prolonger à tout prix l'épuisante guerre du Péloponnèse contre les Spartiates, et à leur leader, le démagogue Cléon. Il y met ainsi en scène un marchand d'andouilles ambitieux qui hésite à se lancer dans la carrière politique de ses rêves mais se laisse persuader par le personnage de Démosthène : « Tu as tout ce qui fait un démagogue, voix canaille, nature perverse, langage des halles : tu réunis tout ce qu'il faut pour gouverner ! » Facteur favorisant : le marchand d'andouilles est à la limite de l'illettrisme : « La démagogie ne veut pas d'un homme instruit, ni de mœurs honnêtes ; il lui faut un ignorant et un infâme. » Le démagogue est un individu sans dignité qui, comme ce même Cléon, dit de son côté Aristote (3), « fut le premier à crier à la tribune, à y employer les injures, et à parler débraillé, alors que les autres orateurs gardaient une attitude correcte ». Mais attention, insiste-t-il, l'histoire se venge, et la profession de démagogue n'est pas sans danger : les Athéniens finirent par condamner à mort deux d'entre eux, qui avaient payé les citoyens pour les inciter à assister aux fêtes civiques « car la foule, même si elle s'est laissé tromper, a l'habitude de détester ensuite ceux qui l'ont incitée à mal se comporter »…

Être « populaire » à Rome

Les Romains de la République, qui connaissaient bien leur histoire grecque, partageaient la même défiance à l'égard des démagogues, même s'ils ne les dénommaient pas ainsi. La Rome de ce temps, surtout dans ses dernières années, n'en manquait pas, en effet. Ils appartenaient à l'un des

deux seuls « partis» que l'on y connaissait alors, celui des *populares*, qui s'opposait aux *optimates*, parti attaché aux valeurs traditionnelles (*fides*, *virtus*, *pietas*, « loyauté, courage, respect ») de la ville, à la noble institution sénatoriale… et à la grande propriété terrienne. Les premiers à Rome à vouloir une politique « populaire » avaient été, dans les années 150 avant Jésus-Christ, deux frères, les Gracques (Tiberius et Caius Gracchus), qui tentèrent d'imposer un remembrement, au détriment des grands propriétaires, et des lois « frumentaires » qui organisaient (déjà) la distribution gratuite de blé aux pauvres. La « popularité » que cela leur apporta ne suffit pas et l'un et l'autre furent assassinés. Ils avaient néanmoins montré le chemin et d'autres, moins scrupuleux, allaient suivre leur voie.

Si le parti sénatorial tenait fermement aux usages politiques traditionnels, était en effet apparue, peu à peu, une manière « populaire » de « faire de la politique ». C'est-à-dire ailleurs qu'au Sénat ou depuis les Rostres, cette tribune aux harangues d'où l'on s'adressait aux assemblées du peuple. La politique changeait en effet de théâtre. Il fallait désormais « se montrer » si l'on voulait faire carrière. Si tout débutant devait d'abord faire valoir son talent oratoire lors de procès à sensation, aucune des grandes occasions de la vie publique n'était à négliger : les funérailles des grands, de plus en plus spectaculaires, étaient devenues prétexte à propagande dès le IIe siècle avant Jésus-Christ, et celles de César, qui déclenchèrent une émeute contre ses assassins, n'en sont que les plus célèbres. Il était également de bon ton d'offrir ostensiblement (et à ses frais) au « peuple » les jeux qu'il attendait et gagner ainsi sa reconnaissance électorale, et d'aller recueillir, dans les tribunes du théâtre, les applaudissements des spectateurs, histoire de vérifier – parfois à ses dépens – si l'on était vraiment « populaire ».

Sortez les sortants !

Adossés à ces nouvelles pratiques, prospérèrent donc les *populares*, souvent des déclassés, incapables de parvenir aux charges les plus importantes par la seule voie légale, celle des élections, comme le plus célèbre d'entre eux, un aristocrate désargenté, Lucius Sergius Catilina, que l'historien Salluste décrit ainsi :

« Catilina, né d'une famille noble, avait une grande force d'âme et de corps mais son esprit était mauvais et dépravé. Depuis son adolescence, les guerres civiles, les meurtres, les pillages, les désordres politiques lui furent agréables et c'est au milieu de tout cela qu'il passa sa jeunesse. Un corps supportant la faim, le froid, le manque de sommeil à un point qu'on ne peut imaginer. Un esprit audacieux, rusé, versatile, pouvant tout feindre et tout dissimuler, recherchant le bien d'autrui, prodigue du sien, ardent dans ses désirs, assez d'éloquence, peu de sagesse. Son esprit ravagé désirait des choses démesurées et incroyables, au-delà des limites. Après la dictature de Sylla il eut une envie très forte de s'emparer du pouvoir. De jour en jour la faiblesse de son patrimoine et la conscience de ses crimes tourmentaient davantage son esprit farouche. (4) »

Ce jeune homme dévoyé avait bien tenté sa chance dans les élections, mais en vain. Après deux échecs, il décida d'assembler autour de lui une étrange troupe :

« Tous les débauchés, les adultères, les gibiers de tripots qui dans le jeu, les ripailles, le sexe, avaient dilapidé le patrimoine familial, tous ceux qui s'étaient chargés de dettes pour se racheter de la honte ou du crime ; et tous les parricides, les sacrilèges de toutes origines, repris de justice ou menacés d'une condamnation ; plus tous ceux dont la langue et la main se nourrissaient du parjure et du sang des citoyens, et enfin tous ceux que tourmentaient le déshonneur, la misère, le remords, tous ces gens-là étaient les intimes et les familiers de Catilina. (5) »

Tous, surtout, aigris et amers, laissés pour compte d'un système politique où les nantis monopolisaient tous les avantages :

> « Nous, les braves, les bons, nobles ou non, nous n'avons été qu'une tourbe sans influence ni autorité, asservis à des maîtres qui, si la République était bien faite, devraient trembler devant nous… À eux ou à leurs amis tout ce qui est influence, pouvoir, honneurs, richesses ! À nous, ils ont laissé les échecs, les procès, les condamnations, la misère ! Jusques à quand allez-vous supporter, ô vous les plus braves des hommes, cet état de choses ? (6) »

Contre cela, une seule solution, un « programme » populaire révolutionnaire : « révision des dettes, proscription des riches, magistratures, sacerdoces, droit de pillage (*rapinas*), et tous les biens qu'offrent la guerre et le bon plaisir des vainqueurs (7) » !

Abandonnée par l'évolution de la société romaine, coupée d'une « classe politique » censée se réserver postes et charges, cette masse de manœuvre constituait un réel danger pour la République, qui se défendit comme elle le put : l'insurrection armée fomentée par Catilina se termina à Pistoia, où le meneur mourut au milieu de son « armée » que les troupes régulières écrasèrent en janvier 62 avant Jésus-Christ, et Cicéron obtint la condamnation de ses complices, qui furent garrottés, au flanc du Capitole, dans la prison du Tullianum (de sa terrible histoire, Voltaire, en 1752, tirera une tragédie !). Cicéron, que l'on décréta « père de la patrie », crut la République sauvée. C'était oublier César, qui avait – sans doute – manipulé Catilina en sous-main et qui sut, lui, en reprenant une partie du programme des *populares*, utiliser intelligemment les rouages du système pour imposer aux Romains sa dictature. Les républicains, en l'assassinant en 44 avant Jésus-Christ, ne purent empêcher son fils (adoptif) Octave, après d'effroyables guerres civiles, de se faire proclamer Auguste en confisquant l'essentiel des libertés publiques.

1. Aristote, *Politique*, livre VI, chapitre IV.
2. Thucydide, *Guerre du Péloponnèse*, livre II, chapitre IX.
3. Aristote, *Constitution d'Athènes*, livre XXVIII, chapitre III.
4. Saluste, *Conjuration de Catilina*, chapitre V.
5. Saluste, *Conjuration de Catilina*, chapitre XIV.
6. Saluste, *Conjuration de Catilina*, chapitre XX.
7. Saluste, *Conjuration de Catilina*, chapitre XXI.

LE DÉFI DE L'UBÉRISATION

› **Annick Steta**

Depuis l'arrivée sur le marché français d'Uber, une entreprise californienne créée en 2009 qui développe et exploite des applications mobiles permettant de mettre en contact leurs utilisateurs avec des conducteurs réalisant des services de transport, les chauffeurs de taxi ne décolèrent pas. Ils multiplient les grèves afin de faire pression sur les pouvoirs publics et d'obtenir ainsi qu'une réglementation plus contraignante soit appliquée aux voitures de tourisme avec chauffeur (VTC). Alors que les taxis ont longtemps cohabité sans grande difficulté avec les VTC, le développement de l'Internet mobile s'est traduit par une intensification de la concurrence entre ces deux activités. De jeunes entreprises innovantes ont proposé au grand public, désormais largement équipé de smartphones, des applications au moyen desquelles commander un VTC, suivre l'approche du véhicule et régler le montant de la course. Uber, qui domine ce nouveau marché, a élargi son offre de manière à conquérir une clientèle peu habituée à utiliser des taxis. Le lancement d'UberPop, qui met en relation les utilisateurs avec des conducteurs particuliers et pratique des tarifs inférieurs à ceux de la version « classique » d'Uber, procède de cette logique. Fortement contesté par les professionnels du transport de particuliers, UberPop ne garantit aucune protection légale à ses utilisateurs et à ses conducteurs. Bien que le Conseil constitutionnel ait confirmé, en septembre 2015, l'interdiction sur le territoire français de l'application UberPop, d'autres plates-

formes continuent de proposer les services de conducteurs particuliers en s'abritant derrière le covoiturage, qui reste autorisé. C'est notamment le cas de la start-up française Heetch, dont le service, qui n'est disponible qu'entre 20 heures et 6 heures du matin, vise une population jeune cherchant un moyen de transport bon marché pour se déplacer durant la nuit. Heetch n'impose pas de tarif : l'application suggère un montant pour chaque course, mais les passagers peuvent parfaitement verser au conducteur une somme inférieure ou supérieure. Selon les fondateurs de cette entreprise, il ne s'agit pas de la rémunération d'une activité de transport mais d'une participation aux frais. Les conducteurs n'ont donc pas à déclarer leurs gains à l'administration fiscale. Mais la justice n'a, pour le moment, pas été convaincue par l'argumentaire de ces dirigeants : Heetch comparaîtra le 22 juin prochain pour « organisation illicite de mise en relation », « complicité d'exercice illégal de l'activité d'exploitant de taxi » et « pratique commerciale trompeuse ».

Annick Steta est docteur en sciences économiques.
› asteta@hotmail.fr

Si les compagnies de taxi et les artisans taxis se mobilisent contre les VTC, c'est parce que l'expansion rapide que connaissent Uber et les entreprises similaires pèse lourdement sur leur rentabilité. Les nouveaux acteurs du secteur des VTC mettent l'accent sur l'accroissement de la taille du marché du transport particulier de personnes à titre onéreux lié au développement de leur activité. À New York par exemple, le nombre total de courses faites par les taxis et par les véhicules Uber a augmenté de 7,5 % entre juin 2013 et juin 2015. Mais seules 35 % des courses réalisées par Uber durant cette période résultent de l'accroissement de la taille du marché : 65 % d'entre elles se sont faites au détriment des taxis. La diminution de la demande adressée aux taxis a été très marquée pour les courses effectuées entre 23 heures et 5 heures du matin, c'est-à-dire au moment de la journée où les passagers accordent une valeur particulièrement élevée au confort et à la sécurité apportés par Uber : ils apprécient notamment le fait de disposer d'informations relatives au conducteur du véhicule – qui est noté par les usagers –, de ne sortir de l'endroit où ils se trouvent que lorsque le VTC est arrivé, et de ne pas avoir à manipuler de moyens de paiement pour régler leur course. La chute du prix de revente de la licence de taxi observée entre l'été 2014

et l'été 2015 constitue un indice supplémentaire de l'intensification de la concurrence exercée par les VTC sur les taxis new-yorkais : en un an, il est passé en moyenne de 1 million de dollars à 690 000 dollars, ce qui représente une baisse de plus de 30 % (1). En France, où seules les licences de taxi accordées avant le 1er octobre 2014 peuvent être revendues, leur valeur moyenne serait actuellement de 160 000 euros, contre 240 000 euros en 2014 (2). La réduction de l'activité des chauffeurs de taxi due à la concurrence des VTC a pour eux deux conséquences. Ceux qui n'ont pas encore fini de rembourser leur licence, qu'ils achètent à crédit, ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. La diminution du prix de revente de la licence pèse par ailleurs sur les perspectives d'avenir des chauffeurs de taxi indépendants, qui comptaient sur ce pécule pour compléter une retraite souvent modeste. Il n'est donc guère surprenant que les membres de cette profession aient recours au bras de fer pour tenter d'enrayer l'expansion des VTC.

Le secteur du transport particulier de personnes à titre onéreux n'est pas seul à être déstabilisé par l'arrivée de nouveaux acteurs s'appuyant sur le développement du numérique. Les plates-formes qui, comme Airbnb, une entreprise californienne fondée en 2008, permettent de proposer à la location ou de réserver des logements de particuliers pour une courte durée, sont devenues la bête noire des hôteliers : ceux-ci les accusent de concurrence déloyale et demandent aux pouvoirs publics d'accroître les contraintes réglementaires pesant sur elles. Les opposants à ces plates-formes soulignent par ailleurs les nuisances dont sont régulièrement victimes les habitants des copropriétés concernées par ces pratiques. Ils leur reprochent également de favoriser la hausse du prix de l'immobilier et de provoquer une diminution du nombre de logements disponibles sur le marché locatif traditionnel. Ces phénomènes sont particulièrement visibles dans de grandes villes touristiques comme Paris, où l'offre d'Airbnb a été récemment estimée à 88 700 chambres, contre 75 000 pour les hôtels. La location de véhicules automobiles entre particuliers est également concernée. En France, cette activité est dominée par OuiCar. La plate-forme Zilok, qui est elle aussi active sur ce segment de marché, propose un service de location étendu à d'autres objets : matériel de bricolage, matériel photo, audio, vidéo ou informatique, matériel paramédical, articles de sport, etc. Ouistock et Costoc-

kage s'attaquent quant à eux au marché du garde-meuble : ils mettent en relation des particuliers disposant d'un espace inutilisé et d'autres cherchant à stocker meubles ou objets divers pour une durée variable. De nombreuses plates-formes proposent enfin des services fournis par des particuliers ne disposant pas d'un niveau élevé de qualification : nettoyage et repassage de vêtements, petits travaux de bricolage, petits déménagements, jardinage, etc. Toutes ces entreprises appliquent le même principe : la réduction du nombre d'intermédiaires entre le fournisseur d'une prestation et son acquéreur. Elles parviennent de la sorte à pratiquer des tarifs souvent plus bas que ceux affichés par les acteurs traditionnels. Le pourcentage qu'elles prélèvent sur chaque transaction réalisée par leur biais constitue leur rémunération.

Gagnants et perdants de l'ubérisation

L'ubérisation modifie les rapports de force au sein des secteurs d'activité qu'elle touche. Les consommateurs sont les grands gagnants de cette évolution. L'arrivée d'Uber sur le marché du transport particulier de personnes s'est traduite par une augmentation du nombre de véhicules disponibles. Le nombre de taxis étant fixé par les pouvoirs publics dans une zone géographique donnée, il n'évolue pas de façon à répondre à la variation de la demande de courses. Les tarifs pratiqués par les chauffeurs de taxi sont eux aussi réglementés. C'est à ce modèle qu'Uber s'est attaqué. La start-up californienne a en effet choisi d'ajuster ses tarifs en fonction de la demande de courses observée à un moment donné : ils sont d'autant plus élevés que la demande est forte. Le prix de la course peut alors atteindre des sommets : lors du dernier réveillon du Nouvel An, les utilisateurs américains ont constaté, avec un certain déplaisir, qu'Uber avait multiplié son tarif de base par près de dix (3). Ces cas extrêmes sont néanmoins très rares. Une comparaison des tarifs pratiqués par Uber et par G7, le leader du marché parisien des taxis, montre que la fourchette de prix pratiquée par la start-up californienne est plus large que celle de G7. Pour une course donnée, les montants minimaux facturés aux clients d'Uber sont équivalents ou légèrement supérieurs à ceux constatés chez G7. Le principal atout d'Uber réside dans la dispo-

nibilité des véhicules : la majoration du prix de la course incite les chauffeurs Uber à être présents sur le marché lorsque la demande est forte (4). Dans le secteur du tourisme, l'irruption d'Airbnb et d'autres plates-formes de location de logements pour une courte durée s'est également révélée largement favorable aux consommateurs. Ces derniers disposent désormais de possibilités de logement plus nombreuses et moins onéreuses que par le passé. Les personnes qui s'installent dans l'appartement ou la maison d'un particulier au lieu de louer une chambre d'hôtel apprécient par ailleurs la liberté que leur offre ce type de logement ainsi que les économies annexes qu'elles peuvent réaliser en procédant de la sorte : elles ne sont par exemple plus tenues de prendre leur déjeuner et leur dîner à l'extérieur, ce qui peut représenter un budget relativement conséquent dans une zone touristique. Les clients de plates-formes comme OuiCar, Zilok ou Ouistock, qui louent un véhicule, un outil ou un espace de stockage à un particulier, sont également sensibles à l'argument financier : la somme qui leur est demandée est généralement inférieure à celle que leur facturerait un professionnel.

Si l'impact de l'ubérisation est indéniablement positif pour les consommateurs, les effets de ce phénomène sont moins univoques en ce qui concerne les prestataires de services. Les chauffeurs Uber, qui sont liés par un contrat de partenariat avec la société californienne, ont juridiquement le statut de travailleur indépendant. À eux donc de régler l'intégralité des cotisations au régime de protection sociale dont ils relèvent. Or la couverture sociale des indépendants est nettement moins généreuse que celle des salariés. Ils ne bénéficient pas de l'assurance chômage, pour laquelle ils ne cotisent pas. La plupart d'entre eux peinent par ailleurs à accumuler des droits à la retraite. Les chauffeurs Uber, dont beaucoup exercent cette activité parce qu'ils n'ont pas trouvé d'emploi salarié, la considèrent comme une étape qui leur permet de s'insérer sur le marché du travail avant d'évoluer professionnellement. Certains d'entre eux ont néanmoins pris conscience des coûts liés à l'absence de contrat de travail. En juin 2015, la Commission du travail de l'État de Californie a donné satisfaction à un chauffeur Uber qui demandait que son contrat de partenariat soit requalifié en contrat de travail. Uber a fait appel de cette décision. La justice californienne a par ailleurs validé en septembre 2015 le lancement d'un recours collectif

(*class action*) de chauffeurs Uber désireux de faire reconnaître leur statut de salarié. Un conducteur français de VTC a adressé à l'automne dernier une demande similaire à la justice prud'homale. Son avocat estime qu'il existe un lien de subordination entre les chauffeurs Uber et cette plate-forme : selon M[e] Erol Demir, « les chauffeurs ont l'obligation de se connecter, il y a un prix minimum garanti, ils doivent accepter 90 % des courses et obtenir un taux de satisfaction important sous peine d'être rayés des listes d'Uber, il y a tout de la relation de travail classique ». Si la justice considérait les chauffeurs Uber comme des salariés, le modèle économique de cette entreprise serait totalement remis en question.

L'ubérisation de l'économie et l'émergence de « zones grises » fiscales

Tandis que les consommateurs sont les principaux bénéficiaires de l'ubérisation et qu'un grand nombre de prestataires de services y trouvent leur compte, les acteurs traditionnels des secteurs soumis à cette évolution font tout ce qui est en leur pouvoir pour la contrarier. Les compagnies et les chauffeurs de taxi voient leur monopole s'éroder sous les coups de boutoir de cette concurrence nouvelle. Bien que cette situation de rente ait été dénoncée de longue date, les pouvoirs publics ne sont jamais parvenus à y mettre un terme : en 1959, le comité, présidé par Jacques Rueff et Louis Armand, qui avait été chargé « d'examiner les situations de fait ou de droit qui constituent d'une manière injustifiée un obstacle à l'expansion de l'économie », avait ainsi souligné que « la limitation réglementaire du nombre des taxis nui*[sai]*t à la satisfaction de la demande et entraîn*[ait]* la création de "situations acquises" ». Pour le moment, Uber a donc réussi là où les gouvernements successifs avaient échoué. Il n'en reste pas moins que l'intensification de la concurrence dans les différents secteurs d'activité concernés par l'ubérisation doit être accompagnée par les pouvoirs publics : quels que soient les gains attendus de la libéralisation de l'économie, celle-ci ne saurait se résumer au retour de la loi de la jungle. Alors que les acteurs présents sur ces marchés ne prennent en compte que leur intérêt individuel, le rôle de l'État consiste notamment à encadrer l'activité

économique en défendant l'intérêt général et en prenant la mesure des conséquences de long terme des phénomènes actuels. Il ne saurait donc se satisfaire de la destruction de secteurs d'activité qui, comme l'hôtellerie, constituent d'importants gisements d'emplois, au profit de plates-formes permettant à des particuliers de se procurer un complément de revenu échappant presque intégralement à l'impôt. Il ne saurait pas davantage se louer de l'accroissement du nombre de travailleurs faussement indépendants, puisqu'ils ne dépendent souvent que d'un seul donneur d'ordres, et vraiment précaires. Si l'« armée de réserve » de l'ubérisation restait durablement cantonnée au statut qui est actuellement le sien, elle se transformerait d'ici quelques décennies en bataillons de travailleurs retraités paupérisés que la collectivité devrait soutenir financièrement. Alors que les pays avancés se battent contre l'alourdissement de leur dette publique, une telle perspective n'a rien de réjouissant.

L'ubérisation de l'économie a l'immense mérite de mettre sous pression des secteurs d'activité qui ont longtemps réussi à se protéger très efficacement de la concurrence. Reste que les entreprises qui, comme Uber et Airbnb, mettent à profit les progrès des nouvelles technologies pour restituer du pouvoir d'achat aux consommateurs ont bouleversé le modèle économique des secteurs concernés. Ce faisant, elles ont créé des « zones grises » fiscales et sociales dont la persistance aura des conséquences négatives pour l'ensemble de la société. Pour les pouvoirs publics, le défi posé par l'ubérisation est réel : il consiste à mieux encadrer l'activité de ces entreprises tout en veillant à ne pas entraver leur développement. Pour le relever, il leur faudra non seulement prendre la mesure de ce phénomène, mais aussi anticiper son impact sur les secteurs concernés comme sur les finances publiques. Autrement dit, il est grand temps pour la machine étatique de se mettre au rythme d'une start-up. Ce n'est pas la moindre des révolutions provoquées par l'ubérisation.

1. « Taxis *vs* Uber: substitutes or complements ? », *The Economist*, 10 août 2015.
2. Juliette Garnier, « Manuel Valls fait retomber la fièvre des taxis », *le Monde*, cahier « Éco & entreprise », 30 janvier 2016, p. 3.
3. Daniel White, « Uber users are complaining about pricey New Year's Eve rides », *Time*, 1er janvier 2016.
4.Http://blog.eurecab.com/2015/04/taxis-g7-vs-uber-confrontation-de-deux-poids-lourds-du-taxi-et-du-vtc.

LITTÉRATURE

JOURS DE COLÈRE

› **Jean Clair**
Inédit



e mot, le visage
Lévinas : un anti-Freud. Les deux pôles opposés de la spiritualité juive. Le mot contre la face. Ou la face opposée au mot. Le visage exclut la parole. La parole efface le visage.

« Ô récompense après une pensée qu'un long regard sur
le calme des dieux »

Ce vers que Valéry a écrit en regardant la mer du haut du cimetière de Sète, je n'ai jamais pu le lire sans que se dessine en moi un tableau : après la parole et sa fatigue, le regard se pose, se dépose et se repose sur une image et qu'il y reste fixé. L'image après le livre. La grâce de l'art après les tourments de l'écrit. Le tableau permet de ne plus penser. Il est la récompense. Je retrouve le très ancien et trouble plaisir que j'avais, enfant, à l'école, à recevoir un bon point et bientôt une image, pour me féliciter d'avoir trouvé le mot juste.

Le paradis
Notre émotion devant un animal, quand il se rapproche du visage humain. Les mammifères supérieurs, les seuls à avoir un visage, et par conséquent à pouvoir nous dévisager, œil pour œil. Notre perplexité, face au regard d'un petit chimpanzé ou, tout simplement, d'un chat, d'un chien. L'interrogation muette des yeux, les plis de la bouche et du front.

Un être est sur le point d'être un homme et ne le sera pas. Il n'a que la parole qui manque, et l'on aurait envie de dire devant eux ce que Moïse, après avoir approché Dieu, confie à Aaron : « Ô mot, toi qui me manque. (1) » L'humain, le premier des hommes, presque un dieu, rencontre ici le dernier-né des animaux. La chaîne se constitue, mais ne se ferme pas. L'animal, animé, doté d'une âme égale à la nôtre, reste sur la porte, mais n'entrera pas, lève vers nous des yeux inquiets, conservant la mémoire du jardin où il est né et où il a grandi – toujours plus inquiet de savoir ce que nous, les humains, nous avons fait de lui, ce que nous avons laissé de ce lieu premier, dont il demeure le spécimen, dont il a été le premier témoin et le premier habitant, et d'où nous l'avons chassé, ne consentant à sa présence qu'à la condition qu'il garde le silence des bêtes.

Jean Clair est membre de l'Académie française, essayiste et historien de l'art. Dernier ouvrage publié : *la Part de l'ange. Journal 2012-2015* (Gallimard, 2016).

Paris-plage

La canopée des Halles ressemble à une énorme serpillière en nid d'abeille, mollement étendue sur un treillis métallique géant, comme pour y sécher. Elle pourrait retrouver là l'usage originel de la serpillière, une sorte de pare-soleil. À moins qu'on voit en elle, tout simplement, un substitut immobile des balayeuses municipales naguère chargées de ramasser les déjections et les excréments, en liquide et en dur, nombreux autour de ce « ventre de Paris », et qu'on ne nettoie plus, dans cette ville de plus en plus puante et sale, où les trous se creusent dans les trottoirs et les chaussées.

L'être et le néant

Pendant des siècles, de Socrate à Rousseau, la même question a torturé les philosophes : « Qui suis-je ? » On n'osait pas répondre ni se borner aux seules consolations religieuses. En fin d'année de philosophie terminale, on posa même un jour aux candidats : « La question "Qui suis-je ?" admet-elle une réponse exacte ? » Durant la brève parenthèse de la modernité, quelqu'un pourtant avait un jour osé : « Je est un autre. » Puis, à nouveau, Sartre et quelques penseurs vatici-

nèrent pendant deux trois décennies autour de la devinette… Et soudain, la réponse est arrivée, si évidente que des millions de Parisiens défilèrent pour la brandir au-dessus de leur tête, en ce début d'année 2015 : « Je suis Charlie. »

La Belgique joyeuse

La Belgique était composée depuis toujours de deux communautés, qui se déchiraient à belles dents : la communauté flamande et la communauté wallonne, Bruxelles était au cœur de la ligne de front. La révolution belge, faite contre les occupants hollandais, avait été une révolution des bourgeois de Bruxelles, qui tenaient à leur français et son éclatement, le 25 août 1830, comme à Venise plus tard le *Nabucco* de Verdi entendu comme un chant contre l'occupant autrichien, était dû à un opéra français, *la Muette de Portici* d'Auber. À l'air chanté à la Monnaie par un ténor : « Amour sacré de la patrie, rends-nous l'audace et la fierté », la salle s'était levée, les hommes étaient partis chercher des fusils, avaient attaqué la garnison hollandaise, qui n'était pas préparée à cela, et l'avait défaite.

Bruxelles était demeurée de langue française, une belle langue, savoureuse et drue, truffée de particularismes de bon aloi. Elle était aussi entretemps devenue la ville la plus joyeuse d'Europe. Quand les Lillois s'ennuyaient, c'est à Bruxelles qu'ils allaient le week-end retrouver le goût du plaisir, dans les rires et des odeurs des gaufres et des frites.

J'avais aimé vivre à Bruxelles, j'avais aimé rencontrer Marcel Lecomte, le dernier des surréalistes belges, assis chaque soir au Welkom, dans la Petite Rue des Bouchers, ensuite aller écouter chanter les Espagnols émigrés au café du Petit Lénine (pourquoi ce nom, je ne l'ai jamais su), rue de l'Étuve, la journée partir travailler, sur les hauteurs de la Bibliothèque royale, découvrir les manuscrits d'Elskamp, qui écrivait en bon français. Au coin des rues, près du Sablon, on mangeait aussi des caricoles, ces gros escargots de mer, cuits dans des bassines d'eau chaude, un nouveau goût déposé sur la langue, mais un mot aussi déposé dans la langue au temps lointain de Charles Quint et depuis conservé dans ces grossiers mollusques.

La Belgique : « le champ de bataille de l'Europe » où s'affrontaient depuis toujours peuples germains et peuples latins. Était venue la parenthèse enchantée, dans laquelle Baudelaire, perdu dans sa maladie, avait vu cependant les germes de sa destruction. Aujourd'hui, la guerre est finie et, d'une géographie de la post-histoire, cœur prétendu d'une Europe sans frontières – aussi n'a-t-elle plus d'armée pour les défendre –, Bruxelles occupe le centre imaginaire.

J'avais aimé parcourir les ruines de l'Hôtel du Grand Miroir, dans lesquelles on pouvait pénétrer en franchissant les palissades, errer dans les chambres vides, au papier déchiré dans lesquelles Baudelaire avait vécu. Le temps était loin où l'auteur de *Pauvre Belgique* avait déversé sa rancœur contre la ville, « billevesées modernes, utopie, Bruxelles capitale du monde, Paris province ». Or la chose était arrivée : Bruxelles était de fait devenue la tête d'une Communauté sans tête et, dans sa mélancolie, le poète avait vu juste, devinant la grotesque situation d'une ville qui deviendrait la brèche par laquelle s'infiltreraient ceux qui la détruisent aujourd'hui.

Bruxelles avait résisté aux Flamands, en se tenant à l'écart des conflits violents entre fransquillons et flamingants, dont le livre de Stefan Hertmans *Guerre et térébenthine* tient si bien la chronique.

Plate-forme de la *reconquista* musulmane, Bruxelles a disparu. Comme dans la fable, un troisième larron est arrivé, seul au début, puis par familles entières qui, profitant du désordre des querelles linguistiques et du néant européen, s'est emparé du trésor.

Cirques et guignols

Buren-Bury, assonance amusante dissimulant quelque ressort scénique : au fond des jardins du Palais-Royal, les colonnes de Daniel Buren et les fontaines de Pol Bury proposent aux passants un duo comme au cirque autrefois Footit et Chocolat, ou dans les illustrés d'enfants, Nénette et Rintintin. Buren et son assemblée de colonnes, pendant des jours entiers, par tous les temps, dressées immobiles au milieu d'une cour d'honneur devenue une *Appelplatz*, fûts décapités revêtus du pyjama rayé des prisonniers, gris et noir comme pour marquer leur

déchéance. Pol Bury, une même inspiration perverse l'a poussé, lui, à figurer les gros boulets d'acier fixés au pied des malheureux, roulant lentement sur eux-mêmes pour marquer le défilé des heures, se vidant de leur liquide, puis recommençant à rouler, comme des horloges à eau. Les érudits penseront à la boule de la Fortune instable, la *sedes rotunda* des anciennes iconographies, qui figurait l'insécurité du monde et ses dangers. C'est la grosse boule posée sur les cuisses de l'adorable *Mélancolie* peinte par Bellini qu'on voit à l'Accademia de Venise, mais elle est bleue, d'un bleu d'azur et la main de la jeune déité blonde la tient pour immobiliser son cours, alors que les boulets de Bury sont gris, le gris des révolutions et des industries. Quelle ignorance a poussé ces administrateurs de la culture à passer commande de ces deux installations cyniques ? Architecture carcérale et sculpture concentrationnaire, sous couvert d'avant-garde. Le tout est offert au milieu d'une des plus gracieux palais qu'à Paris nous ait laissés l'Ancien Régime, le lieu des plaisirs galants et des conversations fines.

Le castelet

Vœux du président de la République. Il est apparu sur l'écran à mi-corps, de face, agitant mécaniquement ses bras comme tirés par des fils, et gardant fixes ses deux yeux ronds. La caméra se recule un peu pour laisser voir le dispositif scénique et je crois rêver : personne ne semble l'avoir vu, imaginé par un scénariste perfide, on a bâti un castelet. Fermant la boîte, à sa gauche et à sa droite, deux pans sont relevés d'un rideau cramoisi, tenus par des embrasses. On est bien, à l'évidence, à Guignol, comme dans mon enfance. Et l'on attend l'arrivée de Gnafron avec son gourdin, qui nous fera hurler de joie. Mais rien ne vient, et Madelon est bien déçue.

Les jours qui ont suivi, tous sont venus pourtant, les pitres, les figurants, faces de carême et âmes de carnaval, les vieux *crooners* aux traits ravagés pour chanter à la mémoire des « victimes », et le Chœur de l'Armée française pour aligner, mal à l'aise, des couplets de Jacques Brel, puis une petite foule, clairsemée où de vieilles femmes écrasaient une larme. C'était donc là la patrie qu'on voulait célébrer, la nation dont on avait recousu à la hâte les drapeaux pour « pavoiser » ?

Début des célébrations, jour après jour, soir après soir, des attentats terroristes. Il y a un côté macabre décidément dans ces cérémonies où l'on s'incline pour déposer la petite bougie pareille à celle qu'on allumait jadis devant les chapelles des églises, pour honorer un saint, ou un martyr… On va élever, dit-on, un chêne place de la République. Au moins aurait-on pu attendre mai et son arbre pour saluer cet improbable renouveau républicain.

« Quelqu'un qui ose dire “Je ne suis pas Charlie” est un complice des assassins », a osé lancer ce matin, sur une radio, un député. Curieuse idée de la démocratie. Que des individus aient été des victimes malheureuses, ce drame n'en fait pas des héros. Moins encore des modèles. Et qu'ils aient passé leur vie à humilier leurs semblables, d'une façon souvent ignoble – je me souviens de Dalida dessinée sur une couverture les cuisses grand ouvertes et qui, mortellement blessée, devait plus tard se suicider –, n'en font pas des amis du genre humain, ni des défenseurs de la liberté de penser. *Charlie Hebdo* – qu'étudiant je lisais quand il s'appelait *Hara-Kiri*, puis que j'ai cessé de lire après un certain écœurement – est le témoin le plus fidèle de cet esprit français qui me fait horreur, sa suffisance, son goût du sarcasme et du ricanement, sa propension à cracher et compisser partout. Ajoutons à cela le goût de la musique *heavy metal*, *dead punk devil*, ou *glam'rock*, satanique ou sucrée, à la David Bowie, ou de la ritournelle sentimentale à la façon Michel Delpech, du rap agressif enfin, appelant à la destruction des Blancs – mot qui aura été, aussitôt, naturellement, accepté dans le nouveau vocabulaire de l'Académie : l'Occident en ce début du siècle…

L'islam, en attaquant ces représentations, vise donc juste, aussi juste que nous savions viser, jadis, quand nous croyions encore en cette chose qu'on appelait une histoire, un passé, une culture. Que la visée soit devenue cruelle et insupportable à nos sensibilités, c'est une autre affaire. La chose la plus grotesque, la plus inattendue de l'histoire de la France, c'est qu'elle s'achève aujourd'hui dans la glorification de l'esprit de Mai 68 et de ses pitoyables « héros ». Je repense à Bernard E., mon cousin, mort en Algérie pour s'être, en 1953, porté

volontaire pour protéger un convoi civil. Oserait-on aujourd'hui risquer à son propos le mot « héros »? On n'a pas même osé déposer un cierge à l'église de son village pour honorer son souvenir. Ce sont les mêmes *no borders* qui, dans les années cinquante, déjà, injuriaient les recrues qui partaient en Algérie, leur crachaient dessus, et multipliaient d'eux les caricatures.

Les dernières couvertures de *Charlie Hebdo* m'ont fait penser aux caricatures du *Stürmer*, dans les années trente en Allemagne, qui chargeaient les traits en effet, les nez crochus, les bouches lippues et les cheveux frisés, désignant à la populace les gens qu'il leur faudrait envoyer aux fours, plus vite et plus facilement que les écrits d'Alfred Rosenberg. Cela me fait penser aussi aux caricatures de *la Libre parole* qu'un peu auparavant publiait Drumont… Cela n'a rien à voir avec Daumier, avec Caran d'Ache, avec Albert Guillaume et Marcel Duchamp, tant d'autres dessinateurs du *Rire* ou d'autres illustrés du temps, qui riaient mais qui ne poussaient pas à tuer.

L'inconscient

Hier soir, désœuvré, je me suis plongé par hasard dans *le Vent Paraclet*. Le ton m'a immédiatement repris. Comment avais-je pu oublier Michel Tournier ?

L'opération des amygdales, qu'il décrit par le menu, m'a laissé stupéfait, réveillant des souvenirs si pareils, la frayeur du laryngoscope, son œil aveuglant de cyclope, l'emmaillotement dans le drap, la douleur atroce, l'enfant que j'étais, livré à l'ogre, la traîtrise. Ce dont je me souviens, et que Tournier ne semble pas avoir connu, c'est l'odeur de l'éther, le tampon appliqué sur la bouche, la suffocation, une voix intérieure, dans la tête, qui me disait : « Tu descends, tu descends, tu descends… », jusqu'au moment où je me suis réveillé, crachant du sang.

Vers 11 heures, alors que j'allais m'endormir, Laura est arrivée près du lit et m'a dit : « Michel Tournier est mort tout à l'heure… »

1. Arnold Schönberg, *Moses und Aron*, opéra en deux actes, 1954.

JOSEF WENDE

› **Frédéric Mitterrand**
Inédit

Écrit pour la *Revue des Deux Mondes*, ce texte fera partie du recueil *Regrets*, publié prochainement aux Éditions Robert Laffont.

Je regrette de n'avoir pu sauver Josef Wende, jeune espion allemand de 18 ans fusillé à Toul le 11 novembre 1944 par un peloton d'exécution américain. Avec son camarade Stephan Kortas, âgé de 26 ans et passé par les armes le même jour, Josef Wende s'était infiltré derrière la ligne de front pour fournir des renseignements à la Wehrmacht sur les mouvements des troupes alliées. Il avait cru endormir les soupçons en se faisant passer pour un évadé du travail obligatoire et il portait l'uniforme des prisonniers, ce qui fut considéré comme une circonstance aggravante lors de sa capture le 24 septembre entraînant sa condamnation à mort le 18 octobre. En tenue militaire il aurait été traité en soldat, comme un prisonnier ordinaire relevant des lois de la guerre. La mission d'espionnage avait été brève et n'avait pas dû lui permettre de collecter beaucoup d'informations importantes. Il fut en effet arrêté par le sergent Skaboro quelques jours seulement après avoir pénétré dans la zone qu'il devait observer. Il semble que ses contacts éventuels s'étaient volatilisés et qu'il errait dans les villages dans sa tenue de prétendu fugitif, inutile et maladroit. Le procureur militaire américain n'a eu aucun mal à obtenir la peine capitale, les combats faisaient rage en Lorraine et les

ennemis infiltrés étaient la hantise des militaires ; on redoutait particulièrement les Hitlerjugend fanatisés et les recrues adolescentes de la dernière heure ; à l'est, les Soviétiques n'hésitaient pas à exécuter des enfants convaincus d'être des indicateurs. On ne sait pas comment Josef Wende s'est défendu lors de son procès ni comment il a vécu durant les six semaines précédant son exécution. Tout porte à penser que le jugement fut expéditif et qu'il ne prit jamais vraiment conscience de la gravité de ses actes ni de la mort qui l'attendait. Il est probable que sa complicité, avérée ou non, avec Stephan Kortas, considéré comme plus responsable et endurci, a aussi joué contre lui. Pourtant, outre le fait d'avoir endossé leur mission improbable et dangereuse, leur seul lien était d'appartenir à la minorité polonaise cachoube, en fait une ethnie slave de la région de Dantzig, jugée suffisamment allemande par les nazis pour être enrôlée de force. Comme Günter Grass, également d'origine cachoube et qui s'est retrouvé dans les rangs des SS, ou comme les Alsaciens, dont certains ont participé au massacre d'Oradour.

Frédéric Mitterrand est animateur-producteur de télévision, chroniqueur, écrivain, réalisateur de documentaires et de films. Il a dirigé l'Académie de France à Rome de 2008 à 2009 avant d'être nommé ministre de la Culture et de la Communication (2009-2012). Dernier ouvrage publié : *Une adolescence* (Robert Laffont, 2015).

La mise à mort se déroule dans une cour de ferme. On a dressé le poteau contre un mur recouvert de bottes de paille pour éviter sans doute que les balles ricochent. C'est le matin, il fait un temps d'automne, maussade et gris. La scène est apparemment filmée par deux cameramen. L'un se tient en retrait et on ne discerne pas grand-chose même s'il enregistre l'intégralité de l'exécution et notamment l'instant où l'on ligote les poignets et bande les yeux de Josef Wende. Il passera ainsi de longues secondes sans voir ce qui l'attend ou peut-être seulement sa courte vie qui défilera devant lui dans le noir. L'autre filme en plan rapproché mais il s'interrompt à ce moment précis avant de reprendre après la salve. On peut imaginer qu'il a répugné à enregistrer de près le dernier regard de Josef Wende avant qu'on ne l'aveugle. Une sorte de générique indique au début de la bobine qu'il s'agit du lieutenant Graham, à moins que ce ne soit le nom d'un troisième cameraman qui filme les deux autres, celui qui reste à l'écart et celui

qui est proche de Josef Wende. Cela fait quand même beaucoup de cinéma pour une exécution ordinaire.

Je repasse le film, qui a été monté avec une attention professionnelle ; plan général, plan moyen, plan rapproché selon un ordre précis. Josef Wende pénètre dans la cour escorté par un petit groupe de soldats, il y a trois types en civil, dans le flou de la profondeur du champ, qui regardent passer le condamné et qu'on ne reverra plus. Un gradé dirige le mouvement et désigne l'endroit où il faut conduire Josef Wende, le poteau au fond de la cour contre le mur aux bottes de paille. C'est un lieutenant-colonel, l'affaire est donc solennelle. Un homme grand et massif, dans la petite cinquantaine, avec peut-être un fils de l'âge de Josef Wende, pas encore sous les drapeaux, resté au Wisconsin ou ailleurs. Josef Wende se place devant le poteau de manière très naturelle comme s'il avait toujours su que c'était le seul endroit où il finirait par se tenir un jour. On a dû lui expliquer auparavant comment cela se déroulerait, à moins qu'il n'ait entendu des récits d'exécution, dans sa famille, parmi ses camarades ou d'autres condamnés. Le lieutenant-colonel veille à ce que tout se déroule conformément au règlement. Il parle à Josef Wende avec une sorte de sollicitude paternelle, un peu comme un adulte s'adresserait à un enfant qu'il faut rassurer avant une opération délicate en lui expliquant que tout va bien se passer, ça ne fait pas mal, ça ira très vite et il n'y a pas à s'inquiéter. Autour de Josef Wende et du lieutenant-colonel, les autres militaires ont l'air bizarrement désœuvré, ils ne bougent pas, ils ont le regard vague, ils attendent que ça se passe, ils doivent avoir l'habitude. Ah j'oubliais, il y a également un prêtre en soutane qui faisait partie du cortège et qui murmure lui aussi maintenant à l'oreille de Josef Wende. C'est un type jeune, avec des lunettes rondes cerclées de fer et un physique agréable, dans le genre de ceux qui jouent au foot avec les gamins au patronage. Même devenu allemand, un Polonais reste catholique et quelques mois plus tôt, avant qu'on ne l'enrôle, Josef Wende devait sans doute aller au patronage, quelque part du côté de Dantzig ou de la Silésie. Mais désormais il est à Toul, une ville dont il n'avait certainement jamais entendu parler, et il va bientôt mourir. Josef Wende, qui porte toujours sa tenue de prisonnier du travail forcé et la casquette qui lui va si bien, écoute ce que le lieutenant-

colonel lui dit d'une manière rassurante et les paroles de consolation du prêtre. Ils se penchent tous les deux sur lui au cas où il aurait peut-être quelque chose à leur répondre. Stephan Kortas, qui attend son tour pas loin d'ici, aura les yeux embués et ses lèvres balbutieront une sorte de prière, mais Josef Wende n'a rien à dire, il n'a aucune réaction que l'on puisse consigner sur un rapport ou même transmettre à sa famille s'il en a encore une, dans l'hypothèse insolite où le lieutenant-colonel ou le prêtre envisageraient de la retrouver après la guerre. Josef Wende ne regarde pas en l'air, vers le ciel nuageux de novembre, ce qui réconforterait un peu le prêtre, il ne regarde pas sur le côté vers le lieutenant-colonel, à qui cela donnerait sans doute l'impression d'accomplir correctement son devoir. Josef Wende regarde seulement devant lui, on pourrait dire devant le vide ou plutôt le néant si l'on était sûr qu'il a bien compris que c'est ce qui l'attend dans quelques secondes. Un détail laisse pourtant penser que Josef Wende n'est pas totalement absent. Il serre brièvement son poing gauche, un geste machinal, pas un geste de révolte, un peu comme le gosse qui se ronge les ongles devant un problème qu'il ne sait pas résoudre. Le prêtre en soutane et le lieutenant-colonel se parlent brièvement, en anglais ou en français, c'est la même chose pour Josef Wende, qui écoute sans comprendre puisqu'il ne parle qu'allemand. Ils doivent se dire que Josef Wende est prêt, il n'a fait aucune demande, tout se déroule aussi bien que possible. Justement voilà un soldat qui s'approche de Josef Wende avec une corde et un autre avec le bandeau. Fin momentanée des plans rapprochés.

Le peloton entre dans la cour et se met en position. C'est la seconde caméra qui filme, on ne voit le peloton que de trois quarts et pas les visages sous le casque. Josef Wende paraît soudainement un peu loin, à l'autre extrémité de la cour, tout seul, bien petit, les yeux bandés, attaché à son poteau. On lui a retiré sa jolie casquette, qu'il portait crânement un peu sur le côté. Le soldat au bandeau a dû l'emporter. Il faut savoir bien viser pour l'atteindre au thorax comme le précise le règlement. Je ne dirai pas que ce sont des professionnels des exécutions mais ils sont entraînés. Ils ont sans doute le même âge que Josef Wende, ou un peu plus, en tout cas pas beaucoup plus. Certains se posent peut-être des questions, d'autres ont envie de venger des

camarades qui sont tombés, il doit bien y en avoir un ou deux qui y prennent du plaisir ou qui s'en fichent. De toute façon, après plusieurs mois de combats acharnés en France, on ne discute pas les ordres quand il s'agit de liquider un espion qui l'a bien cherché. On raconte qu'un des fusils serait chargé à blanc quand on fusille un condamné pour apaiser les éventuels cas de conscience des soldats du peloton mais c'est invérifiable, le règlement de l'armée américaine diffère tellement de celui de l'armée française. Et puis quelle importance ? Le moment est venu de faire mourir Josef Wende. Le lieutenant-colonel se tient sur le côté du peloton, le prêtre en soutane de l'autre côté. Le lieutenant-colonel commande la salve. Josef Wende tombe de tout son long, la face contre sol. D'autres condamnés glissent le long du poteau ou s'affaissent lentement en baissant la tête, comme le fera bientôt Stephan Kortas par exemple. Mais ce n'est pas le cas de Josef Wende : sous la violence du choc il se couche à même la terre.

La caméra aux plans rapprochés peut recommencer à filmer. Le lieutenant-colonel se penche sur le corps de Josef Wende, il a retiré son casque, le prêtre en soutane le rejoint. Ils échangent quelques mots, peut-être à consonance religieuse. On ne sait pas combien de temps cela dure. L'image est très brève et le montage implacable. Il n'y a pas de coup de grâce, Josef Wende est bel et bien mort. Un médecin en uniforme – où était-il, celui-là ? – dégrafe la tenue de prisonnier de Josef Wende et l'ausculte avec son stéthoscope. Le petit cercle de métal passe sur le torse de Josef Wende entre les impacts de balle. Il y a bien une demi-douzaine de trous rapprochés, sans trace de sang, comme des petites étoiles tombées du ciel de novembre. On ne voit pas le visage de Josef Wende. Il n'y a pas d'impact de balles à ce niveau semble-t-il. Il a au moins pu partir avec son visage intact d'adolescent cachoube. On voit juste enfin ses cheveux, la tignasse blonde de ceux qui courent dans le vent. Il y a de si belles plages le long de la Baltique, du côté de Dantzig. En tout cas les gars ont effectivement bien tiré. Le médecin en uniforme fait un signe d'approbation au lieutenant-colonel. On apporte un cercueil en bois clair, comme les milliers d'autres que l'armée traîne partout avec elle et on y dépose le corps de Josef Wende, que l'on recouvre d'un drap. C'est une opération facile et rapide à

effectuer, Josef Wende n'est pas lourd à porter. Le lieutenant-colonel a disparu, il doit se préparer pour Stephan Kortas, c'est vraiment une matinée de chien. Les soldats qui emportent le cercueil ne sont pas les mêmes que ceux du peloton. Ils passent devant le prêtre en soutane, qui fait un signe de croix. C'est un geste automatique ; après, il hésite un peu et puis il se décide à suivre le cercueil de Josef Wende. Ce doit être un Français qu'on est allé chercher dans sa paroisse à Toul, je n'ai jamais vu de prêtre en soutane dans l'armée américaine. C'est encore lui qui murmurera des prières tout à l'heure à l'oreille de Stephan Kortas. Croire à la rédemption et au paradis implique forcément que l'on accepte l'enfer sur terre.

Josef Wende est enterré au cimetière militaire allemand d'Andilly à six kilomètres de Toul, bloc 30, rang 8, tombe 569. La tombe de Stephan Kortas porte le numéro 572. Il y a donc deux tombes entre les deux, d'autres espions allemands peut-être, je n'en sais rien. Le cimetière militaire allemand d'Andilly est une immense nécropole où reposent plus de trente-trois mille soldats, des organisations de jeunes franco-allemandes l'entretiennent avec soin, on y organise des cérémonies commémoratives où l'on prononce des discours sur la réconciliation et sur la paix, Jean-Claude Juncker vient régulièrement s'y recueillir.

Josef Wende était d'une beauté extraordinaire que je peine à décrire tant il en émanait de lumière. Comme les camarades d'école à qui je n'ai jamais osé parler et qui ont disparu pour toujours, le torse de Horst sur les photos de son amant, mais inerte et criblé de balles. Je serais tombé immédiatement amoureux de lui si je l'avais connu, je l'aurais soustrait à sa dérive criminelle, je l'aurais caché contre toute prudence avant qu'on ne le prenne, je l'aurais défendu au tribunal avec toute la véhémence et la douleur de la folie d'amour, je l'aurais fait évader du quartier des condamnés à mort en prenant tous les risques, je l'aurais arraché au lieutenant-colonel en lui démontrant avec les pires arguments qu'il ne pouvait pas tuer son autre fils, oui l'autre comme celui qu'il avait laissé derrière lui en Amérique et à qui il pensait en conduisant Josef Wende au poteau. Et tant pis pour moi si Josef Wende n'était qu'un petit Hitlerjugend malfaisant et fanatique

qui se serait dressé contre moi, m'aurait traité en ennemi et m'aurait tué pour s'enfuir.

J'ai ressenti la même chose, avec autant d'intensité et de violence aveugle, pour Marinus van der Lubbe, l'incendiaire du Reichstag, jeune révolutionnaire hollandais qui se prostituait dans les bars louches de Berlin, assassiné par les nazis avec la complicité des communistes, et pour le milicien de 19 ans, gosse égaré dont je ne sais même pas le nom, fusillé sans jugement à Lyon au milieu des cris de haine d'une foule ivre de vengeance et dont le regard vu par hasard sur un vieil exemplaire de *Life Magazine* accuse l'absence de miséricorde de toute l'abjection humaine. Des images déjà anciennes d'un temps que je n'ai pas connu et où j'aurais eu tant de mal à trouver ma place, vers lesquelles m'entraîne un penchant morbide que je n'arrive pas à comprendre ni à refréner.

JOURNAL

› **Richard Millet**



Qui, après la mort de Pierre Boulez, incarnera dans la musique française la figure du père ? », nous demandions-nous, le compositeur Régis Campo et moi, un soir de décembre, dans un petit restaurant japonais de la rue Gay-Lussac où, au numéro 15, Georges Bataille réunissait, dans les années trente, les membres du Collège de sociologie, pour une des aventures intellectuelles les plus fortes du XXe siècle français.

La question n'était pas seulement dictée par ce goût de la classification générationnelle qu'affectionnait, à la même époque, le critique Albert Thibaudet, mais aussi par l'inquiétude amusée que nous éprouvions devant l'absence de réponse. Un mois plus tard, au même endroit, Régis et moi ne pouvions que constater que la mort de Boulez laisse les compositeurs orphelins ; et Dieu sait si l'on a haï ce compositeur, ultime représentant de la puissante génération qui, née dans les années vingt et trente, s'éteint donc avec lui, et qui comptait, en musique, Luigi Nono, Karlheinz Stockhausen, Luciano Berio, Iannis Xenakis, György Ligeti, comme,

Richard Millet est écrivain et éditeur. Derniers ouvrages publiés : *Israël depuis Beaufort (Les Provinciales,* 2015) et *Tuer* (Léo Scheer, 2015).

en philosophie, René Girard, Gilles Deleuze, Michel Foucault, Jean-François Lyotard, Jacques Derrida, Jean Baudrillard, tous décédés, eux aussi… Quant à la mort récente de Jacques Rivette, elle sonne le glas de la génération de cinéastes de la même époque (Éric Rohmer, Claude Chabrol, François Truffaut, Jean Eustache, Maurice Pialat), Godard restant désormais l'unique figure de la Nouvelle Vague.

Que reste-t-il de cette avant-garde musicale sans laquelle la musique de notre temps ne serait pas ce qu'elle est ? De fortes individualités, dont certaines sont néanmoins au purgatoire, Nono et Ligeti tirant leur épingle du jeu, tout comme les indépendants que furent, plus âgés, Olivier Messiaen, Giacinto Scelsi, ou, aujourd'hui, le bien vivant Arvo Pärt. Et Boulez, dont on garde plus en mémoire les jugements à l'emporte-pièce qu'une réelle connaissance de son œuvre, laquelle est somme toute assez mince, car sans cesse remise sur le métier ? « Pierre n'aurait sans doute pas dû consacrer autant d'énergie à la conquête du pouvoir », me disait, il y a quinze ans, le compositeur Klaus Huber. Il n'avait pas tout à fait tort : l'exercice du pouvoir culturel a toujours lieu au détriment de l'œuvre ; et c'est la question que je me suis posée, chaque fois que j'ai rencontré l'auteur du *Marteau sans maître* ; à Cologne, d'abord, où j'ai prononcé, avant le concert qu'il dirigeait, une conférence sur *Pli selon pli* – l'une des œuvres pour lesquelles il restera, avec *Rituel*, *Répons*, les trois *Sonates pour piano*, et *…explosante-fixe…* Je l'ai interrogé ensuite pour la *Revue des Deux Mondes* (1). Et j'ai pu librement converser avec lui, il y a dix ans, au cours d'un dîner chez l'altiste Christophe Desjardins. Je venais de publier un livre d'entretiens, *Harcèlement littéraire*, qui faisait quelque bruit à cause de la liberté de jugement que je montrais à propos de quelques écrivains dont je n'aime pas les livres, notamment Jean Echenoz et Jean Rouaud. Boulez en a ri et m'a dit que les livres de ces auteurs lui étaient tombés des mains… Il faisait là preuve d'une juste mesure ; c'était d'ailleurs l'époque où il interprétait des compositeurs qu'il eût naguère envoyés au diable : Alexandre Scriabine, Leoš Janáček, Karol Szymanowski.

Nous voilà privés de cette figure paternelle, nous disions-nous l'autre soir, encore qu'il soit possible que cette figure, pour beaucoup de compositeurs plus jeunes, ait déjà disparu, il y a trois ans,

avec Henri Dutilleux, autre compositeur indépendant. Que signifie l'absence de père ? Une solitude plus grande, bien sûr ; et la nécessité de marcher seul sur la ligne de crête ; mais aussi le devoir d'assumer, peut-être, ce rôle à notre tour. Entre Boulez, né en 1925, et Pascal Dusapin, par exemple, né en 1955, il s'est écoulé trente années qui ne permettent pas encore de faire surgir cette figure, dont il faut bien dire qu'elle a été mise à mal par les coups de boutoir de la déconstruction de la métaphysique.

« Et en littérature ? La mort de Michel Tournier, qui appartenait à la génération de Boulez, ouvre-t-elle un vide pareil ? », me demandait Régis. Il n'en est rien. D'abord parce que Michel Tournier n'écrivait plus depuis longtemps. Tard venu au roman, il en est tôt sorti, et son œuvre ne compte, pour être franc, que trois romans importants, dont les deux premiers sont devenus des classiques, *Vendredi ou les limbes du Pacifique*, *le Roi des aulnes* et *les Météores* ; à quoi on peut ajouter l'autobiographie intellectuelle qu'est *le Vent Paraclet* et le *Journal extime*. Le reste est d'un intérêt bien moindre.

Qu'importe, d'ailleurs, quand on est l'auteur d'un des grands romans de la seconde moitié du XXe siècle, *le Roi des Aulnes*, pensais-je, un soir de 2005, à Nancy, à une table où je me suis retrouvé en face de Tournier… J'avais, je l'avoue, l'esprit occupé d'une passion tout autre que littéraire, et j'étais médiocrement disposé à parler de littérature. Je n'ai d'ailleurs pas eu besoin de parler : Tournier, dont nul ne semblait se soucier, en ce bout de table, s'adressait à moi par à-coups, sortant de lui-même comme d'une eau profonde, avant d'y redisparaître, baissant la tête, l'air sombre. Je me trouvais là devant une des figures littéraires dont ma jeunesse était curieuse et qui, à l'âge mûr, m'était devenue indifférente – ce qui est une des raisons pour lesquelles je n'ai jamais cherché à rencontrer Julien Gracq, le dernier à avoir assumé le rôle de grand-oncle littéraire. Sans doute lui ai-je dit que j'avais obtenu mon certificat de professeur de lettres grâce à un cours sur *Vendredi ou la vie sauvage*, avec une classe de sixième. Il n'écoutait pas. Il était ailleurs, le visage plus clos qu'un burg rhénan, murmurant que son œuvre était mal comprise, pas estimée à sa juste valeur. Je n'avais pas la force de la louer. Je n'étais, devant lui, qu'une

figure de hasard, et lui la proie du crépuscule. Les ombres lui dévoraient le visage. La nuit tombait sur Nancy. Tournier n'en sortait que pour me demander ce que je pensais de *Gilles et Jeanne*, de *la Goutte d'or*, d'*Éléazar*. Je n'en pensais rien, n'ayant pas lu ces romans. Je souriais vaguement, songeant à autre chose. Le seul moment où Tournier s'est vraiment redressé est celui où, à une table voisine, deux adolescents, un frère et une sœur, fort beaux, se sont levés à la suite de leurs parents : sa figure s'est alors éclairée comme si la lumière des visages adolescents lui rendait un peu de vie.

Nous ne sommes pas, nous autres écrivains qui avons vu le jour dans les années cinquante, les orphelins de Tournier, ni d'ailleurs de personne. Écrire, c'est être seul et rechercher une solitude dont toute une vie d'écrivain n'épuisera pas l'énigme. Nous sommes les enfants de la fin des avant-gardes et de la désillusion politique. Nous avons vu mourir Maurice Blanchot, Claude Simon, Michel Leiris ; mais ils n'étaient pas des pères. Et il nous reste Michel Butor… Il est pourtant certain que, me nourrissant de plus de musique que de littérature, la mort d'Henri Dutilleux m'a affecté plus que celle d'aucun écrivain. Avec d'autres compositeurs, Régis Campo a participé à un disque d'hommage (2) à l'auteur de *Tout un monde lointain* : sa pièce pour violoncelle seul, *Au cours du temps*, suggère magnifiquement, en cinq minutes, ce qu'il faudrait plusieurs pages de texte pour exprimer : « le fondu enchaîné de deux idées ou de deux tempos ». C'est là un des pouvoirs que la littérature enviera éternellement à la musique.

1. Pierre Boulez, « Prenons garde à la démagogie », *Revue des Deux Mondes*, janvier 2001.
2. Fabrice Bihan, Philippe Bourlois, *Hommage à Henri Dutilleux*, CD Triton TRI331196.

LA PLACE DE LA LITTÉRATURE

› **Michel Delon**

Il fut un temps où la dissertation était l'épreuve maîtresse des examens et où les hommes politiques préparaient un vers ou quelque autre citation littéraire pour conclure un entretien avec un journaliste. Les classiques occupaient le centre des bibliothèques et les tirades apprises par cœur dès l'école primaire restaient dans les mémoires. Ce temps est bien révolu. L'expression sur les bancs de la classe a remplacé la littérature et les présidents de la République préfèrent pour leur portrait officiel le gazon à la bibliothèque de l'Élysée. On a même entendu l'un d'entre eux citer la présence de *la Princesse de Clèves* dans un concours administratif comme une preuve de la sclérose du pays. Les fautes de français deviennent alors une preuve d'authenticité. Le document brut serait préférable à l'œuvre littéraire et l'autofiction plus proche de la vie que la création d'une fiction. Des essayistes se sont alarmés d'un tel désintérêt pour la création littéraire. Il y a vingt-cinq ans, Danièle Sallenave saluait la littérature comme un « don des morts », un legs du passé qui assure la solidarité entre les générations (1). Toute œuvre littéraire, expliquait-elle, pourrait se donner le programme assigné par

Baudelaire à la poésie : « faire dire aux morts rajeunis leurs passions interrompues ». En 2000, des enseignants publiaient un manifeste, « C'est la littérature qu'on assassine », et une association était créée : « Sauver les lettres ». Tzvetan Todorov prenait conscience de l'usage fait par certains pédagogues de son formalisme. Il annonçait « la littérature en péril », non pas parce que l'on fait étudier à l'école des textes « non littéraires », mais parce qu'on ne veut voir dans les œuvres que de simples applications d'une conception formaliste, nihiliste ou solipsiste de la littérature (2). Chaque texte ne serait qu'une « mise en abyme » de lui-même et tout roman devrait être lu comme un méta-roman. On oublie ainsi que Molière et Shakespeare, Diderot et Dostoïevski nous parlent d'abord de la vie et du sens que nous pouvons lui donner. Avec un style et une perspective sans doute différents, Yves Citton voyait « l'avenir des humanités » dans un art de l'interprétation, affiné par la lecture et le commentaire (3). Aux discours qui simplifient, la littérature oppose un monde complexe et nuancé, elle soulève des questions plutôt qu'elle n'y répond. L'efficacité exige souvent des réponses rapides, mais elle a besoin de grandes marges de latence et de lenteur, où la lecture a ses rythmes et prend son temps.

Michel Delon est professeur à la Sorbonne. Il est notamment l'auteur du *Dictionnaire européen des Lumières* (PUF, 1997) et de *Sade, un athée en amour* (Albin Michel, 2014).
› michel.delon@paris-sorbonne.fr

Deux livres viennent prolonger la discussion. William Marx prend pour titre une formule de Flaubert telle qu'elle est rapportée par Zola : « Sa grande rancune contre les hommes venait beaucoup de leur indifférence en art, de leur sourde défiance, de leur peur vague devant le style travaillé et éclatant. Il avait un mot qu'il répétait souvent de sa voix terrible : la haine de la littérature ! la haine de la littérature ! (4) » William Marx s'interroge sur l'agressivité de Platon, qui exclut les poètes de la Cité, et sur celle de toutes les Églises, qui s'inquiètent des batteurs d'estrade, faisant concurrence à la pesanteur du réel et aux certitudes de la vérité établie. C'est ensuite la science qui se veut seule garante du progrès et serait menacée par la rêverie des écrivains, et aujourd'hui encore l'économie qui s'érige en science. La complaisance des auteurs à montrer ce qui contrevient à la morale serait un danger

pour l'ordre social. *Madame Bovary* et *les Fleurs du mal* sont condamnés sous ce prétexte. Ils risquent désormais de l'être comme élitistes, composés dans une langue qui n'est plus la nôtre, donc éloignés de la vérité des quartiers. Technocrates et sociologues, ou du moins certains sociologues, tombent d'accord pour préférer un apprentissage des modes d'expression aux complications des textes littéraires. William Marx ne craint pas les approximations du pamphlet pour créer une continuité de ces attaques, « de Platon à Nicolas Sarkozy » ! Du moins montre-t-il bien que la littérature ne peut pas plus être vidée de son contenu que séparée d'un travail formel.

Hélène Merlin-Kajman s'exprime en tant qu'enseignante, chargée de faire comprendre des textes anciens à des étudiants, et en tant que mère de famille ayant lu des histoires à ses fils, auxquels l'essai est dédié (5). Tel texte de Baudelaire qui froissait les magistrats du XIXe siècle choque encore un jeune lecteur d'aujourd'hui. Le poète se réjouit de casser les vitres d'un « mauvais vitrier » qui *a priori* semble un bien brave homme. La poésie dérange les évidences du bien et du mal, elle fait déraper l'identification à un personnage, elle contraint à la distance critique et à l'échange argumenté. Le témoignage rappelle le passé mais peut aussi le banaliser, l'œuvre littéraire ravive les blessures mais aide à dépasser le traumatisme. Le témoignage conforte chaque groupe dans ses certitudes, l'œuvre littéraire les gêne en ce qu'elle croise le plaisir et la souffrance, la violence de la vie et la beauté de l'art. Un tel mélange brouille les catégories connues d'avance. Ne voir que le témoignage, c'est oublier la mise en forme. Réduire l'œuvre à une forme, c'est la vider de son émotion. Tel collègue douche l'enthousiasme de ses étudiants en début de cours : « Tant que, à cette phrase, "Il ouvrit la porte", vous verrez la porte s'ouvrir plutôt que de penser "passé simple, troisième personne du singulier, énonciation zéro", vous ne serez pas vraiment des étudiants de littérature. » Gageons que les meilleurs étudiants ont continué à voir la porte s'ouvrir, et même à mieux la voir ou à la voir s'ouvrir différemment. La littérature dégage un espace de dialogue entre les époques, entre les situations, entre les expériences. Elle impose à ses lecteurs le choc d'une émotion et lui permet de ne pas en rester là. Elle donne le sentiment d'une beauté

ou d'une force qui dépassent l'instant. On a pu rattacher ce sentiment à des valeurs transcendantes ou éternelles, mais il éveille surtout notre conscience d'appartenir à une continuité de générations et à une communauté bien au-delà des groupes particuliers et partisans. En ce sens, oui, la littérature est « une zone à défendre » qui nous apprend à mettre des mots sur ce que nous vivons et à chercher les mots nouveaux qui changent la vie.

1. Danièle Sallenave, *le Don des morts. Sur la littérature*, Gallimard, 1991.
2. Tzvetan Todorov, *la Littérature en péril*, Flammarion, 2007.
3. Yves Citton, *l'Avenir des humanités. Économie de la connaissance ou cultures de l'interprétation ?*, La Découverte, 2010.
4. William Marx, *la Haine de la littérature*, Les Éditions de Minuit, 2015, p. 163.
5. Hélène Merlin-Kajman, *Lire dans la gueule du loup. Essai sur une zone à défendre, la littérature*, Gallimard, 2016.

LE RÊVE IDÉOLOGIQUE D'UN HOMME RIDICULE

› **Pierre Cormary**

C'est entendu, Édouard Louis est la tête à claques du moment. Son radicalisme outrancier qui lui fait dire et faire n'importe quoi, comme boycotter Marcel Gauchet il y a deux ans, aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois (imaginez *Pif Gadget* contre Raymond Aron). Son antiracisme stalinien qui lui fait déclarer qu'il trouve plus d'excuses à son agresseur kabyle, qui l'a volé, violé et a tenté de l'étrangler, plutôt qu'à la police, forcément « raciste » – sans compter son altruisme pathologique qui l'amène à comprendre que son agresseur se soit lui-même senti « agressé » par son air de « bourgeois ». Sa complicité mimétique avec son pote Geoffroy de Lagasnerie, auquel le livre (1) est dédié, et avec qui il signa en septembre 2015 un « Manifeste pour une contre-offensive intellectuelle et politique» (2) et dans lequel les deux compères imposaient sans rire comme principe premier au débat public… le droit de refuser de débattre avec les gens qui ne sont pas d'accord avec vous. Sa volonté de mal écrire au nom du respect de la lutte des classes – mais dans ce cas, pourquoi éviter les fautes d'orthographe (surtout à l'heure actuelle), et même, à quoi bon commettre

Pierre Cormary est lecteur, éditorialiste et blogueur.

un roman, et notamment un comme celui-ci qui ne sera jamais lu par la classe qu'il « défend », celle-ci bien plus « œil pour œil et dent pour dent » qu'il ne se l'imagine, et qui au contraire triomphera auprès des lecteurs de *Télérama* ?

C'est cela qui est fascinant chez l'auteur d'*En finir avec Eddy Bellegueule* : comment un écrivain, qui, par définition, devrait se situer au-dessus de tout mensonge romantique, surtout lorsque celui-ci est, dans son cas, purement idéologique, se fait bouffer par sa propre idéologie ; comment un artiste galvaude son talent au nom de sa doctrine ; comment une littérature du mal devient, sous sa plume, une leçon de morale. Ce qui est fort dommage car enfin, il y a de belles pages dans *Histoire de la violence*, et même de bons chapitres. Par exemple, quand il décrit sa peur lorsqu'il est dans la chambre avec Reda, son agresseur, et que sa conscience se suspend, tentant de se concentrer sur autre chose que sur sa panique, ou ces moments où il « compte » dans sa tête jusqu'à cinq cent ou mille deux cents, afin de faire que le temps de la douleur ou de l'angoisse passe plus vite et qu'il en soit bientôt sorti – instants « raskolnikoviens » s'il en est. Réussis, aussi, les surgissements du passé qui se calquent au présent et l'expliquent jusqu'à un certain point, les larcins qu'il commettait, adolescent, dans sa campagne, et qui lui permettent d'« accepter » que son amant le vole ce soir-là ; la vieille femme méchante de son village, Ordive, sur laquelle les pires rumeurs couraient et qui lui rappelle le directeur tyrannique du propre père de Reda lorsque celui-ci lui raconte quelques épisodes de sa vie – pages saisissantes qui ne sont pas sans rappeler, mais oui, celles de Richard Millet dans ses propres évocations du passé, le pays perdu, les ombres douloureuses, la solitude de là-bas. Impeccable enfin, la description de l'attirance sexuelle pour son agresseur, celle-ci ne disparaissant pas, évidemment, après le viol et la tentative de meurtre – et même s'il lui faut tousser chez le médecin pour expulser l'air que Réda a respiré chez lui. Dans l'affect, l'action, le souvenir, mais aussi la description clinique et le monologue intérieur, il faut le reconnaître, Louis l'emporte.

La structure narrative en forme de récit dans le récit, par laquelle le narrateur, ayant raconté son histoire à sa sœur l'écoute, à travers la porte, narrer à son tour celle-ci à son mari, et s'aperçoit des changements de perception qui s'y opèrent, comme dans tout récit que l'on

rapporte, exprime à merveille la dépossession propre à la parole qui passe de bouche à oreille, et notamment entre frère et sœur, entre lesquels les subjectivités s'affrontent et se complètent nécessairement. Cette *Histoire de la violence* est aussi une histoire de la parole – comment une histoire se diffuse, sinon se « falsifie » au sein d'une même famille, sédimentant sur son passage tous les sentiments et ressentiments des uns et des autres, et nous mettant, à nous lecteurs, la puce à l'oreille : et si ce qu'Eddy Bellegueule n'avait jamais pardonné à sa famille était que celle-ci avait finalement accepté sa « différence » sans maugréer plus que cela, rendant ainsi caduque son premier livre et ridicule son obsession de la fracture sociale ? Et si la différence inavouable de celui-ci n'était pas tant son homosexualité que sa complaisance à se croire si « différent » dans sa famille de prolos ? Et s'il nous avait menti depuis le début, faisant de sa prétendue autofiction un chantage LGBT ? Et si c'était sa sœur qui avait raison ?

> « Mais nous, on a très bien accepté *(ce n'est pas vrai)*. Alors, j'ai des doutes, j'ai des soupçons. Des fois je soupçonne Édouard de nous avoir avoué qu'il était différent – pas pour se rapprocher de nous ou pour qu'on le connaisse mieux, puisqu'à la base, je crois je me trompe pas, c'est pour ça qu'on avoue un secret, mais au contraire je crois qui nous l'avoué pour l'inverse. Parce qu'il espérait secrètement qu'on l'accepterait pas, il espérait que de nous le dire ça l'éloignerait de nous *[...]* c'est que comme il s'est rendu compte qu'on l'acceptait très bien, lui, et qu'on acceptait très bien son secret, il nous en a voulu, il nous en a voulu parce qu'il s'effondrait, son plan, et qu'il pourrait pas aller raconter aux autres que tout était de notre faute, et je me dis des fois qu'il nous a jamais pardonné de l'avoir accepté. »

Roman de l'oralité et de l'écoute (au sens des écoutes policières), *Histoire de la violence* se lit comme une enquête d'autant plus passionnante qu'elle se retourne progressivement contre son auteur.

Car à force d'ultraconscience sociale, à force de faire semblant d'être davantage choqué par « les affiches répugnantes du Front national » que par sa propre mésaventure, à force de soutenir mordicus que tout le monde est coupable sauf le coupable, le narrateur franchit le mur de la vérité romanesque et rate son sujet principal, qui n'était rien d'autre que la question du mal – dont il est vrai qu'il faut être chrétien pour vraiment la comprendre. Et là, tout à son marxisme mental, Louis est à l'ouest. Complètement raté, en ce sens, son insert de Faulkner – non pas que l'on n'ait pas le droit de citer *Sanctuaire* dans un roman traitant du viol, au contraire, mais si on le fait, alors il ne faut pas trahir le sens faulknérien qui, on a un peu honte de rappeler cette évidence, à aucun moment, ne sombre dans la « dénonciation » du système et ne fait du violeur une « victime » de l'exclusion. La grande humanité, celle de Faulkner, de Dostoïevski, de Cervantès, n'a jamais été humaniste mais chrétienne, tragique, dans tous les cas anti-idéologique. Dans *les Frères Karamazov* ou *le Bruit et la fureur*, si les gens tournent mal, ce n'est pas à cause de la « domination » ou du Front national.

Pourtant, après son agression, Édouard devenait raciste et c'était presque une bonne nouvelle: l'idéologue pur et dur se révélait enfin humain, méfiant, trouillard. Il se rendait compte que les bas sentiments existent, que le mal est en nous – et pas simplement au Fonds monétaire international ou dans un article de Marcel Gauchet.

> « … dans le fantasme raciste qui me colonisait, le danger avait toujours le visage d'un homme. Je baissais les yeux ou tournais la tête et je suppliais en silence. Ne m'agresse pas, ne m'agresse pas. Je ne baissais pas les yeux si l'homme était blond, roux, ou s'il avait une peau très pâle. »

Las ! Il ne lui faut que deux ou trois mois pour retomber dans ses dogmes bourdivins, ceux-ci relevant non pas de « la vérité qui consume » comme il le croit en recopiant en guise d'épilogue un extrait de *Kaddish pour l'enfant qui ne naîtra pas*, d'Imre Kertész, mais bien de cette morale de déni qui lui est propre et dont il nous avait prévenus qu'elle l'avait déjà sauvé bien des fois :

« Les mensonges m’ont sauvé plus d’une fois. *[...]* Ma guérison est venue de là. Ma guérison est venue de cette possibilité de nier la réalité. »

Admettons que celui qui avoue qu’il nie le réel pour s’en protéger est, d’une certaine manière, dans sa vérité – et dans celle du réel qui le mortifie tant ! Dès lors, on pourrait lire *Histoire de la violence* en dépit des intentions de son auteur, le déposséder à notre tour (ce qui est le droit le plus strict du lecteur), et y voir les déboires d’un bobo qui ne comprend même plus son propre malheur ; un type qui a perdu tout instinct de survie, toute primitivité, sinon toute puissance individuelle ; un ectoplasme comme on en voit tant aujourd’hui et qui loin d’être une résistance à l’époque comme il se l’imagine n’en est que le miroir le plus moche ; un crétin victimaire qui instrumentalise sa propre misère ; un homme ridicule qui fait des songes idéologiques, comme dans la nouvelle de Dostoïevski *le Rêve d’un homme ridicule*. Si tel était le cas, Édouard Louis aurait pu écrire un chef-d’œuvre. Mais écrire un chef-d’œuvre, ce serait faire triompher la vérité romanesque contre le mensonge idéologique, ce serait préférer la littérature à sa petite éthique de radical d’ultra-gauche à la noix, ce serait admettre que le mal n’est pas que social. Et ça, jamais.

1. Édouard Louis, *Histoire de la violence*, Le Seuil, 2016.
2. Https://blogs.mediapart.fr/geoffroy-de-lagasnerie/blog/260915/manifeste-pour-une-contre-offensive-intellectuelle-et-politique.

TRÉSOR ET CONJURATION

› **Frédéric Verger**

Les romans d'amour sont trop naïfs ou trop cyniques. Et les plus insupportables ceux où le cynisme s'y révèle la pire forme de naïveté et la naïveté le déguisement le plus infâme du cynisme.

Deux livres récents, pourtant, échappent à cette triste alliance, sauvant pour ainsi dire du même geste l'honneur de l'amour et celui du roman.

Le premier, *la Conjuration des anges* d'Igor Sakhnovski (1), peut-être le meilleur romancier russe d'aujourd'hui, est plein de charme, d'ardeur, de drôlerie cynique ; il s'en dégage surtout cette intelligence de la vie qui est l'un des plus grands charmes du genre, si l'on entend par là le talent poétique et moral qui donne au lecteur le sentiment que le livre lui révèle ce qui est vraiment intéressant dans l'existence.

Le roman tresse trois récits : les épisodes picaresques des histoires d'amour de la famille du narrateur dans la Russie des années quarante aux années soixante-dix ; le voyage érotique et tendre en Angleterre du même narrateur devenu écrivain en compagnie d'une charmante maîtresse du cru ; l'évocation de figures féminines historiques et mythiques,

héroïnes de légendes où l'amour se mêle à la mort. Lilith, Jeanne la Folle, Maria del Rosario, évoquées par l'auteur avec un mélange de passion et de cocasserie lorsque leurs ombres font irruption dans sa vie.

Le charme du livre tient à un mélange, typique de Sakhnovski et qu'on trouvait déjà dans *Roza* (2) son premier roman : l'humour sarcastique, un peu brutal du *rasskaz*, ce récit court typique de la littérature russe qui imite la spontanéité et la fraîcheur de l'oralité, est sans cesse entremêlé à des touches de rêverie lyrique, dont la saveur est mélancolique ou cruelle. La beauté du style de Sakhnovski tient à ce que ces deux aspects ne s'expriment pas sur des tonalités différentes. Tous deux procèdent d'une concentration aiguë de la réflexion ou du rendu sensuel des choses d'autant plus vive que la phrase semble avoir l'allure simple, naturelle, presque négligée d'une confidence faite avec détachement. Comme dans *Roza*, le hasard et les coïncidences, les échos du même motif retrouvés tout au long d'une vie – et même, ici, tout au long des siècles – apparaissent comme la matière la plus profonde et la plus secrète de l'existence. Cela fait justement qu'elle ressemble à une conjuration des anges. Et l'amour lui-même, puisqu'il repose toujours sur le hasard et la répétition, tire une part de sa force de ce qu'il fait apparaître, mieux que tout autre expérience, cette réalité étrange de la vie. En ce sens, ce roman plein de digressions est d'une unité rare. Il faut absolument lire cet écrivain de premier ordre, trop méconnu en France.

Frédéric Verger, professeur agrégé de lettres, est l'auteur d'un roman, *Arden* (Galimard, 2013).

Dans le dernier roman de Jean-Marie Laclavetine, *Et j'ai su que ce trésor était pour moi* (3), un homme, au chevet de sa maîtresse mourante sur un lit d'hôpital, raconte une succession d'histoires, poussé par l'espoir ou la superstition qu'elle ne mourra pas tant qu'elles dureront. Ce couple, où l'homme plus âgé regarde mourir la jeune femme, constitue un motif principal dont le caractère pathétique – comme tant d'autres dans ce roman – naît d'une sorte de sarcasme de la vie. Lorsqu'ils s'étaient connus, les deux amants avaient voulu préserver l'amour en se racontant une histoire ou en échafaudant l'ombre d'un roman à chacune de leur rencontre. C'est que lorsqu'on écoute une histoire, aucun moment ne ressemble à un autre puisque chaque péripétie est inédite, et pourtant on se trouve plongé dans un monde immobile à l'abri du temps. En ce

sens, leur pacte semblait rendre possible l'idéal contradictoire de tous les amants. La force de l'histoire tient au fait que cette situation nouvelle (elle ne parle plus et il n'est pas sûr qu'elle l'entende) est à la fois la parodie ironique de ce pacte et son apothéose. Comme Schéhérazade, le narrateur lutte contre la mort en inventant des histoires ou en poursuivant celles qu'ils avaient un jour imaginées ensemble. Hymne à la fiction, c'est-à-dire non seulement au pouvoir de tout transformer en fiction mais aussi à la nature fictionnelle, mensongère, de l'existence.

Jean-Marie Laclavetine est un romancier original parce qu'il crée une nuance particulière de sentiment. On trouve souvent dans ses romans le récit apparemment nostalgique d'une jeunesse, d'une innocence perdue, mais ce paradis recèle toujours quelque chose de secrètement imparfait, cruel ou même ridicule ; et cette alliance, cet accord du sentimental et de l'ironie, du naïf et du désabusé, sans que jamais l'un ne donne la note dominante, donne à ses romans leur registre original. Baigné d'une sorte de mélancolie émerveillée, d'exaltation amère, le monde de Laclavetine est un paradis déchu, mais pas tout à fait, comme si la chute s'était interrompue en route : l'innocence y est déjà contaminée par le mensonge, mais le mensonge conserve quelque chose d'innocent. C'est parce qu'il montre dans le même geste l'ardeur et le dérisoire que son roman parle vraiment d'amour. Un roman d'amour déchirant parce que la passion, l'adoration se mêlent à toute une part de comédie et de mensonges, celle de la vie même, qu'il traîne avec lui, et même dont il se nourrit. Roman ni sentimental, ni ironique, ni naïf, ni sarcastique, mais qui tisse avec ivresse une sorte de moire où tous ces sentiments se croisent, se fondent, s'engendrent. Il y a là beaucoup de cœur, et aussi une sorte de dureté, et il est beau que dans ce roman on ne puisse dissocier le pathétique de la dureté.

1. Igor Sakhnovski, *la Conjuration des anges,* traduit par Véronique Patte, Gallimard, 2015.
2. Igor Sakhnovski, *Roza,* traduit par Véronique Patte, Gallimard, 2007.
3. Jean-Marie Laclavetine, *Et j'ai su que ce trésor était pour moi*, Gallimard, 2016.

CRITIQUES

LIVRES

Nouvelle charge contre Heidegger

› Eryck de Rubercy

Heidegger : comment s'en débarrasser ? Telle est la question qui taraude en profondeur ses détracteurs, revenant régulièrement à la surface sans qu'ils ne parviennent à entraîner une mise à l'écart de son œuvre qui, selon Emmanuel Faye, aurait « bien plutôt sa place dans les fonds d'histoire du nazisme et de l'hitlérisme » (1). Depuis que Victor Farias a fait paraître, il y a près de trente ans, *Heidegger et le nazisme* (2), un livre que François Fédier (3) a qualifié de scandaleux, on a ainsi assisté à la mutation en « nazi et antisémite » du philosophe que Hannah Arendt considérait comme un « génie » (4). Car, de plus en plus, la complexité de ce dernier se dévoile, ne serait-ce que par le complément d'information apporté récemment par les *Cahiers noirs*, journal de pensée personnel tenu depuis le début des années trente jusqu'en 1970, ayant provoqué des protestations indignées pour être « parsemés de réflexions indiscutablement antisémites » (5) d'après l'opinion de beaucoup résumée ici par Roger-Pol Droit (6). Un colloque eut même lieu en 2015 à la Bibliothèque nationale de France sur l'épineuse thématique de Heidegger et « les juifs » (7).

Cette fois, c'est au tour de Guillaume Payen de publier avec les scrupules d'« une double culture : historique et philosophique », une biographie politique, *Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme* (8), dont les travaux de recherche furent soutenus par la Fondation pour la mémoire de la Shoah. Autant le dire d'emblée : si les ouvrages sérieux

consacrés à l'œuvre de Heidegger – à commencer par ceux de Jean Beaufret (9) – constituent une vaste bibliothèque, celui-ci s'en distingue par le portrait extrêmement intime de son modèle qu'on découvre véritable don Juan s'attirant les foudres de sa femme, par ailleurs mère d'un fils illégitime. Alors certes, « une biographie dresse toujours le portrait d'un homme » mais on pourrait ici faire à son auteur le reproche d'avoir mis, non sans arrière-pensée, un peu trop les points sur les *i*. Et il est si facile de tourner en ridicule la moustache de Heidegger en la comparant à celle de Hitler ! Ou de se moquer de sa petite taille ! Ce n'est donc pas le « génie » philosophique du « maître de Fribourg » mais les revirements de sa destinée, dont la fin imposa à Guillaume Payen « de lutter avec force énergie contre une colère et un dégoût », qui l'auront conduit à lui consacrer une biographie. Dès lors, peut-on encore le croire lorsqu'il écrit que « “sans ire ni zèle” comme le voulait Tacite, il s'agit de ne prendre parti » ? Sa conviction étant que ce n'est un mystère pour personne que le philosophe, qu'on voit ici « méprisant, menteur, égocentrique », fût avant tout nazi.

Et, certes, on ne saurait ignorer son tristement célèbre « discours de rectorat » de 1933. Sa démission de recteur de l'université de Fribourg-en-Brisgau le 14 avril 1934 n'est assurément pas suffisante pour l'en disculper. Pas plus que sa naïveté observée par Guillaume Payen lorsqu'il affirme qu'« apolitique, car dénué de connaissance et d'estime pour la politique concrète, le philosophe accordait beaucoup moins d'attention aux événements et à ses contemporains qu'à la philosophie et aux auteurs du passé ». Or sa biographie entend nous montrer le cheminement suivi par Heidegger – du seul point de vue politique – d'abord en mettant en avant son abandon du catholicisme au profit du protestantisme à une époque où la défaite touchait son pays en 1918 puis comment il rêva à une « révolution de la pensée » pour faire que la « jeunesse universitaire » pût

« laisser un esprit nouveau prendre forme dans le monde de manière créatrice », au moment où, comme beaucoup d'autres, il croyait que l'avènement de Hitler pourrait y contribuer. Au lieu de quoi, « ne réussissant finalement pas à imposer ses vues et sa personnalité *[…]* il se replia progressivement sur son enseignement », mais « sans nullement rompre avec le régime », commente Guillaume Payen, qui, du coup, fait de Heidegger le « suppôt d'un régime criminel » se prenant jusqu'au bout au sérieux et se retranchant encore plus fermement sur ses positions. Et de juger – fort de ses arguments à lui et de ce qu'il veut être des preuves à l'appui de ses dires – que le dessein philosophique de Heidegger, qu'il n'hésite pas au passage à accuser de plagiat d'un discours de Hitler, se réduirait à combattre « l'enjuivement croissant » de l'Allemagne. Et cela, en excluant les juifs de la nation malgré sa relation extraconjugale avec une juive. D'où se risque-t-il à supposer que « la conclusion s'impose vite, même si elle est discutable, que le philosophe a connu et approuvé le génocide » qu'il se serait aussi « employé à minorer » après-guerre ; étant entendu que Heidegger « ontologisa, poétisa et historicisa cette idéologie criminelle et totalitaire, à laquelle il donna le plus haut degré de sophistication ». Ainsi le livre de Guillaume Payen se veut-il justicier « jusqu'après la mort » d'un Heidegger dont la pensée découlerait en droite ligne des thèses du nazisme avec son élément d'antisémitisme.

Reste que Heidegger, admettant avoir commis une « bêtise », a bel et bien comparu en 1945 devant une commission d'épuration constituée, sous l'autorité du gouvernement militaire, par l'université de Fribourg, dont il eut à rester éloigné jusqu'en 1950. Et c'est en 1966 qu'afin de s'expliquer sur sa conduite personnelle sous le nazisme, il accepta d'accorder au *Spiegel* un entretien pour lequel il avait demandé à être assisté de Heinrich Wiegand Petzet qui, par ailleurs, restitua dans un livre intitulé « Le che-

min de l'étoile » (10) les cinquante années d'amitié qui les lièrent. Or Guillaume Payen ne fait qu'en retenir le titre original (11) sans en faire la moindre citation. Sans prétendre qu'il ne s'y est pas reporté, l'équité non moins que la vérité historique n'auraient-elles pas voulu qu'il prenne la peine d'en mentionner des passages ? Quant à l'œuvre de Heidegger, en serions-nous désormais délivrés ? Rien n'est moins sûr ; son étude philosophique pouvant très bien précéder et ne dépendre d'aucune publication destinée à la ternir aux yeux de tous.

1. Emmanuel Faye, *Heidegger, l'introduction du nazisme dans la philosophie. Autour des séminaires inédits de 1933-1935*, Albin Michel, 2005, p. 513.
2. Victor Farias, *Heidegger et le nazisme*, Verdier, 1987.
3. François Fédier, *Heidegger : anatomie d'un scandale*, Robert Laffont, 1988.
4. Lettre de Hannah Arendt à Kurt Blumenfeld, 16 décembre 1957, *Die Korrespondenz Hannah Arendt-Kurt Blumenfeld*, Klostermann, 1995, p. 197.
5. Roger-Pol Droit, « Pour en finir avec Heidegger », *le Point*, jeudi 6 février 2014, n° 2160, p. 95.
6. Voir aussi « Heidegger était-il nazi ? Antisémite ? » entretien avec François Fédier, *Revue des Deux Mondes*, avril 2014, et « Heidegger, philosophe pour la France ? », *Revue des Deux Mondes*, mai 2002.
7. « Heidegger et "les juifs" », *la Règle du jeu*, Grasset, n° 58 et 59, septembre 2015.
8. Guillaume Payen, *Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme*, Perrin, 2006.
9. Jean Beaufret, *Dialogue avec Heidegger*, 4 tomes, Éditions de Minuit, 1973-1985.
10. Heinrich Wiegand Petzet, *le Chemin de l'étoile. Rencontres et causeries avec Heidegger, 1929-1976*, Éditions du Grand Est, 2014.
11. Heinrich Wiegand Petzet, *Auf einen Stern zugehen*, Societäts-Verlag, 1983.

LIVRES

Louis XVIII, le jacobin fleurdelysé

› Hadrien Desuin

Emmanuel de Waresquiel revient sur la Restauration (1), période dont il est incontestablement le spécialiste. L'historien des idées et biographe de Talleyrand, de Fouché et de Richelieu signe une page d'histoire mais aussi un essai de sciences politiques, fruit de vingt-cinq ans d'abondantes recherches. Méprisée par le roman national, écrasée par la geste de la Révolution et le souvenir de l'Empire, la Restauration de Louis XVIII était jusqu'alors traitée comme une parenthèse ou, pire, une anomalie de l'histoire. La place de la Restauration est pourtant centrale pour comprendre la France d'aujourd'hui.

Avec son style presque balzacien, Emmanuel de Waresquiel offre au lecteur une synthèse aussi séduisante qu'argumentée : la démocratie française a fait son apprentissage parlementaire sous la Restauration à l'occasion de la brillante opposition entre ultras et doctrinaires.

L'auteur commence par détruire le mythe des « fourgons de l'étranger » et montre comment Louis XVIII s'est appuyé sur le soutien populaire pour forcer la main de la Sainte Alliance. Mais Louis XVIII est âgé, il est méprisé pour son physique et son manque de charisme. L'occupation des alliés et la prospérité économique contrastent avec l'éclat spartiate des conquêtes révolutionnaires et impériales.

Lorsque le frère cadet de Louis XVI accède au pouvoir après un quart de siècle d'exil, il a beaucoup appris et beaucoup oublié. Contrairement à ses frères, il a la volonté de régner avec l'habileté et l'autorité nécessaires. Talleyrand et

Fouché organisent la transition. De sorte que le projet de Louis XVIII est davantage une fusion des deux histoires de France plutôt qu'une restauration *stricto sensu* de l'Ancien Régime. « Il ne faut jamais être le roi de deux peuples et tous les efforts *[...]* tendent à faire que ces deux peuples qui n'existent que trop finissent par n'en faire qu'un seul », écrit-il à son frère. Il donne à la France une Charte qui sera le socle d'une monarchie constitutionnelle que les « monarchiens » de 1789 appelaient de leurs vœux. « La Charte est beaucoup plus qu'un traité de paix, c'est une alliance », résume Guizot. Surtout, il a l'habileté de conserver les avancées administratives et législatives de ses adversaires. Le Code civil, l'abandon des privilèges, le corps préfectoral, le Conseil d'État ou les biens nationaux ; les acquis de l'Empire sont conservés tandis que la liberté de la presse, le vote du budget et le droit d'amendement entrent dans les mœurs. « Tout se passe comme si le régime était en passe de réussir grâce à la Révolution et à l'Empire ce que l'ancienne monarchie avait échoué à entreprendre », analyse Waresquiel. Mettre fin à la guerre, centraliser la France et dompter la noblesse et le clergé ; la figure d'Henri IV est omniprésente à partir de 1814. À bien des égards, Louis XVIII brille par sa modération, sa clairvoyance et son esprit éclairé. En cela il est fidèle à sa jeunesse libérale commune à ses cousins d'Orléans. Les ministères Richelieu et Decazes sont les artisans d'un programme précis : « royaliser la nation, nationaliser la royauté ». C'est un « jacobin fleurdelysé », dira de son roi un opposant ultra.

La volonté de juguler le torrent de la Révolution et de l'Empire s'inspire aussi de la monarchie et de l'aristocratie anglaises. Le projet de Louis XVIII et de son principal ministre, Joseph de Villèle, est justement de refonder l'élite aristocratique sur le modèle britannique, modèle adopté par Villèle lui-même. Non plus une caste reposant sur des privilèges et des prébendes de cour, mais une noblesse de grands

propriétaires dont la légitimité repose sur la fortune et le service de l'État. La réintroduction de la bourgeoisie dans les affaires de l'État est l'enjeu qui permettra de clôturer la Révolution. La vieille noblesse légitimiste ne l'acceptera que trop tard ; les nécessités financières vont l'obliger quelques années plus tard à mêler son sang à des fortunes roturières.

Si l'histoire n'a finalement retenu que la réaction et la Terreur blanche de la Restauration, c'est sans doute le fait de la parenthèse Charles X (1824-1830), qui pesa lourdement pendant le règne de son aîné. C'est lui qui incarne les principes de l'absolutisme et du cléricalisme. L'auteur passe un peu vite sur ce règne mais consacre un chapitre à son sacre et à sa chute. Artois veut s'imposer par ordonnances parce qu'il n'admet pas l'esprit de la Charte ; il refuse l'opposition des Chambres. Sa fuite rapide jusqu'à Cherbourg fait écho à sa première émigration dès le 16 juillet 1789. Charles X, comme son petit-fils le comte de Chambord, préfère renoncer plutôt que de se compromettre.

Finalement les « trois glorieuses » sont davantage une volonté de la bourgeoisie de restaurer la Charte de Louis XVIII qu'une révolution ouvrière et républicaine. Les journalistes libéraux et les petits artisans sont à l'initiative pendant l'émeute et le duc d'Orléans n'a aucune peine à s'installer dans le fauteuil de son oncle. Dès lors, la démocratie française va progresser par à-coups ; une pratique parlementaire oratoire et un renouvellement des élites assez lent sont à l'origine de ces avancées en cascade.

1. Emmanuel de Waresquiel, *C'est la Révolution qui continue ! La Restauration. 1814-1830*, Tallandier, 2015.

LIVRES

Où en est le bien commun ?

› Patrick Kéchichian

Dans l'introduction de son livre *Situation de la France*, Pierre Manent (1) en appelle à l'« âme de citoyen » de son lecteur. L'expression peut paraître abstraite, déplacée ou, pire, démodée. On lirait avec moins de trouble des appels à l'intelligence et surtout à la sensibilité, à l'émotion. Et cependant, Pierre Manent, à chaque page de ce bref ouvrage, publié en octobre 2015 à la suite des « actes de guerre commis au début de l'année » et dans l'obscur pressentiment de ce qui allait suivre en novembre, n'emploie pas ces mots au hasard. Ceux de « sincérité » ou d'« amitié » civiques non plus. Ils nous invitent à un certain mode de lecture, à la fois serein, réfléchi et en alerte.

Le premier compliment, il faut même dire l'hommage, que mérite le livre de Manent, c'est donc pour son style, sa hauteur de vue, son pas de côté résolu à l'égard de toute volonté et dérive polémiques. C'est par cette hauteur que les expressions citées prennent leur sens et par la grande fermeté du propos que l'invective et la démagogie sont récusées. Cela n'allait pas de soi. L'urgence de l'actualité, la menace qui pesait (et que les attentats du 13 novembre vont si tragiquement concrétiser), auraient pu expliquer, sinon justifier, un ton plus alarmé et vindicatif. Savoir quoi « penser », remettre les mots – Cité, nation, État, République, Europe, laïcité, citoyenneté, religion… – à leur juste place, avec leurs sens et histoire, à la lumière de leurs rencontres et interactions : telle est la tâche, nécessaire et même vitale, que s'est assignée l'auteur et à laquelle, en retour, il nous engage.

Je ne tenterai pas de résumer l'ample analyse de Pierre Manent qui répond rigoureusement à son titre. Elle n'est pas idéologiquement cousue d'avance et on la simplifierait outrageusement en la rangeant dans une catégorie de pensée ou un courant politique. Prenons un seul de ses axes, la religion. Ou les religions, qui permettent de dessiner des « perspectives sur la vie collective », loin du « principe d'indétermination et de dissipation » qui prévaut aujourd'hui. À l'encontre de cette désinvolture spirituelle, l'auteur souligne sa propre détermination : chrétienne, catholique – ce qui suppose une « responsabilité particulière pour le bien commun ».

La réalité historique et actuelle de chacune des trois religions principales en France interdit évidemment la confusion. Parmi ces trois réalités, il n'est ni excessif ni injurieux de souligner que l'islam pose, en France, en Europe et dans le monde, les questions les plus urgentes et appelle une réflexion singulière. La première étant celle de la coexistence dans l'espace national et, plus globalement, d'une « participation tolérablement heureuse de l'islam à la vie européenne ». « Comment imaginer une rencontre heureuse entre un islam "fort" et une nation "faible" ? », interroge Manent, qui s'appuie légitimement, sans élever la voix, sur l'identité, la « marque chrétienne » de la France laïque et républicaine.

Un autre livre, celui de Jean Birnbaum, aborde, d'un point de vue différent, la question religieuse, et le prix élevé que l'on doit acquitter face à sa dénégation (2). Sa lecture complète et prolonge celle de Manent. Birnbaum avait déjà dressé le constat amer d'une certaine déception politique française, celle de la génération née après Mai 1968, à laquelle une « espérance révolutionnaire » n'avait pas été transmise (3). D'une certaine façon, il continue ici sa réflexion et instruit à nouveaux frais son long procès de la gauche. Et sur la question de l'islam, Birnbaum apporte

de l'eau au grand moulin majestueux de Pierre Manent. Il démontre, exemples historiques à l'appui – notamment l'Algérie du FLN et l'Iran de Khomeyni – que l'action et l'espérance révolutionnaires sont souvent imprégnées, commandées même, par la religion, l'islam en l'occurrence. De même, ici et maintenant, dans les dérives meurtrières de l'islamisme et du djihadisme. Mais voilà : « la foi, personne n'y croit », constate Birnbaum, à la fois énervé et lucide.

Appuyé avec rigueur sur la lecture des classiques – Michel Foucault (auteur d'un fameux reportage en Iran en février 1979), Friedrich Hegel et Karl Marx bien sûr, et aussi Chris Harman, figure de l'extrême gauche britannique – il développe son argumentation, invitant les commentateurs à une même et indispensable lucidité.

Mais une remarque s'impose. Le religieux n'est pas seulement, pas d'abord, un phénomène. Il est une pensée, une assise pour l'action et le comportement collectif. Et surtout, la question de cette pensée et de ses conséquences – positives ou négatives – ne va pas au-devant des mêmes constats et réponses pour le judaïsme, l'islam et le christianisme. Pour en rester à la sphère de civilisation analysée par Pierre Manent. Certes, il est exigible de « renouer avec la pensée critique », celle de Foucault sans doute, de Jacques Derrida… Mais il l'est aussi, et bien davantage, d'envisager avec Pierre Manent, la spécificité de chacune des spiritualités, à la fois d'une manière autonome et dans les croisements, les rencontres et la coexistence de ces trois religions.

1. Pierre Manent, *Situation de la France*, Desclée de Brouwer, 2015.
2. Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Le Seuil, 2016.
3. Jean Birnbaum, *Leur jeunesse et la nôtre* (Stock, 2005) et *les Maoccidents. Un néo-conservatisme à la française* (Stock, 2009).

LIVRES

Kandinsky, le pouvoir de l'abstraction

› Henri de Montety

Autant de livres, autant d'avis. Dans ses superbes éditions illustrées, Philippe Sers (1) envisage l'évolution de Vassily Kandinsky vers l'abstraction comme un chemin continu d'approfondissement spirituel. Andréi Nakov (2), au contraire, souligne la nature pendulaire et même inachevée du cheminement, notamment par rapport à Kasimir Malevich. Olga Medvedkova (3), enfin, affirme qu'en instituant l'artiste analyste exclusif de sa propre œuvre et stratège de sa carrière, Kandinsky a posé les paradigmes (fâcheux) de l'art contemporain. Les positions respectives sont poussées si loin que les fronts se renversent. Philippe Sers aime tout, y compris les toiles russes précoces (la splendide *Arrivée des marchands* (1905) ou *la Vie bariolée* (1907)). Quant à Olga Medvedkova, elle n'aime rien, soulignant que les toiles présentées à Paris en 1905 eurent « peu de retentissement », n'étant pas « des plus audacieuses ». (N'est-ce pas les juger à l'aune de l'évolution ultérieure du peintre ?) Du reste, l'abstraction est née de longue date, en même temps que l'art dans les peintures rupestres, dans le style roman ou dans les miniatures persanes aux proportions aussi raisonnées que fantasques. C'est le sérieux de la Renaissance qui imposa aux modernes le devoir de « renouer » ultérieurement, et spectaculairement, avec l'abstraction. Ainsi Kandinsky pouvait-il présenter le *Tableau avec cercle* (1911) comme un (re)commencement du monde.

Lois et liberté. Désormais, la « nécessité intérieure » serait seule guide, selon Philippe Sers. Arnold Schönberg, affirme Andréi Nakov, a « conquis une liberté » pour la

musique. Notons que cette liberté passa bientôt sous des fourches dodécaphoniques non moins contraignantes que l'harmonie. C'était l'ère des systématisations nouvelles. Kandinsky conçut sa théorie des couleurs. Certes, Philippe Sers en fait une description vivante où le rouge (émotionnel) surgit et nous conduit en retrait au violet (divin), soulignant une « mise à l'écart de l'accidentel » qui évoque selon lui la pureté de la liturgie chrétienne.

La nouveauté, passage obligé vers l'avenir. Dans *l'Œuvre d'art de l'avenir* (1849), Richard Wagner venait d'opposer les forces inconscientes au matérialisme ambiant. À propos du sous-verre intitulé « Saint Vladimir », peint par Kandinsky peu avant le *Tableau avec cercle*, Nakov écrit qu'il fut un geste inconscient « baptiseur » de la nouvelle peinture (saint Vladimir a baptisé le peuple russe). « Je suis saint Jean-Baptiste », affirmait aussi Schönberg, tout en regrettant le manque d'âmes à baptiser. (Mais Pierre Boulez n'a pas manqué de fonder son Église.) Nakov relève aussi que Kandinsky fut bientôt dépassé par les suprématistes, qui se soulagèrent des *a priori* dont il « n'a jamais pu se libérer » (goût, esthétique de la composition), ainsi que du « piège de la narration ». Car la nouvelle peinture devait désormais « s'affirmer en s'auto-affirmant ». Philippe Sers préfère souligner que Kandinsky ambitionnait de « pénétrer à l'intérieur des formes », tandis que les suprématistes se contentaient de « questions de forme » (sur fond de propagande). Et voilà qu'à la fin de sa vie, observe-t-il, Kandinsky revint aux images du folklore russe. *Quid*? Surtout que l'artiste est son seul critique légitime…

L'artiste et la critique. Sur ce point, Olga Medvedkova abonde de révélations. Si, pour Philippe Sers, la solitude de l'artiste est la conséquence de son génie, elle affirme que l'abolition de tout intermédiaire (la critique professionnelle) entre l'artiste et son public est au fondement d'une stratégie visant à optimiser l'« hypnose des formulations ». Elle ajoute qu'il siérait de réévaluer, dans l'analyse de la vision artistique

de Kandinsky, la part de sa formation initiale d'économiste pour lequel « aucune loi concernant la société n'est divine ou naturelle ». Transposition dans l'art : à la valeur objective (de l'œuvre) se substitue une valeur subjective (désirabilité), de surcroît fixée non par l'acheteur (celui qui désire), mais par celui qui fait désirer (l'artiste). Jugement sévère, mais pas inédit. Medvedkova cite elle-même un antécédent contemporain de Kandinsky : « Personne ne le remarquait, parce qu'il n'avait pas de talent. Alors Kandinsky se métamorphosa : il s'est mis à s'exprimer en volapük expressionniste. » (Serge Makovsky, *l'Internationale artistique*, 1922.)

Orient et Occident. Esthétique de l'initiation. L'époque était à la théosophie. On lisait Helena Blavatsky, Rudolf Steiner. Kandinsky s'intéressait aux cultures d'Extrême-Orient, où les formes se métamorphosent autour d'un principe interne qui demeure. Renonçant à la médiation des sens ou de la raison, il entreprit de peindre les icônes des temps nouveaux en dévoilant progressivement dans ses œuvres « l'expérience de l'âme » (selon Philippe Sers). Renvoyant dos à dos les arts d'Occident, naturaliste (technique) et symboliste (narcissique), Olga Medvedkova admet inopinément la légitimité du projet kandinskien de nourrir les âmes à la manière de l'Eucharistie. Mais c'est pour aussitôt en rappeler les limites par la notion théosophique de vérité réservée au cercle des initiés. La vérité et le nombre : deux grands problèmes du XXe siècle auxquels les artistes eux aussi se sont heurtés. Reste à savoir si Kandinsky a contribué à montrer la voie ou à la dissimuler.

1. Philippe Sers, *Kandinsky. L'aventure de l'art abstrait*, Hazan, 2015 ; *Résonances. Kandinsky et la nécessité intérieure* (traduction française des poèmes par Philippe Soupault), Hazan, 2015.
2. Andréi Nakov, *Kandinsky, secret. L'énigme du premier tableau abstrait*, Les Presses du Réel, 2015.
3. Olga Medvedkova, *Kandinsky ou la critique des critiques. Écrits russes de Kandinsky (1899-1911)*, Les Presses du Réel, 2014.

LIVRES

Une sociologue de l'art dans la tradition de Norbert Elias

› Robert Kopp

Dans le pays où trop longtemps régnait Pierre Bourdieu, il y avait encore moins de place pour Norbert Elias (1897-1990) qu'ailleurs. En Allemagne et en Angleterre, on a commencé à le lire dans les années soixante, mais son maître livre, *Über den Prozess de Zivilisation : soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*, qui date de 1939, n'est toujours pas complètement traduit en français. Les premiers à s'intéresser à lui, chez nous, ce ne furent pas les sociologues, mais les historiens des Annales.

Curieuse résistance dans la réception, à laquelle Marc Joly a consacré un livre fort éclairant (1), qui nous fait comprendre pourquoi un Raymond Aron, trop absorbé par sa lutte contre les idéologies totalitaires, ne s'est guère intéressé à une théorie de la civilisation qui faisait une aussi large place à l'histoire. Il montre également à quel point le dogmatisme d'un Pierre Bourdieu ou d'un Michel Foucault, focalisant leurs analyses sur les mécanismes de domination sociale, ne pouvait admettre la notion d'interdépendance qui est au cœur de la pensée d'Elias.

Il faut lire le livre de Nathalie Heinich, *Dans la pensée de Norbert Elias* (2), pour saisir à quel point les conceptions d'Elias sont pertinentes non seulement pour qui s'intéresse à l'histoire des civilisations européennes, mais également pour l'analyse de certains aspects de la vie contemporaine. Composé d'études publiées entre 1999 et 2015, ce volume

complète l'introduction à la sociologie d'Elias qu'elle avait publiée dès 1997 (3). Les trois premiers chapitres sont consacrés aux notions-clés d'Elias : à l'interdépendance (qui prend le pas sur la domination), à la dynamique des relations (qui remplace l'analyse des objets), à la neutralité du savant (qui s'interdit des postures normatives). Les chapitres suivants traitent respectivement des émissions de télé-réalité (contrecoups dans un « processus de civilisation » auquel s'opposent par moments des tendances régressives s'appuyant sur une prétendue valeur d'authenticité), de la notion d'élite (à la fois récusée et revendiquée dans une société égalitaire), de la figure de l'artiste (type idéal de l'individu dans la modernité), des résurgences de l'antisémitisme aujourd'hui.

À chaque étape, Nathalie Heinich met à l'épreuve les notions fondamentales d'Elias, son nominalisme foncier, son opposition à tout substantialisme, son refus de penser les structures mentales autrement qu'en rapport avec les structures sociales, sa conviction que « processus » ne signifie ni « progrès » ni « progression ». Ce faisant, elle montre à quel point la pensée dynamique de Norbert Elias est plus féconde que le dogmatisme de Bourdieu et de Foucault, sans parler de leurs postures normatives et de leur militantisme, si contraire à la neutralité axiologique qui, depuis Max Weber, est la marque du vrai savant.

Comme elle nous le fait comprendre à travers ses entretiens avec Julien Ténédos (4), c'est bien la pensée de Norbert Elias qui lui a permis de se libérer de l'emprise de Bourdieu et de sa rhétorique sclérosante. Publiés en deux petits volumes, en 2006 et 2007, complétés désormais et réunis en un seul, ils retracent non seulement la carrière d'une sociologue et ses combats dans un milieu où les dissidents sont volontiers excommuniés, voire persécutés, mais aussi l'élaboration d'une pensée et d'une méthode qui lui sont propres et appropriées aux sujets qui sont les siens.

Après des études de philosophie à Aix-en-Provence, Nathalie Heinich soutient une thèse sous la direction de Pierre Bourdieu sur « La constitution du champ de la peinture française au XVII[e] siècle », qu'elle récrit dix ans plus tard et publie sous le titre très peu bourdieusien « Du peintre à l'artiste, artisans et académiciens à l'âge classique » (5). En effet, renonçant aux notions trop figées de « champ », de « légitimation », de « domination » ou d'« habitus », elle décrit le glissement progressif d'un régime d'activité à un autre – artisanal, professionnel, vocationnel –, chacun correspondant à une autre définition de l'identité professionnelle, mais coexistant avec les précédents à des degrés variables. Passant du raisonnement catégoriel à la typologie, Nathalie Heinich est parfaitement à l'aise pour montrer comment, malgré la survivance du régime artisanal, dès la Renaissance existaient des artistes vocationnelles, mais que l'apparition de structures académiques allait mettre au premier plan le régime professionnel. Ainsi, la problématique de la normalité et de l'exceptionnalité a permis à Nathalie Heinich de sortir d'une vision chronologique et discontinuiste de l'histoire pour entrer dans une vision typologique, paradigmatique et continuiste.

La problématique de l'identité et de la singularité de l'artiste est également au centre des enquêtes de Nathalie Heinich sur les prix littéraires et sur le statut de l'écrivain aujourd'hui (6). Elle montre comment, du romantisme à nos jours, se construisent des régimes de singularité malgré la poussée égalitaire des régimes démocratiques : « Dans la société démocratique telle qu'elle s'est mise en place après la Révolution *[...]* on assiste à une tension très forte entre des exigences axiologiques contradictoires, c'est-à-dire des conflits de valeurs entre, d'une part, la valeur d'égalité, qui est propre à la nouvelle société postrévolutionnaire et, d'autre part, le besoin d'excellence, qui semble être constant dans toute société, c'est-à-dire le besoin de reconnaître

qu'il y a des individus supérieurs aux autres. Comment conjoindre ces deux systèmes ? Il me semble que la catégorie des artistes a été le « compromis démocratique » qui permet d'articuler les deux : les artistes sont un peu comme les aristocrates, dans la mesure où ils sont nés artistes, où il y a un don artistique inné, et en même temps, on ne peut pas devenir artiste sans avoir développé son talent par le travail, qui renvoie à la notion démocratique de mérite. »

Nous voilà bien plus proches de Paul Bénichou et de ses enquêtes fondatrices sur le sacre de l'écrivain (7) que de Bourdieu. La sociologie compréhensive semble tendre la main sinon à l'histoire littéraire, du moins à l'histoire culturelle. Qui s'en plaindrait ?

1. Marc Joly, *Devenir Norbert Elias. Histoire croisée d'un processus de reconnaissance scientifique : la réception française*, Fayard, 2012.
2. Nathalie Heinich, *Dans la pensée de Norbert Elias,* CNRS Éditions, 2015.
3. Nathalie Heinich, *la Sociologie de Norbert Elias*, La Découverte, 1997.
4. Nathalie Heinich, *la Sociologie à l'épreuve de l'art, entretiens avec Julien Ténédos*, Les Impressions nouvelles, 2015.
5. Nathalie Heinich, *Du peintre à l'artiste, artisans et académiciens à l'âge classique,* Minuit, 1993.
6. Nathalie Heinich, *l'Épreuve de la grandeur. Prix littéraires et reconnaissance*, La Découverte, 1999 ; *Être écrivain. Création et identité*, La Découverte, 2000 ; *l'Élite artiste. Excellence et singularité en régime démocratique*, Gallimard, 2005.
7. Paul Bénichou, *le Sacre de l'écrivain (1750-1830). Essai sur l'avènement d'un pouvoir spirituel laïc dans la France moderne*, José Corti, 1973, nouvelle édition Gallimard, 1996 ; *les Mages romantiques*, Gallimard, 1988.

EXPOSITIONS

L'atelier au corps-à-corps

› Bertrand Raison

Figure éminente de l'art contemporain portugais, Helena Almeida, qui expose depuis la fin des années soixante, reste malheureusement, en France, une artiste relativement peu connue. L'exposition du Jeu de Paume (1) devrait sinon remédier à cette situation en tout cas montrer la singularité de sa démarche. Tout au début de sa carrière et malgré l'isolement d'un pays cadenassé par le régime militaire, elle participe pleinement à l'immense aventure de contestation générale de la peinture qui embrase une partie de la planète. À l'exemple du groupe Gutai qui, ces années-là au Japon, déchire les toiles ou du groupe Zero qui, en Allemagne, n'hésite pas à brûler les siennes. Formée à l'école des Beaux-arts de Lisbonne, elle prend très vite ses distances à l'égard de sa formation de peintre. Et tout aussi rapidement elle va choisir de se défaire de la peinture sans y renoncer. Un paradoxe qu'elle assumera d'emblée. Dès les commencements, elle pose clairement les attendus de son travail. Elle ne reviendra pas au mode de représentation traditionnel, et, pour nous en convaincre, elle présente en 1969 une toile monochrome dotée d'un cadre décalé vers la gauche ou en 1968 l'envers d'un châssis muni d'un store abaissé au tiers de sa surface. Hors l'aspect ludique de cet engagement, nous sommes conviés à prendre à la lettre l'opération de décadrage ainsi que celle qui consiste à fermer la fenêtre de la peinture ouverte sur le monde selon une formule que l'on rabâche à satiété depuis la Renaissance. Bon, air connu, on peut sourire mais la suite, quasiment exprimée la même année, nous oriente vers une autre direc-

tion, beaucoup plus stimulante et inattendue. Car, et voilà le coup de force, elle décide de prendre son propre corps comme un medium de son travail au même titre que le dessin, le pigment ou l'acrylique. À ce répertoire, elle ajoute la photographie noir et blanc, qui lui permet de matérialiser son corps. Ici pas de *body art* fracassant, seule compte l'exploration patiente des limites de la peinture. Il s'agit de poser la seule question qui vaille pour Helena Almeida, à savoir : comment habiter la peinture ? Comment ne pas opposer l'intériorité du sujet à l'extériorité du tableau et même comment être à la fois d'un côté et de l'autre ? Réponse : une photographie de 1976, *Tela habitada* (toile habitée), où on la voit revêtue de blanc, portant un tableau tout aussi blanc plaqué sur le torse. En fait, ce motif de la toile habitée remonte à ses premiers travaux. On peut même dire que tout son parcours depuis près de cinquante ans en fouille les innombrables variations. Si l'on revient sur cette photographie de 1976, signalons, premier moment, qu'elle porte deux fois la peinture, le monochrome et le tulle de la toile dont elle s'habille. Second moment, elle emporte tout et, ce faisant, elle est à la fois dedans et dehors.

Elle va dès lors sonder cet entre-deux. Une série de la même année 1976 concrétise cette approche. Les sept photographies de *Pintura habitada* (peinture habitée) la représentent dans le double mouvement d'un rideau d'acrylique qui la recouvre entièrement et qu'elle parvient à écarter dans les dernières photos en le repoussant de la main.

Indiquons ici que la peinture est appliquée sur la photographie et qu'il s'agit d'un bleu lumineux et, selon Helena Almeida, il ne pourrait en être autrement : « C'est la couleur spatiale. Si j'appliquais du vert ou du jaune, ce serait un désastre. J'utilise le bleu pour montrer l'espace. (2) »

Ce parti pris décisif autorise l'entrée de l'espace dans la peinture offrant la possibilité de s'en emparer, de la transporter, de la mettre dans sa poche, voire de l'avaler. Programme

qu'elle exécute littéralement dans les différentes séries qu'elle propose. Cette attitude ouvre un horizon narratif laissé au libre arbitre du spectateur et à l'inventivité de sa créatrice. Peintre sans tableau, Helena Almeida n'interroge pas seulement les usages du métier mais plus encore l'atelier qui désormais remplace la toile. C'est la scène exclusive de son expression. Sa maison de peinture, le lieu où déjà son père sculpteur exerçait, le point de focalisation de toute son énergie et l'endroit qu'elle arpente de long en large. D'ordinaire anonyme, l'atelier associé au travail artistique compte moins que les œuvres mais, avec Helena Almeida, il occupe le centre de ses préoccupations et acquiert un genre. Si habiter la peinture revient finalement à questionner l'espace de l'atelier pour savoir comment l'habiter, alors le corps de l'artiste peut devenir le corps de la peinture.

À partir de cette exigence se met en place un dispositif aussi radical que modeste. Bien qu'Helena Almeida dessine scrupuleusement chacune de ses interventions, ce n'est pas elle qui prend les photos, c'est son mari, Artur Rosa, intervenant invisible sauf ces dernières années, où il apparaît aux côtés de sa femme, qui presse le déclencheur. Les photographies la représentant n'ont pas un statut d'autoportrait. D'ailleurs, depuis les années quatre-vingt, on ne distingue plus son visage. Une absence qui permet d'universaliser la possibilité de l'identification en ne renvoyant à aucune physionomie reconnaissable, d'autant plus que pour accentuer ce principe, elle s'habille tout en noir. Enfin, Helena Almeida refuse tout autant la notion de performance. La posture adoptée, scrupuleusement chorégraphiée, reste suspendue entre l'amont et l'aval d'une action qui ne se donne à voir que sur l'équilibre d'un instant. Notamment les grands formats de la série de 1996 *Sem Titulo* (sans titre), où l'on aperçoit l'ombre démesurée de sa silhouette composée de pigment noir étalé au sol. Tout au long de la progression de la série, ce n'est pas elle qui bouge mais le contour ombreux

qui par endroit s'efface, laissant indemne la découpe partielle de son dos. Pourtant la présence du corps implique moins le déplacement que le mouvement suggéré d'un récit sensible offert aux yeux du spectateur. Helena Almeida se fraie ainsi un chemin secret dans la fragilité de nos existences d'autant plus émouvant qu'elle élabore son univers avec une pauvreté de moyens remarquable. Ce qui, par contrecoup, confère un impact sidérant à l'extrême concision formelle du jeu gestuel adopté dans chaque séquence photographique. Ce minimalisme toutefois ne manque pas d'ambition car l'artiste étend sa pratique au champ des émotions, une manière de repousser les murs de l'atelier, de démultiplier les dimensions de l'espace. C'est le cas, dès 1979, pour *Ouve-me* (écoute-moi, DVD, noir et blanc, 3'46"), une vidéo dans laquelle Helena Almeida, à peine visible, passe et repasse derrière un châssis. Indispensable étape afin de s'affranchir définitivement du support de la toile pour gagner l'espace et s'engager dans le corps-à-corps tant attendu avec l'atelier. Notamment les deux tirages de 2002 *Seduzir* (séduire), où elle apparaît debout et de dos. Ce grand diptyque (2 x 187 x 125 cm) dessine deux torses inclinés l'un vers l'autre pour former un cercle vide au centre de la composition, mêlant inextricablement la puissance de la perception à sa vulnérabilité la plus extrême.

1. Exposition « Helena Almeida. Corpus », musée du Jeu de Paume, Paris, jusqu'au 22 mai 2016.
2. « Une conversation qui ne s'achève jamais », entretien avec Helena Almeida et les deux commissaires de l'exposition, Marta Moreira de Almeida et João Ribas. Catalogue édité par la fondation Serralves, le Jeu de Paume et le centre d'art contemporain Wiels, 2015 (p. 133). Cette exposition s'inscrit dans le cadre du Printemps culturel portugais, dont on peut consulter le programme à l'adresse *www.jeudepaume.org.*

EXPOSITIONS

Gustave Moreau et Georges Rouault : une leçon de liberté

› Robert Kopp

Georges Rouault (1871-1958) aura été bien plus que l'élève préféré de Gustave Moreau (1826-1898), il fut son véritable fils spirituel. Leur correspondance en fait foi : « Mon cher enfant », « votre élève qui vous aime », telles sont les appellations récurrentes. Et aussi cette consécration par le maître : « Je vous considère comme représentant de ma doctrine picturale. »

Une telle filiation aurait pu être étouffante. Or ce fut le contraire. Moreau, qui lui-même avait échoué au prix de Rome, préparait certes ses élèves à cette épreuve, mais il ne pensait pas que ce fût l'unique voie de salut. Certains réussirent, d'autres pas, comme Rouault. C'est dire que l'enseignement de Moreau était fort libéral et que sa principale préoccupation était de laisser s'exprimer la personnalité de chacun de ses élèves. Sans doute était-ce aussi une des raisons de son succès. Enseignant à l'école des Beaux-Arts pendant les six dernières années de sa vie seulement, il eut néanmoins plus de deux cents élèves, dont Henri Matisse, Albert Marquet, Georges Desvallières, Henri Evenepoel, François Cachoud, Eugène Martel, Hippolyte Flandrin et beaucoup d'autres dont les noms sont moins connus.

Or cet « atelier de Moreau », dont il existe tant de représentations photographiques, est un groupe des plus hétérogènes. « Les élèves de Gustave Moreau – note Roger Marx lorsqu'il découvre au Salon de 1905 les peintures fauves de Matisse – n'ont, en réalité, d'autre attache que le lien d'une

même éducation, d'autre privilège commun que leur indépendance respective. » Ce qui, aux yeux de Marx, était une critique pourrait bien être le meilleur compliment que l'on puisse faire à un maître. Favoriser l'épanouissement de talents très différents. Ou, comme le disait Matisse, Moreau mit ses élèves « non pas dans un chemin, mais hors des chemins ».

C'est pourquoi Moreau ne se contentait pas d'enseigner le dessin qui, depuis la Renaissance et Charles Le Brun, si ce n'est depuis l'Antiquité, devait porter l'idée du tableau. Il encourageait ses élèves à peindre, même au Louvre, à faire des ébauches de couleur. Une leçon que Rouault a retenue autant que Matisse. Sa « doctrine picturale », Moreau ne l'a jamais définie ; nous la devinons à travers quelques rares notes, sa correspondance, les souvenirs de ses élèves. Mais Rouault l'a assimilée en vivant, pendant trente ans, avec ce qui est sans doute le chef-d'œuvre de Moreau : son atelier, transformé par lui-même non pas en simple musée mais en une sorte de cathédrale où tous les éléments concourent à l'impression d'ensemble, et dont Rouault a été le premier conservateur.

C'est donc sur les lieux mêmes que Marie-Cécile Forest, l'actuelle directrice du musée, organise la confrontation entre le maître et l'élève, en insérant les œuvres de Rouault dans les interstices ménagés entre les tableaux de Moreau (1). Un sujet qui semble s'imposer, mais qui, curieusement, n'a encore jamais été traité. Le résultat est saisissant, qui permet de contempler le grand fusain, très sombre, du *Christ mort pleuré par les saintes femmes*, peint vers 1895, à côté d'une *Pietà* de Moreau, antérieure de près de trente ans, ou les *Trois Croix* de la fin des années trente avec la *Madeleine au calvaire*, sans parler des têtes de saint Jean-Baptiste, autre sujet commun aux deux peintres.

Si la comparaison des sujets religieux semble s'imposer, celle des portraits de femmes n'est pas moins surprenante. Ici, la distance entre le peintre d'histoire qu'a voulu être

Moreau et le peintre moderne qu'est Rouault éclate au grand jour. Pour Moreau la tentatrice est représentée par Salomé, par Messaline ; pour Rouault c'est la prostituée, comme pour Edgar Degas ou Henri de Toulouse-Lautrec.

La dernière section de cette confrontation par thèmes concerne la matière picturale, la manière de traiter la couleur, de l'apposer sur la toile, avec le pinceau, la brosse, voire le couteau, en laissant subsister les traces des différents outils en pleine pâte. Ne subsistent souvent que des ébauches, à peine rattachées à un sujet, d'une rare concentration et d'une spiritualité aussi intense que chez Vassily Kandinsky ou chez Mark Rothko. Pour Moreau le symboliste mystique et pour Rouault le catholique la peinture est, avec la religion, le meilleur moyen d'exprimer le sacré.

1. « Gustave Moreau-Georges Rouault. Souvenirs d'atelier », musée Gustave-Moreau, 14, rue de La Rochefoucauld, Paris IXe, jusqu'au 25 avril 2016.

DISQUES

Monteverdi : de Venise à Versailles

› Jean-Luc Macia

En 1607, Monteverdi avait inventé l'opéra avec son *Orfeo*. Trois ans plus tard, il offrait à la basilique San Marco de Venise le premier chef-d'œuvre de la musique sacrée moderne : les *Vêpres de la Vierge*, treize pièces en forme de motets d'une extravagance virtuose s'expliquant, outre le génie du compositeur, par l'architecture de la basilique vénitienne et ses tribunes qui permettaient une spatialisation de la musique. John Eliot Gardiner s'est toujours passionné pour cette partition, qu'il enregistra dans sa jeunesse avant l'ère des instruments anciens, puis une deuxième fois il y a vingt-six ans à San Marco même. En 2014, c'est dans la chapelle royale du château de Versailles que Gardiner a choisi ces mêmes *Vêpres* pour célébrer le jubilé de son Monteverdi Choir. Soirée magique, glorifiée par la majesté du lieu et par les splendeurs que le chef anglais obtient de son chœur chéri et de l'orchestre qu'il a également fondé, les English Baroque Soloists. Par chance, caméras et micros étaient présents pour saisir ces moments uniques en profitant des derniers progrès de la technique : réalisation virtuose qui nous fait visiter tous les recoins de la nef, prise de son *up to date* qui, entendue en cinq canaux, restitue parfaitement les effets voulus par Monteverdi, les interprètes se répartissant aux quatre coins de la chapelle et dans ses tribunes (1). Tout cela ne serait que secondaire s'il n'y avait la lecture ébouriffante de Gardiner, la somptuosité acérée des chœurs, dialoguant dans des *tutti* foisonnants avec les voix solistes. L'alter-

nance des pièces éclatantes, avec tout l'apparat choral et instrumental, et des motets pour une, deux ou trois voix (l'*Audi coelum* pour ténor d'un lyrisme éperdu, les débats spectaculaires du *Duo Seraphim*) crée une effervescence constante où le chef soigne les détails, développe des élans ardents, fait vibrer la masse aérienne des voix et des instruments. On regarde avec passion, on écoute cerné par ces fastes sonores, on s'imagine il y a quatre cents ans dans la Sérénissime. Bref, génial.

Et aussi...

Autre concert, d'un autre spécialiste du baroque, Jordi Savall, capté avec son Concert des Nations en juillet dernier dans l'abbaye de Fontfroide (2). Le chef catalan aime bien, on le sait, les albums à thème. Celui-ci s'appelle *les Éléments* car il réunit plusieurs partitions liées à la nature – tempêtes, orages et fêtes marines – écrites entre 1674 (des pièces de Matthew Locke pour *la Tempête* de Shakespeare) et 1749 (des extraits tempétueux d'opéras de Rameau). Cela commence par les mémorables *Éléments* de Jean-Féry Rebel, une suite qui s'ouvre sur un phénoménal et dissonant *Chaos*. Un concerto de Vivaldi, des passages d'opéras de Marin Marais (dont la fameuse « Tempête » d'*Alcione*) et la pittoresque *Wassermusik* de Telemann complètent ce programme cohérent. La vivacité de la direction, la beauté sonore des instruments, le réalisme du son, la ferveur des musiciens nous valent cent minutes de bonheur.

Le dernier disque du violoniste français du moment, Renaud Capuçon, est un régal (3) : la vibrante *Symphonie espagnole* d'Édouard Lalo ruisselle sous son archet de couleurs évocatrices qui nous font voyager dans une Ibérie imaginaire et scintillante, le *Zigeunerweisen* de Pablo de Sarasate nous distille avec grâce quelques airs bohémiens et le fameux *Concerto n° 1* de Max Bruch nous épate par le style et les arabesques virtuoses du violoniste. Une démonstration qui évite

les effets d'estrade mais souligne la musicalité d'œuvres trop facilement classées dans le genre démonstratif. L'Orchestre de Paris et Paavo Järvi soutiennent avec vigueur et délicatesse la palette kaléidoscopique de Capuçon.

Brillant jeune pianiste, Jan Lisiecki, lauréat de plusieurs concours, doté d'une vraie sensibilité musicale, a choisi les œuvres pour piano et orchestre de Schumann pour faire ses débuts avec orchestre chez Deutsche Grammophon (4) en compagnie de l'Académie de Sainte-Cécile de Rome et de son chef Antonio Pappano. Au programme, bien sûr, le célèbre *Concerto en* la *mineur*. Lisiecki et Pappano le revisitent avec un sens aigu de la clarté, une rondeur sonore, une perfection technique et surtout une fraîcheur qui en rajeunissent les couleurs et en exaltent la digitalité chatoyante. Deux pages plus brèves et assez rares au disque, les *opus 92* et *134*, complètent le disque avec le sentiment qu'il s'agit de concertos miniatures où Schumann expérimente les relations complexes entre le piano et l'orchestre.

Nikolai Lugansky s'est fait rare au disque ces derniers temps. On est heureux de retrouver ce grand spécialiste de Chopin et de Rachmaninov dans un répertoire qu'il n'avait jamais abordé en studio : Schubert (5). Essai transformé : le virtuose russe s'aventure dans la monumentale avant-dernière sonate, *D958*, en lui donnant une profondeur tragique qui transfigure ses longs développements, ses silences ténébreux et ses roulements dramatiques. Il ouvre de vastes horizons où le romantisme effréné se combine avec d'inquiétants silences. Et les plus avenants *Impromptus D935* prennent des couleurs sombres nimbées d'une lumière ensorcelante. Du piano XXL.

1. Claudio Monteverdi, *Vespro della Beata Vergine* par John Eliot Gardiner, DVD et Blu-ray disc Alpha 705.
2. *Les Éléments : tempêtes, orages et fêtes marines* par Jordi Savall, 2 SACD AliaVox AVSA9914.
3. *Lalo, Sarasate et Bruch* par Renaud Capuçon, CD Erato 0825646982769.
4. Robert Schumann, *Concerto pour piano et pièces avec orchestre* par Jan Lisiecki, CD Deutsche Grammophon 4795327.
5. Schubert, *Sonate D958, Impromptus D935* par Nikolai Lugansky, CD Ambroisie AM214.

NOTES DE LECTURE

Une allure folle
Isabelle Spaak
› Marie-Laure Delorme

Toutes les femmes sont des aliens
Olivia Rosenthal
› Marie-Laure Delorme

Roulette russe. Journal d'un jeune homme perdu
Bruno Bayon
› Charles Ficat

L'Image de religion dans l'Occident chrétien
Alphonse Dupront
› Stéphane Ratti

L'Imposture de l'art contemporain. Une utopie financière
Aude de Kerros
› Henri de Montety

Bible et poésie
Michael Edwards
› Charles Ficat

Sortir du noir
Georges Didi-Huberman
› Bertrand Raison

Ma vie, côté père
Michel Contat
› Patrick Kéchichian

Dictionnaire de l'historien
Claude Gauvard et Jean-François Sirinelli
› Robert Kopp

Les Six Années qui ont changé le monde, 1985-1991, la chute de l'Empire soviétique
Hélène Carrère d'Encausse
› Robert Kopp

Le téléphone a-t-il tant que cela augmenté notre bonheur
Remy de Gourmont
Remy de Gourmont, cher vieux daim !
Charles Ficat
› Robert Kopp

Les Secrets de Vichy
Bénédicte Vergez-Chaignon
› Olivier Cariguel

ROMAN

Une allure folle

Isabelle Spaak

Éditions des Équateurs | 220 p. | 17 €

Nous sommes les enfants de nos parents. Tout commence dans le Bruxelles huppé de l'entre-deux-guerres. Mathilde se fait entretenir par ses amants. Elle vit de ses charmes et mène grand train grâce à eux. Elle rencontre un jour de 1920 un agent maritime italien, Armando, marié et père de famille. Une fille non reconnue, Annie, naît de leur liaison. Mathilde camoufle la situation aux yeux du monde. Les années passent : les mensonges, la guerre, les rumeurs, la dénonciation, le scandale. La narratrice décide de mener une enquête sur ces deux femmes, sa grand-mère et sa mère, à la si mauvaise réputation. Qui sont-elles ? Une grand-mère demi-mondaine et une mère meurtrière. Car la romancière et journaliste Isabelle Spaak, fille du diplomate belge Fernand Spaak, avait raconté dans *Ça ne se fait pas* (Équateurs, 2004) sa tragédie familiale : sa mère a tué son père puis s'est suicidée en 1981. Elle est donc la fille et la petite-fille de deux femmes scandaleuses.

On retrouve le ton si particulier d'Isabelle Spaak. Elle se met à distance de son histoire. Elle s'efface presque de la photo de famille pour éviter toute mise en avant. Elle raconte le destin de ces deux femmes et s'interroge : Qu'est-ce que le jugement, la mauvaise réputation, l'apparence ? Mathilde a accouché seule, élevé seule son enfant, vécu seule et tout fait pour que sa fille illégitime épouse un beau parti et s'en sorte. Elle s'est battue avec les armes de son époque. Annie n'a pas voulu hériter des frasques, des inconséquences, des folies de sa mère. Mais elle en a hérité. Annie affronte le qu'en-dira-t-on en quittant son mari et ses trois enfants pour épouser un autre homme, dont elle aura aussi trois enfants. La maternité l'épuise. Un matin de juillet 1981, par jalousie, elle tue son mari d'un coup de carabine. Leur fille, Isabelle Spaak, a 20 ans.

La narratrice découvrira, par un courrier de l'institut israélien Yad Vashem, que sa mère a aidé des juifs durant l'Occupation. Son nom sera gravé sur le Mur, dans le jardin des Justes, à Jérusalem. Une distinction post-mortem. Qu'ont-elles en commun, ces trois femmes, la grand-mère qui a vécu à sa guise, la mère qui a protégé des juifs durant la guerre, la petite-fille qui dévoile les secrets de famille ? La narratrice se rend un jour à Santa Margherita, sur les traces de sa grand-mère. Elle découvre une inscription sur une croix en peuplier, face au large, destinée à ceux qui vont prendre la mer : « N'aie pas peur. » › **Marie-Laure Delorme**

ESSAI

Toutes les femmes sont des aliens

Olivia Rosenthal

Verticales | 160 p. | 10 €

L'auteure de *On n'est pas là pour disparaître* (Verticales, 2007) s'intéresse à la mémoire et à l'animalité. Qu'est-ce qui nous relie à l'enfance, à l'émotion, à l'inconscient ? Dans *Ils ne sont pour rien dans*

mes larmes (Verticales 2012), elle interrogeait des hommes et des femmes : « Quel film a changé votre vie ? » Des dizaines de voix singulières narraient leur expérience face à *Rouge*, de Kryztof Kieślowski, ou à *la Nuit américaine*, de François Truffaut. On se rendait alors compte que le cinéma redouble nos expériences les plus intimes, les plus secrètes. On découvre et on s'y découvre, dans un même élan. La romancière Olivia Rosenthal renoue, dans *Toutes les femmes sont des aliens*, avec ses souvenirs de spectatrice, les chocs ressentis devant la tétralogie des *Alien* avec Sigourney Weaver, *les Oiseaux* d'Alfred Hitchcock, les dessins animés *Bambi* et *le Livre de la jungle* de Walt Disney. La perte et la peur sont au centre de l'écran. La perte de l'enfant, la peur de ne pas être à la hauteur.

Les films sont vus et revus. Les années ont passé et le choc reste intense. La première fois, on est dans la révélation, et ensuite, on est dans le plaisir. Olivia Rosenthal rappelle que la répétition est une victoire sur le temps. Son style mélange humour et analyse. Les films choisis l'ont aidé à comprendre et à se comprendre en mettant en scène la maternité, la famille explosée, l'identité à travers des héros, des images, des histoires. Quelle mère est Ellen Ripley (Sigourney Weaver), quelle famille reconstruit Melanie Daniels (Tippi Hedren), quels parents ont abandonné Mowgli ? Chacun des films remet en cause, un précieux instant mais un instant seulement, la norme établie par la société. Mowgli aimerait rester parmi les animaux, sa véritable famille. Le petit d'homme rejoint, à la fin, le village des humains. Mais, pour la norme, trop tard. Ces films ont réussi à déposer en nous le germe de la rébellion. On s'est dandiné avec l'ours Baloo sur « il en faut peu pour être heureux » et on a peut-être même cru, un instant, qu'il en fallait peu pour être heureux. › **Marie-Laure Delorme**

JOURNAL

Roulette russe. Journal d'un jeune homme perdu

Bruno Bayon

Pauvert | 296 p. | 19 €

Avec *Roulette russe*, Bruno Bayon nous entraîne dans le labyrinthe secret de ses années quatre-vingt. Ce journal inactuel, composé de fragments sans date, dévoile davantage un moraliste tourmenté qu'un journaliste lancé dans la carrière. Ici ou là percent sans doute des allusions, mais que l'on ne s'attende pas à un recueil de souvenirs pris sur le vif de ses années *Libération*. Non, Bayon cisèle des aphorismes, des vignettes, des éboulis de livres passés et à venir avec un rare sens de la précision. Une large place est accordée à la culture rock : le titre de l'ouvrage reprend d'ailleurs celui d'un album d'Alain Bashung, une des grandes figures de ces pages. Les références musicales rappellent que l'auteur fut aussi une importante signature du magazine *Rock & Folk*. Ce critique a bien fait les choses puisque, en annexe, figure une bande-son du livre qui permet de saisir sa géographie musicale.

À l'instar de ses romans célèbres comme *le Lycéen* (Grasset, 2000), *les Animals* (Grasset, 1990) ou *les Pays immobiles*

(Grasset, 2005), *Roulette russe* accorde une place essentielle à la sonorité de la langue : la mélodie du style joue un rôle prépondérant. À force d'écrire sur la musique, Bayon est devenu un musicien. Le style donne au propos un relief et une consistance qui accentuent le mal de vivre et le tragique. C'est un des traits propres de Bayon. Parmi les références littéraires, le *Journal* de Kafka, qui occupe l'esprit de l'auteur pendant un certain temps. Ses relations avec les femmes ou sa famille ne sont pas paisibles mais toujours formulées avec tact et distance : « La silhouette maudite de notre père, voûtée comme l'échec même. » Ces pages exhalent sans nostalgie le parfum des années quatre-vingt, une intense vie culturelle, une atmosphère particulière qui régnait alors à Paris.

À la roulette russe, on ne gagne pas vraiment, mais on sauve sa vie. Ce jeune homme « perdu » a joué avec la mort et il en est sorti vivant avec ces pages sauvées que découvrent ses lecteurs inquiets de 2016. › **Charles Ficat**

ESSAI

L'Image de religion dans l'Occident chrétien

Alphonse Dupront

préface de Mona Ozouf

Gallimard | 376 p. | 35 €

Des *Grandes Heures de Rohan* à certains *ex-voto* populaires modernes, en passant par Bruegel l'Ancien et Le Guerchin, ce sont 63 magnifiques illustrations en couleur qui ponctuent ce volume et servent de support aux analyses d'Alphonse Dupront (1905-1990). L'auteur, qui à sa mort travaillait encore sur ce maître livre, y propose non pas une histoire de la peinture religieuse qui suivrait la périodisation qu'avait jadis proposée Paul Claudel dans sa « Note sur l'art chrétien », hiératique, symbolique et idéaliste. Il nous offre plutôt une analyse toujours fondée sur des exemples, souvent classée thématiquement, ce qui facilite grandement, grâce à un heureux et commode repérage des images par un système de renvois, les recherches ponctuelles. Certains paragraphes constituent ainsi des descriptions intelligentes et sensibles de tableaux parfois célèbres et souvent d'images plus rares : les enfers, la Trinité ou la Quaternité, le diable, le cadavre du Christ, le Père olympien, etc. Ces images, souvent, ne montrent pas Dieu, mais ce qu'il n'est pas. Le Pseudo-Denys l'Aréopagite ne disait-il pas que « dans les choses divines, les négations sont vraies, les affirmations sont incongrues » ? Mais Alphonse Dupront, historien de formation, sait aussi replacer les œuvres dans leur contexte et ce contexte est toujours humain, trop humain. Au-delà des conditionnements tout extérieurs, c'est une vision de l'homme en proie à ses tourments intérieurs que propose cet érudit qui n'était pas hermétique aux leçons de Freud et aux voies des profondeurs. Mais comme le dit merveilleusement Mona Ozouf dans son excellente préface, les plus belles pages du livre sont celles où l'auteur, à travers les images, parvient à « susciter la

plus grande présence de vie ». Ce n'est pas le moindre paradoxe de cet esprit qui n'a jamais cédé aux modes universitaires de son temps, que d'avoir au fond, par le biais de cette abstraction suprême que sont les images religieuses, réussies à écrire, plutôt qu'une histoire des idées, une histoire incarnée. Lire, rappelle celle qui fut l'élève d'Alphonse Dupront, c'est aussi parvenir à se débarrasser des déterminismes et savoir faire preuve d'empathie. › **Stéphane Ratti**

ESSAI

L'Imposture de l'art contemporain. Une utopie financière

Aude de Kerros

Eyrolles | 256 p. | 25 €

En historienne et en passionaria, Aude de Kerros dit les vérités tragi-comiques de l'art contemporain. Elle détecte les phénomènes et les acteurs, distingue les périodes : l'art conceptuel (1960-1990) puis l'art financier (1990-2015), en expliquant comment l'art dirigé français et ses Ciac, Frac, Drac a pu entrer en symbiose avec le « marché » américain (comprendre *soft power*), auto-confessant Paris comme une place ringarde méritant au mieux d'être « rééduquée » en distributeur de vitrines (Versailles, le Louvre) et de légions d'honneur. Sait-on qu'au ministère de la Culture, une documentaliste est chargée de mettre au panier tout catalogue ne répondant pas au critère de « contemporanéité » ? Trahison non pas des clercs mais des ignorants, qu'Aude de Kerros classe en quatre clergés : les inspecteurs de la création, les théoriciens de l'université, les journalistes et bien sûr les évêques. Au-delà des stars mondiales de l'art contemporain (la plupart américains, allemands, chinois) : grande solitude des artistes français négligés. Ceux qui pratiquent « l'art caché » (le grand art) semblent subir le sort des agriculteurs : institutions inadaptées ou malveillantes, marché déformé, livré à la spéculation, dominé par l'arbitraire. Bilan provisoire : l'art contemporain n'a rien à voir avec l'art et n'en est pas la continuité, il répond à des logiques marketing et financières qui à travers la condescendance et la fausse compassion à l'égard des masses vise à consolider un haut marché oligopolistique et défiscalisé, sécurisé par le fait que la « fabrique des artistes » se fait sous le contrôle partagé des collectionneurs, des salles de vente et des experts.

La supercherie est depuis longtemps dévoilée, mais le débat public est prohibé : « La règle d'or est de ne jamais donner de réponse. » Du reste, le piège sémantique de l'ingénierie sociale a rendu tout retour à la raison improbable. On parle désormais de transgression, de pertinence (du concept), de cote. Et plus jamais d'esthétique ou de composition (accord entre le fond et la forme), d'authenticité, du style ou de l'aura d'une œuvre. Néanmoins, Aude de Kerros n'est pas loin de dire que le dernier scandale de Paul McCarthy (le « plug » de Noël) a été le coup marketing de trop. Est-elle aussi prophète ? › **Henri de Montety**

ESSAI

Bible et poésie

Michael Edwards

Éditions de Fallois | 176 p. | 19 €

Poète lui-même, Michael Edwards n'en finit pas d'explorer la dimension poétique des grandes œuvres. Il y a quelques années, il nous proposait une lecture de Shakespeare à travers les sonnets et les poèmes contenus dans ses pièces (*Shakespeare, le poète au théâtre*, Fayard, 2009). C'est bien naturellement qu'il s'attaque cette fois-ci à la Bible. Venant d'un Anglais – quoique professeur honoraire au Collège de France et membre de l'Académie française –, quoi de plus fondamental aux origines de sa langue que Shakespeare et les livres qui composent la Bible ?

Tant dans l'Ancien que dans le Nouveau Testament, la Bible regorge de poèmes. En fonction des versions, ces pièces ressortent avec plus ou moins de force selon qu'elles sont en vers ou en prose. Aux yeux de Michael Edwards, « les mots mêmes de la Bible vibrent de puissance, et ne pas bâillonner cette puissance doit être le premier souci du traducteur ». À titre d'illustrations, l'auteur choisit des passages qui l'inspirent et suscitent en lui cette vibration profonde : les Psaumes, le Cantique des Cantiques, le livre de Job, l'Évangile de Luc avec pas moins de trois poèmes dans les deux premiers chapitres (les cantiques de Marie, de Zacharie et de Siméon), la Cène… S'agissant justement du « Repas du Seigneur », M. Edwards n'hésite pas à croiser le fer avec son collègue de l'Académie Jean-Luc Marion, au sujet de la signification et la portée des paroles de Jésus lors de ce moment fondateur.

La Bible n'est pas un trésor littéraire qu'il s'agirait de redécouvrir et de mettre en avant. Elle n'est pas non plus une sagesse poétique affranchie d'un arrière-plan moralisateur. M. Edwards nous invite plutôt à ressentir une « expérience poétique » au contact de la force du verbe, et à éprouver par là même une poésie de la présence. Si cette fréquentation de l'Écriture a nourri en profondeur les lettres anglaises, elle n'est pas pour autant absente de la littérature française. Dans le contexte actuel, un pareil essai permet de revenir aux sources d'une parole qui abreuve, parce que l'âme ne saurait se passer de poésie.

› Charles Ficat

LETTRE

Sortir du noir

Georges Didi-Huberman

Éditions de Minuit | 64 p. | 6 €

Adressée à László Nemes, le réalisateur du *Fils de Saul*, la lettre de Georges Didi-Huberman revient obstinément sur ce qui nous est donné à voir. Que contemplons-nous en suivant les membres des *Sonderkommandos* assujettis à la terrible fonction de pousser les déportés vers les chambres à gaz et d'évacuer leurs cadavres vers les crématoriums ? Oui, que voit-on ? Et que montre le film ? Doit-on souscrire à la condamnation de l'art après Auschwitz ? Une formule qui, à force d'être rabâchée, a mis trop souvent l'accent sur la morale supposée d'une telle injonction

alors qu'en fait, la question qui se pose, c'est de savoir comment vivre après pareil cataclysme. Et, c'est sous cet angle que Georges Didi-Huberman interroge *le Fils de Saul*. Nous ne sommes pas astreints au silence de l'innommable, on peut même « tenter de le regarder, c'est-à-dire de le mettre en lumière, de le sortir du noir ». Cela nous est accordé car l'image qui sort de l'ombre et qui vient à notre rencontre ne s'encombre d'aucun effet de réalisme. Elle déserte l'impossible description. Au sein des ténèbres, pas de vision d'ensemble, pas de posture surplombante, le spectateur suit uniquement Saul dans les souterrains de l'usine à exterminer. Assailli, assommé par les ordres et précipité dans la confusion des vivants et des morts, on ne perçoit la nature de l'horreur du travail accompli que dans le flou de la profondeur de champ. Georges Didi-Huberman note dans le sillage de Walter Benjamin que la critique « est affaire de distance convenable ». Le film aménage une zone de netteté extrêmement mince autorisant une vision tranchante de l'abomination dans son indistinction. À cette dialectique de la mise au point vient se joindre la folie de Saul qui, à contre-courant de cette immense entreprise d'effacement, tient absolument à enterrer un enfant qu'il croit être son fils. Dans le lieu même de l'obscurité et de la destruction anonyme, il s'obstine à la recherche du rabbin susceptible de procéder au rite funéraire. Alors comme le précise Georges Didi-Huberman, *le fils de Saul* emprunte au conte. Loin de toute reconstitution, la fable, ici, reprend le geste d'Orphée ouvrant le monde de la nuit « afin de sortir du noir ». › **Bertrand Raison**

RÉCIT

Ma vie, côté père

Michel Contat

Christian Bourgois | 128 p. | 12 €

Pour ne pas impatienter son lecteur, pour retenir son attention, l'autobiographe doit trouver un angle et un mode particulier de narration. L'une des voies possibles est oblique : le sujet principal, le héros en quelque sorte, n'est pas, n'est plus, le moi du narrateur. Même si c'est toujours à lui, à son regard, à sa perception, à son vécu, que l'on revient fatalement. Michel Contat, que l'on connaît comme un éminent sartrien, et aussi comme un amateur très éclairé en différentes matières, dont le jazz, cette « mobilisation existentielle », avait publié il y a une quinzaine d'années une sorte d'autoportrait décalé. C'était la superbe et sensible évocation d'un lieu, Paris, et d'une époque, la fin des années cinquante (*Paris 1959 : notes d'un Vaudois*, Zoé, 2001). Déjà, dans ce bref récit, Contat avait choisi une ligne de vie bien plus large que celle qu'enferme ordinairement l'autobiographie. Il était là, mais ne trônait pas. Il regardait, observait, notait.

Ici, il remonte plus loin, mais c'est toujours la même acuité du regard, la même disponibilité à ce qui n'est pas lui. Une famille donc, avec un père, Jean, un grand-père, Antoine, « juriste valaisan renommé », ami des écrivains et des

peintres, dont Balthus. Il y a d'autres membres de la famille et puis un parrain de l'auteur, Tigrane Matossian, Français fortuné d'origine arménienne. Comme dans toute histoire familiale, des morts hantent les mémoires, les construisent aussi. Philippe par exemple, le frère de Michel, mort à un an et demi et dont Violette, la mère, porte le deuil, et l'autre frère, Jean-René, instable, violent, souffrant…

Mais le centre de gravité, en plusieurs sens du terme, c'est bien le père, Jean, le volage, à la vie sentimentale agitée, avec « ses femmes, ses niaiseries, son culot, sa désinvolture… ». Toujours présent pour Michel, il est moins une figure de référence qu'une balise à partir de laquelle s'organisent les lieux – Berlin, Berne, Lausanne, Paris… –, les époques, les réminiscences. Cela donne un récit vivant, enrichi d'une capacité d'étonnement toujours en alerte, dont l'écriture de ce récit se nourrit si heureusement. › **Patrick Kéchichian**

HISTOIRE

Dictionnaire de l'historien

Sous la direction de Claude Gauvard et Jean-François Sirinelli
PUF | 816 p. | 39 €

Non pas un dictionnaire historique, mais bien un dictionnaire fournissant à l'historien les instruments de son métier, dont le fondement est cette « méthode critique » décrite par Marc Bloch. On n'y trouvera donc pas d'article « Azincourt », « Bouvines », « Rocroi » ou « Waterloo », mais « Aristocratie », « Frontière », « Honneur », « Guerre » ou « Seigneurie ». Ni « Jeanne d'Arc », ni « Louis XIV », ni « De Gaulle », mais « Monarchie », « Roi », « Royaume », « Religion », « Église », « Constitution », « République ». Plus de trois cent cinquante notions, concepts, thèmes, qui constituent le vocabulaire et par conséquent l'armature intellectuelle de l'historien, plus exactement de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et cherchent les moyens d'y réfléchir, de distinguer histoire et mémoire, récit et réel, communisme et marxisme, totalitarisme et nazisme, peuple et population.

Au moment où l'enseignement de l'histoire est en crise, où d'aucuns doutent de la vigueur de l'école historique française, mais où jamais le besoin d'histoire ne s'est fait ressentir davantage, ce *Dictionnaire* rendra les plus grands services aux étudiants, aux enseignants, aux journalistes, au public cultivé. Grâce aux quelque deux cents auteurs qui s'efforcent de donner aux mots des contenus bien délimités et qui font suivre chacun des articles d'une bibliographie succincte, les discussions historiques et batailles mémorielles devraient gagner en clarté et en pertinence. Chaque entrée est argumentée, chaque terme est replacé dans ses champs sémantiques.

Aucune recherche sur Internet ne fournira le dixième des informations contenues dans ce volume, car ce sont des informations réfléchies et non pas déversées en vrac. C'est précisément ce genre d'instrument de travail qui permet de construire un raisonnement. Il devrait donc figurer non seulement

dans toutes les bibliothèques publiques, scolaires ou universitaires, mais dans celles de chaque citoyen soucieux de comprendre le monde dans lequel il vit plutôt que de le subir. › **Robert Kopp**

HISTOIRE

Les Six Années qui ont changé le monde, 1985-1991, la chute de l'Empire soviétique

Hélène Carrère d'Encausse

Fayard | 432 p. | 22 €

En 1919, John Reed, journaliste et militant communiste américain, racontait, dans *Ten Days That Shook The World*, qui devint un best-seller, son expérience de la révolution russe. Traduit en 1986 seulement, *Dix jours qui ébranlèrent le monde* exalte le triomphe de Lénine, qui devait ouvrir la voie à la révolution mondiale. C'est à dessein qu'Hélène Carrère d'Encausse reprend ce titre pour évoquer la chute, soixante-dix ans plus tard, de l'Empire soviétique. Elle fut un peu moins rapide, mais ne dura guère que dix ans.

Tout commença avec Gorbatchev, qui réussit à se débarrasser de la vieille garde, responsable de la désastreuse intervention en Afghanistan. Première étape : la *glasnost*, dire ce que l'on sait, mais en allant beaucoup plus loin que Khroutchev. D'où l'accord implicite entre Gorbatchev et les intellectuels. Deuxième étape : la perestroïka, la reconstruction économique. Elle suppose le transfert du pouvoir du Parti vers les Soviets. Troisième étape : la fin de la guerre froide. Dans l'espoir de sauver le système mis en place par Lénine. C'était sans compter avec la révolte des nations, dans le Caucase, au Kazakhstan, en Géorgie, en Tchétchénie, dans les pays Baltes. Gorbatchev essaie vainement de rétablir l'équilibre entre le centre et la périphérie. Et s'il sut se faire à l'unification de l'Allemagne, il n'avait pas prévu que le même jour où il reconnaîtrait sa souveraineté, la Géorgie proclamerait son indépendance. C'est Boris Eltsine, tour à tour complice et rival, qui finit par organiser le démembrement de l'URSS tout en faisant de la Russie la continuatrice de celle-ci.

La perestroïka, instrument de reconstruction et de renouvellement, était finalement devenue un outil de démantèlement du monstre créé par Lénine et développé par Staline. Des ruines de l'empire surgissaient une multitude de peuples, avec leurs langues, leurs coutumes, leurs religions. Gorbatchev avait rêvé de sauver l'Empire. En vain. Eltsine a repris l'essentiel de son projet, mais l'a inscrit dans l'espace russe, le cœur historique de l'Empire. « En définitive – note Hélène Carrère d'Encausse au terme d'un récit aussi passionnant qu'admirablement informé –, ces deux hommes au charisme immense, qui se sont si violemment opposés, voire haïs, sont inséparables au regard de l'histoire de leur pays. Ils ont, par des moyens semblables et différents, poursuivi le même but : « rattraper le retard russe », renouer le lien entre la Russie et l'Europe, et, surtout, réinstaller la Russie en Europe. »
› **Robert Kopp**

LITTÉRATURE

Le téléphone a-t-il tant que cela augmenté notre bonheur ?

Remy de Gourmont

choix et préface de Vincent Gogibu

Grasset | 280 p. | 9,90 €

Remy de Gourmont, cher vieux daim !

Charles Dantzig

Le Livre de poche | 212 p. | 6,60 €

La littérature française se distingue de l'allemande, de l'italienne et de l'anglaise car elle ne se résume pas en quelques monuments, aussi gigantesques soient-ils, tels Goethe, Dante ou Shakespeare. Sa caractéristique première est d'être constituée d'une infinité d'auteurs que l'on aurait tort d'appeler mineurs tant leur pertinence et leur charme opèrent par-delà les générations. À la Belle Époque, ils étaient particulièrement nombreux : Marcel Schwob, Albert Samain, Louis Dumur, Alfred Vallette et sa femme Rachilde, Jules Renard. Aussi chaque génération se plaît-elle à redécouvrir ceux qui sont susceptibles de lui apporter ce qui lui manque le plus. Autant dire qu'il faudrait les rééditer tous.

Qui de nos jours ne s'afflige du dépérissement de notre langue et de l'envahissement de la pensée par le politiquement correct ? Or le diagnostic est plus facile à faire que de trouver des remèdes. L'anthologie de quelques-unes des sorties les plus saillantes de Remy de Gourmont peut nous aider à nous purger de nos paresses intellectuelles les plus encombrantes. D'« Anarchie » à « Zola » (voir *Panthéon*), en passant par « Art d'écrire », « Cambronne », « Féminisme », « Imbécillité », « Misère », « Pataphysique », « Socialisme » et quelques autres notions indispensables à la compréhension de notre présent, il nous aide à remettre les pendules à l'heure et à ne pas toujours prendre des vessies pour des lanternes. Qu'on en juge, à l'entrée « Bêtise » : « Les démocraties font penser à ces bals de domestiques, profitant, pour s'ébattre, de l'absence des maîtres. » Ou « Orgueil » : « Il faut avoir beaucoup de génie pour ne pas sombrer dans la popularité. » Et si ces amuse-bouches vous ont mis en appétit, reportez-vous à *Des pas sur le sable*, au *Livre de masques*, à l'*Esthétique de la langue française*.

Et comme guide, vous choisirez Charles Dantzig, qui avait en son temps publié un important volume dans la collection « Bouquins » et qui vient de rééditer son introduction à Remy de Gourmont, parue en 1990 et rééditée en 2008. C'est vieux, me direz-vous. Mais c'est toujours vivant, ce qui, vu « l'ineptie définitive de la postérité » (tel est le titre de son dernier chapitre), n'est déjà pas si mal. Régalez-vous d'irrespect, d'érudition, de coups de gueule. Et toujours dans un français impeccablement précis, drôle, percutant. › **Robert Kopp**

ESSAI

Les Secrets de Vichy

Bénédicte Vergez-Chaignon

Perrin | 416 p. | 22 €

Le goût des secrets de l'histoire se propage-t-il chez les historiens de métier et dans les maisons d'édition réputées ?

Après *les Secrets de la Résistance* par Robert Belot (Vuibert, 2013), voici chez Perrin *les Secrets de Vichy* livrés et condensés par la dernière biographe du maréchal Pétain, Bénédicte Vergez-Chaignon. Concernant la période de l'Occupation, la mythologie du secret connaît une nouvelle ère. Plus de soixante-dix ans après l'écroulement de « l'État français », les archives publiques sont beaucoup plus accessibles aujourd'hui et permettent de lever le voile sur de prétendus secrets ou mystères qui faisaient l'objet de livres à sensations ou de témoignages d'acteurs sur le retour. Bien qu'il ait été rédigé antérieurement, le panorama de Bénédicte Vergez-Chaignon tombe à point nommé après la publication de l'arrêté du 24 décembre 2015 « portant ouverture d'archives relatives à la Seconde Guerre mondiale » qui facilite la libre consultation, avec moins de réserves qu'auparavant, des fonds émanant principalement des ministères des Affaires étrangères, de la Justice et de l'Intérieur. Les douze secrets qu'elle tente de percer à jour sont des questions de nature très différente généralement liés à la mort d'un individu particulier (Laval qui réchappe d'une tentative d'assassinat, Darlan, Henriot) ou d'une catégorie ciblée (juifs, communistes). D'autres sont des imbroglios politiques ou des questions vives : le choix de Vichy capitale « improbable » du nouveau régime, la mascarade du retour des cendres de l'Aiglon le 13 décembre 1940 (le jour même du renvoi de Laval !), les rédacteurs de la loi portant statut des juifs du 3 octobre 1940 (quelle part Philippe Pétain a-t-il pris dans sa conception ?) et le rôle de Vichy dans la « solution finale ». On retrouve donc des classiques du genre comme l'assassinat de Darlan à Alger, cette fois abordé sous un angle qui renverse la vapeur : qui ne voulait pas sa mort ? Ce qui nous épargne la longue liste de ceux que l'éviction de Darlan arrangeait. Chaque fois, l'auteure cherche à comprendre les intentions des protagonistes, la réception des décisions ou des événements qu'elle analyse en s'appuyant sur des sources archivistiques inédites ou en reconsidérant l'approche du sujet qui a souvent fait l'objet d'une propagande pourvoyeuse de raccourcis et de manipulations. Le chapitre le plus neuf est celui consacré à la journée de dupes à Saint-Florentin dans l'Yonne, le 1er décembre 1941, lors de laquelle Pétain, accompagné de Darlan, rencontre Hermann Göring. La propagande avait gardé secrète et travesti « la teneur » de l'entrevue. On le comprend bien quand on apprend que Pétain avait proposé à Goering qu'« on pourrait vous céder la flotte contre une province », aussitôt repris par Darlan, qui s'y oppose. De prétendus secrets déminés à la lumière des archives, la démarche est salutaire. Elle coupe court à une historiographie de fantasmes et de complotisme. › **Olivier Cariguel**

REVUE
DES DEUX
MONDES
97, rue de Lille | 75007 Paris
Tél. 01 47 53 61 50 | Fax 01 47 53 61 99
N°ISSN : 0750-9278
www.revuedesdeuxmondes.com
revuedesdeuxmondes@gmail.com
Twitter @Revuedes2Mondes

Rédaction
Directrice | Valérie Toranian
vtoranian@revuedesdeuxmondes.fr
Coordinatrice éditoriale | Aurélie Julia
ajulia@revuedesdeuxmondes.fr
Secrétaire de rédaction | Caroline Meffre
cmeffre@revuedesdeuxmondes.fr
Révision | Claire Labati

Revuedesdeuxmondes.fr
Responsable numérique | Antoine Lagadec
alagadec@revuedesdeuxmondes.fr

Communication | partenariats | publicité
Responsable du développement et des partenariats
Marie Pagezy | mpagezy@revuedesdeuxmondes.fr
Directrice des relations extérieures de Fimalac :
Élise Longuet | elonguet@fimalac.com |

Contact presse
Aurélie Julia | ajulia@revuedesdeuxmondes.fr

Société éditrice
La *Revue des Deux Mondes* est éditée par la Société de la Revue des Deux Mondes S. A. au capital de 2 545 074 euros.

Principal actionnaire
Groupe Fimalac

Directeur de la publication
Thierry Moulonguet

Imprimé par Assistance Printing (CEE) – Commission paritaire : n° 0320D81194
 La *Revue des Deux Mondes* bénéficie du label « Imprim'Vert », attestant une fabrication selon des normes respectueuses de l'environnement.

Abonnements (9 numéros par an format papier + numérique)
France | 1 an › 89 euros | 2 ans › 165 euros |
Abonnement étudiant | 1 an › 65 euros
Étranger | 1 an › 129 euros

Service des abonnements
En ligne : www.revuedesdeuxmondes.fr/abonnement.
Par courrier : Revue des Deux Mondes |
4, rue de Mouchy | 60438 Noailles cedex |
Tél. : 01 55 56 70 94 | Fax. : 01 40 54 11 81 |
R2M@groupe-gli.com

Ventes au numéro
Disponible chez les principaux libraires (diffusion PUF, renseignements : Ghislaine Beauvois | 01 58 10 31 34 | beauvois@puf.com, distribution Union Distribution) et marchands de journaux (renseignements : vente au numéro | Gilles Marti | 01 40 54 12 19 | gilles.marti@valmonde.fr).
Prix au numéro | France et DOM › 15 euros
Ce numéro comprend un bulletin d'abonnement broché entre les pages 96 et 97.

Crédits
Photo de couverture | © Paul Gilligan/Getty Images
Illustrations | © Mix & Remix